DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 5 avril 2024 à 18h00
Salle des délibérations

ORDRE DU JOUR

APPROBATION DE PROCES-VERBAUX

Affaire n° 01 : Adoption du procès-verbal du 13 mars 2024
*(**Elu** : M. Le Maire)*

DELIBERATIONS

AFFAIRES FINANCIERES

Affaire n°02 : Compte Financier Unique du budget principal et du budget annexe *(**Elu :** Monsieur Charles VIGNAL)*

Affaire n°03 : Affectation du résultat 2023 *(**Elu :** Monsieur Claude EDMOND)*

Affaire n°04 : Vote des taux de fiscalité *(**Elu :** Monsieur Charles VIGNAL)*

Affaire n°05 : Contractualisation d'un prêt auprès de la Banque des Territoires à hauteur de 2 000 000 euros *(**Elu :** Monsieur Charles VIGNAL)*

Affaire n°06 : Budget Primitif du budget principal et du budget annexe *(**Elu :** Monsieur Charles VIGNAL)*

Affaire n°07 : Attribution d'une subvention à la Caisse Des Ecoles *(**Elue :** Madame Marguerite CIVIS)*

Affaire n°08 : Attribution d'une subvention au Centre Communal d'Action Sociale *(**Elu :** Monsieur Rosan BASSETTE)*

AFFAIRES ACHATS ET COMMANDE PUBLIQUE

Affaire n°09 : Travaux d'entretien des espaces verts - Autorisation à donner au Maire pour lancer la consultation et signer les marchés
(Elus : Monsieur Rosan BASSETTE /Monsieur Willi NESTOR)

MISSION INNOVATION TERRITORIALE

Affaire n°10 : Financement d'eco-compteurs sur les sentiers de randonnées des Monts Caraïbes - demande de subvention au Conseil Départemental *(**Elue** : Madame Nicole ERDAN)*

Affaire n°11 : Attribution d'une subvention à l'association AEVA (Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles) pour le financement d'une étude scientifique sur les phénomènes phrénologiques
*(**Elue** : Madame Nicole ERDAN)*

Affaire n°12 : Candidature de la Ville dans le cadre de l'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée »
(Elue : Madame Nicole ERDAN)

GESTION DES ASSEMBLEES

Affaire n°13 : Désignation d'un nouveau membre au sein des commissions municipales
*(**Elu :** Monsieur Claude EDMOND)*

Affaire n°14 : Octroi d'une subvention à l'association omnisport de Gourbeyre dans le cadre de la participation au tournoi national à Nîmes
*(**Elu :** Monsieur Jocelyn ZOU)*

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

CONSEIL MUNICIPAL

PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE DU 13 mars 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

ORDRE DU JOUR

DÉLIBÉRATIONS :

Affaire n° 01 : Adoption du procès-verbal du 16 février 2024 *(Elu : M. Le Maire)*

Affaire n° 02 : Rénovation énergétique et mise en conformité de l'espace paroissial de Gourbeyre – demande de subvention état – Fonds Vert 2024 *(Elues : Mme Nicole ERDAN et Mme Fabienne DACALOR)*

Affaire n° 03 : *Réhabilitation énergétique du gymnase Lucette MICHAUX-CHEVRY – demande de subvention état – Fonds Vert 2024 (Elu : M. Jocelyn ZOU)*

Affaire n° 04 : Requalification de la bibliothèque – Réaménagement de services – demande de subvention état – Fonds Vert 2024 *(Elus : Mme Fabienne DACALOR et M. Rosan BASSETTE)*

Affaire n° 05 : *Débat d'orientations budgétaires 2024 (Elu : M. Charles VIGNAL)*

Le Conseil Municipal s'est réuni en présence du public en séance ordinaire, à la Salle des délibérations de l'Hôtel de Ville de Gourbeyre, le mercredi 13 mars 2024 à 18h00.

Monsieur le Maire ouvre la séance, remercie l'ensemble des élus d'avoir répondu à sa convocation et propose Madame Sophie RYON comme Secrétaire de séance.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Il demande à Madame Sophie RYON de procéder à l'appel des membres.

PRÉSENTS : (17)

M. EDMOND Claude, Mme CIVIS Marguerite, Mme ERDAN Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, Mme DACALOR Fabienne, M. CARLE Johan, Mme RYON Sophie, M. RAMASSAMY Robert, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne.

ABSENTS : (7)

M. NESTOR Willi, M. JOUYET Josy, Mme MILEAU Erique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, M. ZENON Charles, M PLAISANT Roger.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

Actuellement, ces espaces nécessitent une mise aux normes dans les domaines de l'électricité, de la peinture et des installations sanitaires. De plus, il est nécessaire de garantir la sécurité des lieux.

L'objectif de la municipalité est d'intégrer ce bâtiment dans un plan de rénovation énergétique des bâtiments communaux. Pour ce faire, des études d'amiante et énergétiques seront lancées, suivies d'une demande d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en conformité énergétique de la structure. Le coût total du projet est estimé à 221 940€.

Les domaines couverts par le diagnostic comprennent l'évaluation énergétique, la recherche d'amiante, la rénovation intérieure et la menuiserie.

La subvention sollicitée au titre du Fonds vert représente 80% du coût total, soit 122 516€, avec un autofinancement de 30 630€.

Le maire sollicite l'avis du Conseil sur l'adoption des travaux de rénovation énergétique et de mise en conformité de l'espace, ainsi que sur la validation du plan de financement. Cette demande de subvention au titre du Fonds vert concerne l'année 2024.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions ?

Madame Fabienne THOMAS : Bonsoir à tous. Pourrions-nous avoir des précisions sur ce qu'on appelle « espace paroissial » ?

Madame Nicole ERDAN : Il s'agit des deux salles qui sont au sein du presbytère.

Monsieur le Maire : D'autres observations ? Je soumets donc au vote cette affaire.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité des membres présents :**

<u>Article 1</u> : D'adopter le projet pour des travaux de rénovation énergétique et mise en conformité de l'espace paroissial ainsi qu'il suit :

Nature des Dépenses H.T		Nature des Ressources H.T	
Diagnostic énergétique	4 800,00 €	Autofinancement	30 630 €
Diagnostic amiante	5 880,00 €	Subvention (80 %) ETAT	122 516,00 €
Travaux de rénovation intérieur	93 046,00 €		
Lot menuiserie pour la rénovation énergétique du bâtiment	41 420,00 €		
AMO / MOE	8 000 €		
Total	**153 146,00 €**	Total	**153 146,00 €**

<u>Article 2 :</u> D'autoriser le Maire à faire une demande de subvention de CENT VINGT DEUX MILLE CINQ CENT SEIZE EUROS (122 516,00 €) à l'État soit 80% du coût total de l'opération.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

REPRÉSENTÉS : (5)

Mme SAMUEL-CESARUS Valérie a donné pouvoir à M. EDMOND Claude,
M. D'ALEXIS Leïli a donné pouvoir à Mme DACALOR Fabienne,
Mme EDMOND Sabrina a donné pouvoir à M. ZOU Jocelyn,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude,
Mme CALIFER George a donné pouvoir à Mme THOMAS Fabienne.

Madame Sophie RYON informe le Maire que le quorum est atteint.

Le Conseil peut donc valablement délibérer.

DÉLIBÉRATIONS :

Affaire n° 01 : DELIBERATION PORTANT : Adoption du procès-verbal du 16 février 2024 – Monsieur le Maire

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire : Nous allons commencer avec la première affaire à l'ordre du jour – l'adoption du procès-verbal du 16 février 2024.

Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ?

Je note qu'il n'y a pas d'observations, nous passons au vote.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité des membres présents** : **d'adopter** le procès-verbal du 16 février 2024.

Affaire n° 02 : DELIBERATION PORTANT : Rénovation énergétique et mise en conformité de l'espace paroissial de Gourbeyre – demande de subvention état – Fonds Vert 2024 – Madame Nicole ERDAN et Madame Fabienne DACALOR

RAPPORTEUR : Madame Nicole ERDAN

Madame Nicole ERDAN : Bonsoir à tous. Dans le cadre de cette affaire, l'objectif est de présenter le projet de rénovation énergétique et de mise en conformité de l'espace paroissial de Gourbeyre. Cette délibération vise à solliciter une subvention du Fonds vert au titre de l'année 2024.

En effet, la ville a élaboré un plan de rénovation énergétique pour ses bâtiments communaux, en accord avec sa stratégie de transition énergétique. La loi ELAN exige une réduction de 40% de la consommation d'énergie d'ici 2030 pour l'ensemble des bâtiments. Cette mesure constitue un levier essentiel pour agir sur la consommation d'énergie.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

Article 3 : D'autoriser le Maire à signer tout acte, marchés et avenants afférents à l'opération.

Arrivée de Monsieur ZENON Charles à 19h01.

Affaire n° 03 : DÉLIBÉRATION PORTANT : Réhabilitation énergétique du gymnase Lucette MICHAUX-CHEVRY – demande de subvention état – Fonds Vert 2024 – Monsieur Jocelyn ZOU

RAPPORTEUR : Monsieur Jocelyn ZOU

Monsieur Jocelyn ZOU : Bonsoir à tous. Cette affaire porte sur la question de l'étanchéité et de l'éclairage du gymnase dû à la vétusté du matériel, entraînant des infiltrations d'eau.

Cette délibération vise à solliciter une subvention à hauteur de 80% du Fonds vert, soit un montant de 378 880€. Le reste à charge en autofinancement de la municipalité s'élève à 94 720€.

Monsieur le Maire : Il y a-t-il des questions ? A la négative, nous passons au vote.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité des membres présents** :

Article 1 : D'adopter le projet pour des travaux de réhabilitation énergétique du gymnase Lucette MICHAUX-CHEVRY en intégrant la rénovation énergétique et de mise en conformité de la structure, et le plan de financement ainsi qu'il suit :

Nature des Dépenses HT		Nature des Ressources HT	
Etude énergétique	3 600,00 €	Autofinancement	94 720,00 €
AMO	5 000,00 €	Subvention (80 %) ETAT	378 880,00 €
MOE	25 000,00 €		
Travaux façade	40 000,00 €		
Travaux de rénovation énergétique : menuiserie, éclairage, isolation en toiture	400 000,00 €		
Total	**473 600,00 €**	Total	**473 600,00 €**

Article 2 : D'autoriser le Maire à faire une demande de subvention de TROIS CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT EUROS (378 880,00 €) à l'État soit 80% du coût total de l'opération.

Article 3 : D'autoriser le Maire à signer tout acte, marchés et avenants afférents à l'opération.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

Affaire n° 04 : DÉLIBÉRATION PORTANT : Requalification de la bibliothèque – Réaménagement de services – demande de subvention état – Fonds Vert 2024 – Madame Fabienne DACALOR et Monsieur Rosan BASSETTE

RAPPORTEUR : Madame Fabienne DACALOR

Madame Fabienne DACALOR : Bonsoir à tous. Dans le cadre de l'aménagement des locaux de la ville de Gourbeyre, la municipalité a pris la décision de transformer la bibliothèque municipale en bureau administratif pour les agents de la collectivité.

Cette transformation vise à rationaliser l'utilisation des espaces et à valoriser l'efficacité énergétique des bâtiments. Actuellement, le manque de bureaux au sein de la collectivité a un impact sur la qualité de vie au travail.

Le projet présenté par la Ville a pour objectif de :
- Diminuer la consommation d'énergie ;
- Réduire le rayonnement solaire ;
- Atteindre un confort thermique ;
- Assurer l'étanchéité des ouvrants ;
- Prioriser la ventilation naturelle.

Le coût total de ce projet s'élève à 368 927€.

Monsieur Jocelyn ZOU : Sauf erreur de ma part, ce bâtiment est occupé par l'association « le Club du 3ème âge », que deviennent-ils ?

Monsieur Patrick MILISAVLJEVIC : Nous allons uniquement modifier le haut du bâtiment en y mettant des bureaux. Le local du rez-de-chaussée sera toujours mis à la disposition de l'association Les Fils d'Argent.

Monsieur Jocelyn ZOU : Les issues de secours sont-elles prévues dans le cadre de cette rénovation ?

Monsieur Patrick MILISAVLJEVIC : Oui, la sécurité du bâtiment est incluse avec notamment les issues de secours.

Monsieur le Maire : Il y a-t-il d'autres interventions ? A défaut, nous passons au vote.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, **décide à la majorité des membres présents :**

- **Abstentions (3) :** Monsieur Charles ZENON, Monsieur Claude EDOUARD, Monsieur ADEMAR Luc.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

ARTICLE 1 : D'adopter le projet pour des travaux de requalification de la bibliothèque en bureaux administratifs en intégrant la rénovation énergétique, la mise en conformité de la structure, et le plan de financement ainsi qu'il suit :

Nature des Dépenses H.T		Nature des RessourcesH.T	
Diagnostic énergétique	5 200,00 €	Autofinancement	73 785,00 €
Diagnostic amiante	8 000 €	Subvention (80 %) ETAT	295 142,00 €
AMO	15 000,00 €		
Travaux de rénovation extérieur	49 764,00 €		
Travaux de rénovation du RDC	132 322,00 €		
Travaux de rénovation R+1	118 537,00 €		
Achat de fourniture	40 104,00 €		
Total	**368 927,00 €**	Total	**368 927,00 €**

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à faire une demande de subvention de DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT QUARANTE DEUX EUROS (295 142,00 €) à l'État soit 80% du montant de l'opération.

ARTICLE 3 : D'autoriser le Maire à signer tout acte, marchés et avenants afférents à l'opération.

Affaire n° 05 : DÉLIBÉRATION PORTANT : Débat d'orientations budgétaires – Monsieur Charles VIGNAL

RAPPORTEUR : Monsieur Charles VIGNAL

Monsieur Charles VIGNAL : Bonsoir à tous. Je rappelle que cette affaire est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Elle revêt un double intérêt :

- Elle informe les élus sur l'évolution de la situation financière de la Ville ;
- Elle joue un rôle de transparence vis-à-vis de la population.

Le débat d'orientations budgétaires permet à l'Assemblée d'examiner à la fois des éléments rétrospectifs et prospectifs pour l'année à venir, en lien avec les priorités définies dans le budget initial.

Il est important de noter que ce débat ne donne pas lieu à un vote. Cependant, il est essentiel de s'assurer que l'affaire a bien été transmise au représentant de l'État et qu'elle a été soumise à l'Assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

La présentation se compose de plusieurs parties :

- Le rapport d'activité 2023 par pôle et par direction ;
- La situation financière de la collectivité résultant de l'exécution budgétaire en 2023 ;
- La nouvelle organisation, les perspectives et les stratégies pour 2024 par pôle et par direction ;
- Les hypothèses retenues pour la construction du budget prévisionnel 2024 ;
- Le plan d'investissement et situation de l'endettement de la collectivité.

Je cède la parole à Madame Nadine SCHAEFER, Directrice du Pôle Fonctionnel.

Madame Nadine SCHAEFER (DPF) : Bonsoir à tous. La première partie du rapport d'orientations budgétaires aborde le contexte dans lequel le budget sera construit, ainsi qu'une rétrospective de l'année 2023.

Monsieur Yannick FLEURIVAL, Directeur des affaires financières, présentera par la suite les projections sur l'année 2024.

Le rapport d'orientations budgétaires a pour objectif de mettre en évidence les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, ainsi que les engagements en matière d'investissement. A cela s'ajoute les informations sur l'encours de la dette et la partie relative aux charges de personnel.

Il est nécessaire de rappeler le contexte économique de la collectivité et les principales dispositions de la loi des finances 2024.

Le contexte macroéconomique :

- Le déficit public tend à se stabiliser ;
- L'inflation se poursuit, influencée notamment par les prix des combustibles, des carburants et de l'électricité.

La croissance des recettes représente :

- En 2021 : +5% ;
- En 2022 : +4% ;
- En 2023 : +3%.

Sur les dépenses de fonctionnement, on peut observer une augmentation significative, passant de +3% en 2021 à près de +6% en 2023.

Les mesures législatives comprennent :

- La lutte contre l'inflation énergétique ;
- La reconduction du volet fiscal.

De plus, Gourbeyre, en tant que collectivité sur un territoire insulaire est soumise au tarif réglementé. Nous avons subi deux hausses du tarif réglementé en février et en août 2023. Une nouvelle hausse est prévue au 1er février 2024.

En ce qui concerne les impôts et taxes, il n'y a plus de lien entre le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et ceux de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Les rapports d'activités par pôle et par direction sont présentés dans le document.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

Pour l'analyse budgétaire, le résultat global de notre collectivité est un excédent en fonctionnement de 3 684 000€. Il est également important de prendre en compte l'excédent sur le budget lotissement, qui s'élève à plus de 20 000€.
Quant aux charges financières, il en résulte une baisse au cours des trois dernières années. La situation de trésorerie a été croissante à la fin de chaque exercice, passant de 63 000€ en 2021 à 1 387 000€ à la fin de l'exercice 2023.

Je laisse la parole à Monsieur FLEURIVAL pour la présentation de la deuxième partie du document.

Monsieur Yannick FLEURIVAL (DAF) : Bonsoir à tous. Je vais vous présenter les perspectives pour l'année 2024.

Tout d'abord, les principaux projets envisagés pour cette année comprennent :
- La réhabilitation du presbytère ;
- La construction de la salle bioclimatique ;
- L'aménagement de la zone de mouillage ;
- Les travaux de construction de l'école de Blanchet ;
- Les diverses études d'aménagement pour de nouveaux projets.

Aussi, le budget de l'année 2024 s'élève à un montant total de 22,8 millions d'euros et se distingue par une augmentation de l'investissement. 13 millions d'euros sont prévues en fonctionnement et 8 millions d'euros en dépenses d'investissement.

Pour le budget annexe, les recettes prévues sont d'environ 208 000€ et 11 000€ de dépenses.

Dans la section de fonctionnement, il est à noter une diminution de 8% des recettes. Cela est dû à la suppression d'une recette que nous avions en 2023, à savoir le filet de sécurité de 656 000€. Cette recette correspond à la dotation liée à la revalorisation du point d'indice et à l'augmentation des dépenses d'énergies et des produits alimentaires. Celle-ci n'est plus valable en 2024.

La situation de trésorerie est positive. De plus, l'évolution des recettes de fonctionnement augmente chaque année.

Il est à noter que la ville de Gourbeyre applique des taux d'imposition inférieurs à ceux des autres communes de même taille. Le taux de la taxe foncière bâtie s'élève à 54%, légèrement en dessous de la moyenne de 55% pour les autres communes de la Guadeloupe.

Pour les dépenses de fonctionnement, il est constaté une augmentation de 25%. Les charges de personnel enregistrent une légère hausse par rapport à l'année 2023 et représente 51% de l'ensemble des dépenses. Le montant prévu pour l'année 2024 est de 6,4 millions d'euros tenant compte de l'avancement de la carrière du personnel, des recrutements, des mutations et des démissions au sein de la collectivité.

En investissement, le montant prévisionnel alloué s'élève à 3,5 millions d'euros.

L'évolution de la Capacité d'Autofinancement (CAF) se situe à 1,3 million d'euros.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

Pour conclure, le montant de la dette est à hauteur de 974 000 €, correspondant à neuf années de remboursement de dette.

Monsieur le Maire : Je félicite le travail fourni par Madame SCHAEFER et Monsieur FLEURIVAL ainsi que leur équipe.

L'objectif est de mettre en ordre les comptes.

La discussion est ouverte sur le débat d'orientations budgétaires qui est sanctionné par une prise d'acte.

Madame Marguerite CIVIS : Bonsoir à tous. Pourrais-je avoir la définition « d'excédent de fonctionnement » ?

Monsieur Yannick FLEURIVAL (DAF) : L'excédent de fonctionnement est employé lorsque les recettes sont supérieures aux dépenses.

Monsieur Charles VIGNAL : Pour compléter l'explication du Directeur des Affaires Financières, l'excédent de fonctionnement est nécessaire pour couvrir le déficit.

Madame Marguerite CIVIS : Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a d'autres questions ou précisions à apporter ?

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité des membres présents** :

<u>Article 1 :</u> De prendre acte que le **débat d'orientations budgétaires 2024 a eu lieu sur la base de la note de présentation annexée.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée, il est **19h40**.

La secrétaire de séance

Sophie RYON

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (19)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, M. CARLE Johan, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (3)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°1 PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU 13 MARS 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur l'adoption du procès-verbal du conseil municipal du 13 mars 2024.

Le Conseil Municipal,

Vu l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 avec une entrée en vigueur au 1er juillet 2022 portant réforme des règles de publicité et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, qui a modifié l'article L.2121-15 du CGCT notamment la partie afférente au procès-verbal de chaque séance de Conseil municipal ;

Vu les articles L.2121-15 et L.2121-23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de fonctionnement des séances du conseil municipal ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A la majorité,

Abstentions (6) : M. ADEMAR Luc, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, M. PLAISANT Roger.

DECIDE

Article 1 : D'adopter le procès-verbal du conseil municipal du 13 mars 2024.

Article 2 : La présente délibération sera transmise au Préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 3 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour expédition conforme
Le Maire,

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-01-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 29
Nombre de membres présents : 16
Nombre de suffrages exprimés : 16
VOTES :
Pour : 11
Contre : 0
Abstentions : 5

Date de convocation : 22/03/2024

Présenté par (1) . Monsieur Willi NESTOR, 1er adjoint au Maire
A , le 05/04/2024 à Gourbeyre

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le 05/04/2024 à Gourbeyre
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

A1 EDMOND Claude	
A2 NESTOR Willi	
A3 CIVIS Marguerite	
A4 D'ALEXIS Léïli	
A5 ERDAN-DESCOTEAUX Nicole	
A6 JOUYET Josy	
A7 MILEAU-GUIMBEAU Erique	
A8 DI RUGGIERO Patrick	
A9 MAMBOLE Corinne	
B1 BARGAS Marie-Lucie	
B2 DURIZOT-EYNAUD Françoise	
B3 DI RUGGIERO Nicole	
B4 VIGNAL Charles	
B5 BASSETTE Rosan	
B6 ZOU Jocelyn	
B7 POMPILIUS Anaïs	
B8 MANUEL Francette	
B9 DACALOR Fabienne	
C1 DARLY FRANTZ	
C2 CARLE Johan	
C3 RYON Sophie	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

C4 RAMASSAMY Robert	
C5 ADEMAR Luc	
C6 CALIFER George	
C7 ZENON Charles	
C8 EDOUARD Claude	
C9 THOMAS Fabienne	
D1 SAMUEL CESARUS Valérie	
D2 PLAISANT Roger	
Nom et prénom du signataire	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 17/04/2024 à Gourbeyre

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

République Française Département de la Guadeloupe

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Etat des dépenses engagées non mandatées
Section d'investissement -Exercice 2023

Commune de GOURBEYRE

Exercice	Code mouvement	Libellé mouvement	Nom tiers	Chapitre	Article	Reste engagé
2023	23µµµ3926	AFD CGP 167201 ECH DU 31/10/23-GOURBEYRE	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMEN	13	13172	104 625,98 €
2023	23FIN3914	Remboursement AFD	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMEN	16	1641	900 000,00 €
2023	23AME0091	Extens. cimet. 4/6 AV 1 Tranche 1 et 2	GUAD SPS	20	2031	626,59 €
2023	23DAT2878	Frais d'étude diagnostic amiante avant t	BUREAU VERITAS	20	2031	5 793,90 €
2023	23DAT3107	Relevé d'état des lieux, bornage amiable	SUIRE GEO CONCEPT	20	2031	5 148,33 €
2023	23TEC0053	Frais d'honoraires réalisation dossier d	ARCHITECTURE CONCEPT 971	20	2031	3 960,25 €
2023	23DAG3172	Frais d'annonce légal marché public selo	PRESSE ANTILLES GUYANE	20	2033	440,87 €
2023	23DRH3256	Achat Module S.Edit pour la rélalisation	GIG	20	2051	1 757,70 €
2023	23DRH3259	Mise en oeuvre module e-evaluation selon	GIG	20	2051	4 448,50 €
2023	23DSI1061	Achat d'une licence d'exploitation d'un	ISO CONSULTANTS GROUP	20	2051	5 387,03 €
2023	23DSI2320	Achat logiciel E.sedit RH -interface KEL	GIG	20	2051	3 206,18 €
2023	23DSI2323	Achat Logiciel Manty décision ,Logiciel	GIG	20	2051	10 850,00 €
2023	23DSI2326	Licence Oracle std Edition 2 Berger levr	GIG	20	2051	1 393,14 €
2023	23DSI2890	Achat de logiciel Microsoft office 365 A	AVANT GARDE OUTRE MER	20	2051	6 459,55 €
2023	23DSI3146	Achat de licence abonnement annuel selon	DMA INFORMATIQUE	20	2051	4 285,75 €
2023	23FIN3276	Fact. N°F210202311B 15/11/2023	SAS TPRB ENVIRONNEMENT	21	2121	55 786,36 €
2023	23DAT3483	Tavaux Supp Fosse Sceptique	L2CN	21	21351	5 696,25 €
2023	23DAT3486	FOURNITURE ET POSE DE FAUSSE SCEPTIQUE	L2CN	21	21351	6 564,25 €
2023	23DAT2097	Acquisition d'un abri de jardin bois sel	PIVETEAU BOIS VIVRE EN BOIS	21	2138	1 473,54 €
2023	23DCP3141	ACQUISITION SYSTEME D'ALERTE SONORE	TECKNIPRO ENERGIES	21	21536	15 248,35 €
2023	23DCP0263	Achats divers matériels prévention et sé	EI PLI SYSTEME JOBLON	21	2158	747,50 €

2023	23DAT0261	Achat fosse septique Ancien syndicat d'i	S C M B PREIRA	21	2181	917,25 €
2023	23DAT2836	Achat de climatiseur pour le bureau des	MACABRE ALEXANDRE SERVAIS	21	2181	837,00 €
2023	23BUR2792	Achat d'équipements informatique tablett	DATA GUADELOUPE	21	21831	15 000,95 €
2023	23DSI0698	Achat de matériel informatique ordinateu	SGI	21	21838	4 797,20 €
2023	23DSI2972	Achat de matériel informatique selon dev	NOVE	21	21838	1 856,16 €
2023	23DAS3549	Achat de bureau et de siège ergonomique	ANTILLES BUREAU DISTRIBUTION	21	21841	728,38 €
2023	23DAG0302	Achats de mobiliers pour le LAEP/RPE sel	ANTILLES BUREAU DISTRIBUTION	21	21848	367,72 €
2023	23DAG3278	Achat de mobilier pour salle de réunio	ANTILLES BUREAU DISTRIBUTION	21	21848	10 810,28 €
2023	23ADM3836	TELEVISEUR et COCOTTE VAPEUR	GDI BUT GOURBEYRE	21	2188	358,99 €
2023	23ADM3836	TELEVISEUR et COCOTTE VAPEUR	GDI BUT GOURBEYRE	21	2188	859,98 €
2023	23DAS2888	Achat d'une autolaveuse pour l'entretien	SOCOMAT	21	2188	3 249,81 €
2023	23DAT2112	Achat de ventilateurs électriques mural	LA PALETTE	21	2188	591,00 €
2023	23DDC1015	Achat d'un téléviseur Samsung pour le bu	GDI BUT GOURBEYRE	21	2188	649,99 €
2023	23POL2967	Achat d'arme (pistolet) pour la police s	CHOUNI CHASSE ET PECHE	21	2188	890,00 €
2023	23D.G3629	Fourniture pose et installation de banni	PROCOM	22	2252	17 788,58 €
2023	23DAT3336	Réhabilitation Logement des maîtres	ALUBAT	23	2313	10 246,72 €
2023	23DAT3469	Fact. N°DGD 08/09/2023	TCS GUADELOUPE	23	2313	7 052,50 €
2023	23DAT3916	Réhabilitation des jésuites	DIVERS	23	2313	861 000,00 €
2023	23FIN3494	Fact. N°23-P0412 04/12/2023	PROJECT TP	23	2313	10 817,62 €
2023	23µµµ3919	Travaux du cimetière	DIVERS	23	2313	628 678,67 €
2023	23AME3431	TEST MARCHE	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	10 850,00 €
2023	23DAT0890	Travaux d'aménagement et de grosses répa	S.G.E.C SOCIETE GUADELOUPEENNE	23	2315	61 488,06 €
2023	23DAT0891	Travaux préparatoire d'aménagement et de	S.G.E.C SOCIETE GUADELOUPEENNE	23	2315	22 819,11 €
2023	23DAT0893	Phase préparatoire des travaux génie civ	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	36 455,51 €
2023	23DAT2667	Situation n° 6 habitation des jesuites	RION CONSTRUCTION INDUSTRIELLE	23	2315	85 125,74 €
2023	23DAT2820	Travaux d'aménagement et de grosses répa	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	6 155,21 €
2023	23DAT2821	Travaux d'aménagement et de grosses répa	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	5 481,78 €
2023	23DAT2997	Situation n°7	RION CONSTRUCTION INDUSTRIELLE	23	2315	0,11 €
2023	23DAT3197	Chemin ROCHE travaux supplémentaires 2ème	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	17 470,07 €
2023	23DAT3292	ETAT	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	63 016,57 €
2023	23DAT3293	Travaux d'aménagement et de grosses répa	S.G.E.C SOCIETE GUADELOUPEENNE	23	2315	178 764,19 €
2023	23DAT3294	TRAVAUX DE VOIRIE ROUTIERE - CHANTIER :	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	67 289,62 €
2023	23DAT3298	Travaux d'aménagement routier- Saint-Cha	S.G.E.C SOCIETE GUADELOUPEENNE	23	2315	79 899,19 €
2023	23DAT3299	Travaux routiers sur la commune de Gourb	S.G.E.C SOCIETE GUADELOUPEENNE	23	2315	218 968,55 €
2023	23DAT3300	Travaux routiers sur la commune de Gourb	S.G.E.C SOCIETE GUADELOUPEENNE	23	2315	168 131,17 €
2023	23DAT3301	Travaux routiers sur la commune de Gourb	S.G.E.C SOCIETE GUADELOUPEENNE	23	2315	54 258,08 €
2023	23DAT3302	Travaux routiers Gourbeyre - Route de l'	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	5 851,19 €
2023	23DAT3336	Réhabilitation Logement des maîtres	ALUBAT	23	2315	512,34 €
2023	23DAT3432	Reconstruction de l'ouvrage hydraulique	EDT ETUDES DEVIS TRAVAUX	23	2315	19 522,25 €
2023	23DAT3548	BC 23DAT0892 SYNGERIE STT SYNERGIE BTP	SYNERGIE BTP	23	2315	32 037,21 €
2023	23DAT3557	BC 23DAT0893 SYNGERIE STT SYNERGIE BTP	SYNERGIE BTP	23	2315	41 217,59 €
2023	23DAT3643	Reah Jesuite Lot 1 STT4 Anclo	ANCLO ANTILLES	23	2315	37 494,03 €

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

2023	23DAT3647	ReHAB Jesuite Lot 1 STT1 SG2R	SG2R	23	2315	2 000,00 €
2023	23DAT3651	ReHAB Jesuite Lot 1 TIT GETELEC	GETELEC TP	23	2315	6 778,81 €
2023	23DAT3697	Réhabilitation Logement des maîtres SIT4	ALUBAT	23	2315	10 246,72 €
2023	23DAT3785	Jésuite Lot 1 STT 5 GETELEC GUADELOUPE	GETELEC GUADELOUPE	23	2315	73 206,10 €
2023	23ING0769	Lot 1 vrd	GETELEC TP	23	2315	26 727,78 €
2023	23ING3519	JESUITE LOT 3B GO EA 11	GETELEC TP	23	2315	94 333,76 €
2023	23FIN0563	Portage foncier 2022	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER GPE	27	27638	32 891,74 €
					TOTAL	**4 180 391,30 €**

Arrêté le présent état à la somme de quatre million cent quatre vingt mille trois cent quatre vingt onze euros et trente centimes

Gourbeyre le 02 Avril 2024
Le Maire

MAIRIE DE GOURBEYRE * POLE FONCTIONNEL *

Claude EDMOND

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

République Française Département de la Guadeloupe

Etat des recettes engagées non titrées
Section d'investissement -Exercice 2023

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Commune de GOURBEYRE

Exercice	Code mouvement	Libellé mouvement	Nom tiers	Chapitre	Article	Reste engagé
2023	23DAT3756	Fac 2023	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUAD	13	1313	150 000,00
2023	23DAT3756	Fac 2023	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUAD	13	1313	190 000,00
2023	23µµµ3909	FEDER Bisdary	CONSEIL REGIONAL DE GUADELOUPE	13	13172	630 592,54
2023	23µµµ3910	Subvention Bisdary Fondation patrimoine	FONDATION DU PATRIMOINE	13	1311	300 000,00
2023	23µµµ3911	Bisdary subvention	Direction affaires culturelles	13	1311	120 828,00
2023	23µµµ3912	Subvention Région	CONSEIL REGIONAL DE GUADELOUPE	13	1312	441 804,60
2023	23µµµ3917	Travaux répations voirie Bop 123	ETAT	13	1311	856 000,00
2023	23µµµ3918	Fonds secours outremer	ETAT	13	1311	673 780,95
2023	23µµµ3920	Cimetière subvention région	CONSEIL REGIONAL DE GUADELOUPE	13	1312	438 000,00
2023	23µµµ3921	Subvention FPRNM	ETAT	13	1311	600 000,00
2023	23µµµ3922	Subvention Raymonde augustin	CONSEIL REGIONAL DE GUADELOUPE	13	1312	600 000,00
					TOTAL	5 001 006,09 €

Arrêté le présent état à la somme de cinq millions un mille six euros et neuf centimes

Gourbeyre le 02 Avril 2024
Le Maire

MAIRIE DE GOURBEYRE
POLE FONCTIONNEL

Édition définitive

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

DÉSIGNATION DES COMPTES No Intitulé Nature des valeurs inactives	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 - Portefeuille								
MAISON CULTURE G.FLORO								
SOUS-TOTAL COMPTE 861								
862 - Correspondant								
MAISON CULTURE G.FLORO	6 379,50		6 379,50				6 379,50	
SOUS-TOTAL COMPTE 862	**6 379,50**		**6 379,50**				**6 379,50**	
863 - Prise en charge titre et valeur								
MAISON CULTURE G.FLORO				6 379,50		6 379,50		6 379,50
SOUS-TOTAL COMPTE 863				**6 379,50**		**6 379,50**		**6 379,50**
TOTAUX	**6 379,50**		**6 379,50**	**6 379,50**		**6 379,50**	**6 379,50**	**6 379,50**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		14 926 016,37						14 926 016,37		14 926 016,37
10222	F.C.T.V.A.		8 145 282,76				326 478,95		8 471 761,71		8 471 761,71
10226	Taxe d'aménagement		395 074,02				41 192,05		436 266,07		436 266,07
10228	Autres fonds d'investissement		1 190 035,95						1 190 035,95		1 190 035,95
	Sous Total compte 1022		**9 730 392,73**				**367 671,00**		**10 098 063,73**		**10 098 063,73**
10251	Dons et legs en capital		381,12						381,12		381,12
	Sous Total compte 1025		**381,12**						**381,12**		**381,12**
	Sous Total compte 102		**24 656 790,22**				**367 671,00**		**25 024 461,22**		**25 024 461,22**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		11 678 343,01						11 678 343,01		11 678 343,01
	Sous Total compte 106		**11 678 343,01**						**11 678 343,01**		**11 678 343,01**
	Sous Total compte 10		**36 335 133,23**				**367 671,00**		**36 702 804,23**		**36 702 804,23**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		2 376 629,96		347 589,24				2 724 219,20		2 724 219,20
	Sous Total compte 11		**2 376 629,96**		**347 589,24**				**2 724 219,20**		**2 724 219,20**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		347 589,24	347 589,24				347 589,24	347 589,24		
	Sous Total compte 12		**347 589,24**	**347 589,24**				**347 589,24**	**347 589,24**		
1311	État et établissements nationaux		731 830,18	731 830,18		20 684,00	20 684,00	752 514,18	752 514,18		
1312	Régions		409 653,13	409 653,13		687,94	687,94	410 341,07	410 341,07		
1313	Départements					75 000,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00		
1316	Autres établissements publics locaux		17 583,40	17 583,40				17 583,40	17 583,40		
13172	FEDER					803 189,51	803 189,51	803 189,51	803 189,51		
	Sous Total compte 1317					**803 189,51**	**803 189,51**	**803 189,51**	**803 189,51**		
1318	Autres		601 735,71	601 735,71				601 735,71	601 735,71		
	Sous Total compte 131		**1 760 802,42**	**1 760 802,42**		**899 561,45**	**899 561,45**	**2 660 363,87**	**2 660 363,87**		
1321	État et établissements nationaux		5 648 806,30		731 830,18		93 022,70		6 473 659,18		6 473 659,18
1322	Régions		10 073 703,42		409 653,13		15 878,74		10 499 235,29		10 499 235,29
1323	Départements		2 731 503,15				75 000,00		2 806 503,15		2 806 503,15
1326	Autres établissements publics locaux				17 583,40		381 625,00		399 208,40		399 208,40
13272	FEDER		4 084 915,66				803 189,51		4 888 105,17		4 888 105,17

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1327		**4 084 915,66**				**803 189,51**		**4 888 105,17**		**4 888 105,17**
1328	Autres		23 734,00		601 735,71				625 469,71		625 469,71
	Sous Total compte 132		**22 562 662,53**		**1 760 802,42**		**1 368 715,95**		**25 692 180,90**		**25 692 180,90**
13361	Dotation d'équipement des territoires ru		781 865,84	781 865,84		129 930,52	129 930,52	911 796,36	911 796,36		
	Sous Total compte 1336		**781 865,84**	**781 865,84**		**129 930,52**	**129 930,52**	**911 796,36**	**911 796,36**		
1337	Fonds régional pour le développement et					645 379,73	645 379,73	645 379,73	645 379,73		
	Sous Total compte 133		**781 865,84**	**781 865,84**		**775 310,25**	**775 310,25**	**1 557 176,09**	**1 557 176,09**		
1345	Amendes de radars automatiques et amende		363 645,44						363 645,44		363 645,44
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		679 553,27		781 865,84		129 930,52		1 591 349,63		1 591 349,63
13462	Dotation de soutien à l'investissement l		974 108,53						974 108,53		974 108,53
	Sous Total compte 1346		**1 653 661,80**		**781 865,84**		**129 930,52**		**2 565 458,16**		**2 565 458,16**
1347	Fonds régional pour le développement et						645 379,73		645 379,73		645 379,73
	Sous Total compte 134		**2 017 307,24**		**781 865,84**		**775 310,25**		**3 574 483,33**		**3 574 483,33**
1381	État et établissements nationaux		1 783,19						1 783,19		1 783,19
	Sous Total compte 138		**1 783,19**						**1 783,19**		**1 783,19**
	Sous Total compte 13		**27 124 421,22**	**2 542 668,26**	**2 542 668,26**	**1 674 871,70**	**3 818 897,90**	**4 217 539,96**	**33 485 987,38**		**29 268 447,42**
1641	Emprunts en euros		1 874 244,92			90 533,40		90 533,40	1 874 244,92		1 783 711,52
	Sous Total compte 164		**1 874 244,92**			**90 533,40**		**90 533,40**	**1 874 244,92**		**1 783 711,52**
165	Dépôts et cautionnements reçus		785,39						785,39		785,39
1676	Dettes envers locataires-acquéreurs		431 831,37						431 831,37		431 831,37
	Sous Total compte 167		**431 831,37**						**431 831,37**		**431 831,37**
	Sous Total compte 16		**2 306 861,68**			**90 533,40**		**90 533,40**	**2 306 861,68**		**2 216 328,28**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		206 097,35						206 097,35		206 097,35
	Sous Total compte 19		**206 097,35**						**206 097,35**		**206 097,35**
	Total classe 1		**68 696 732,68**	**2 890 257,50**	**2 890 257,50**	**1 765 405,10**	**4 186 568,90**	**4 655 662,60**	**75 773 559,08**		**71 117 896,48**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	327 469,41						327 469,41		327 469,41	
2031	Frais d'études	1 645 905,57				46 176,83		1 692 082,40		1 692 082,40	
2032	Frais de recherche et de développement	1 221,88						1 221,88		1 221,88	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2033	Frais d'insertion	37 853,53				2 299,32		40 152,85		40 152,85	
	Sous Total compte 203	**1 684 980,98**				**48 476,15**		**1 733 457,13**		**1 733 457,13**	
2051	Concessions et droits similaires	380 324,71				115 545,03	7 651,97	495 869,74	7 651,97	488 217,77	
	Sous Total compte 205	**380 324,71**				**115 545,03**	**7 651,97**	**495 869,74**	**7 651,97**	**488 217,77**	
	Sous Total compte 20	**2 392 775,10**				**164 021,18**	**7 651,97**	**2 556 796,28**	**7 651,97**	**2 549 144,31**	
2111	Terrains nus	225 380,34						225 380,34		225 380,34	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	190 624,66						190 624,66		190 624,66	
2118	Autres terrains	945 887,83						945 887,83		945 887,83	
	Sous Total compte 211	**1 361 892,83**						**1 361 892,83**		**1 361 892,83**	
2128	Autres agencements et aménagements	74 484,37						74 484,37		74 484,37	
	Sous Total compte 212	**74 484,37**						**74 484,37**		**74 484,37**	
21311	Bâtiments administratifs	49 409,29						49 409,29		49 409,29	
21312	Bâtiments scolaires	54 077,32						54 077,32		54 077,32	
21316	Équipements du cimetière	1 719 880,50						1 719 880,50		1 719 880,50	
21318	Autres bâtiments publics	3 796 630,01						3 796 630,01		3 796 630,01	
	Sous Total compte 2131	**5 619 997,12**						**5 619 997,12**		**5 619 997,12**	
21321	Immeubles de rapport	598 718,13						598 718,13		598 718,13	
	Sous Total compte 2132	**598 718,13**						**598 718,13**		**598 718,13**	
21351	Bâtiments publics	114 899,31				6 642,48		121 541,79		121 541,79	
	Sous Total compte 2135	**114 899,31**				**6 642,48**		**121 541,79**		**121 541,79**	
2138	Autres constructions	105 140,28						105 140,28		105 140,28	
	Sous Total compte 213	**6 438 754,84**				**6 642,48**		**6 445 397,32**		**6 445 397,32**	
2151	Réseaux de voirie	5 039 906,15						5 039 906,15		5 039 906,15	
21531	Réseaux d'adduction d'eau	62 489,25						62 489,25		62 489,25	
21534	Réseaux d'électrification	105 764,54						105 764,54		105 764,54	
21538	Autres réseaux	126 119,00						126 119,00		126 119,00	
	Sous Total compte 2153	**294 372,79**						**294 372,79**		**294 372,79**	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	206 377,54						206 377,54		206 377,54	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2156	**206 377,54**						**206 377,54**		**206 377,54**	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	87 549,68						87 549,68		87 549,68	
	Sous Total compte 21573	**87 549,68**						**87 549,68**		**87 549,68**	
	Sous Total compte 2157	**87 549,68**						**87 549,68**		**87 549,68**	
2158	Autres installations, matériel et outill	507 587,74				52 578,57		560 166,31		560 166,31	
	Sous Total compte 215	**6 135 793,90**				**52 578,57**		**6 188 372,47**		**6 188 372,47**	
2181	Installations générales, agencements et	149 513,58				9 158,32		158 671,90		158 671,90	
21828	Autres matériels de transport	1 912 976,63				34 980,00		1 947 956,63		1 947 956,63	
	Sous Total compte 2182	**1 912 976,63**				**34 980,00**		**1 947 956,63**		**1 947 956,63**	
21831	Matériel informatique scolaire					12 656,10		12 656,10		12 656,10	
21838	Autre matériel informatique	2 352 506,36				75 516,57		2 428 022,93		2 428 022,93	
	Sous Total compte 2183	**2 352 506,36**				**88 172,67**		**2 440 679,03**		**2 440 679,03**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires					3 582,55		3 582,55		3 582,55	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	622 626,20				15 875,14		638 501,34		638 501,34	
	Sous Total compte 2184	**622 626,20**				**19 457,69**		**642 083,89**		**642 083,89**	
2188	Autres	1 799 769,72				57 499,55		1 857 269,27		1 857 269,27	
	Sous Total compte 218	**6 837 392,49**				**209 268,23**		**7 046 660,72**		**7 046 660,72**	
	Sous Total compte 21	**20 848 318,43**				**268 489,28**		**21 116 807,71**		**21 116 807,71**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	79 599,92						79 599,92		79 599,92	
2313	Constructions	20 799 359,24				95 003,13		20 894 362,37		20 894 362,37	
2315	Installations, matériel et outillage tec	22 426 470,49				462 015,61		22 888 486,10		22 888 486,10	
2318	Autres immobilisations corporelles	5 827 062,95						5 827 062,95		5 827 062,95	
	Sous Total compte 231	**49 132 492,60**				**557 018,74**		**49 689 511,34**		**49 689 511,34**	
2328	Autres immobilisations incorporelles	1 168,98						1 168,98		1 168,98	
	Sous Total compte 232	**1 168,98**						**1 168,98**		**1 168,98**	
237	Avances versées sur commandes d'immobili	61 521,47						61 521,47		61 521,47	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	133 241,17						133 241,17		133 241,17	
	Sous Total compte 23	**49 328 424,22**				**557 018,74**		**49 885 442,96**		**49 885 442,96**	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
275	Dépôts et cautionnements versés	371,21						371,21		371,21	
27638	Autres établissements publics	68 186,92						68 186,92		68 186,92	
	Sous Total compte 2763	**68 186,92**						**68 186,92**		**68 186,92**	
	Sous Total compte 276	**68 186,92**						**68 186,92**		**68 186,92**	
	Sous Total compte 27	**68 558,13**						**68 558,13**		**68 558,13**	
28033	Frais d'insertion		40 172,67						40 172,67		40 172,67
	Sous Total compte 2803		**40 172,67**						**40 172,67**		**40 172,67**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		207 455,10				47 303,89		254 758,99		254 758,99
	Sous Total compte 280		**247 627,77**				**47 303,89**		**294 931,66**		**294 931,66**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		33 850,02						33 850,02		33 850,02
	Sous Total compte 28156		**33 850,02**						**33 850,02**		**33 850,02**
28158	Autres installations, matériel et outill		443 509,00				26 546,89		470 055,89		470 055,89
	Sous Total compte 2815		**477 359,02**				**26 546,89**		**503 905,91**		**503 905,91**
28181	Installations générales, agencements et		41 017,40				9 133,14		50 150,54		50 150,54
281828	Autres matériels de transport		1 120 214,84				59 796,10		1 180 010,94		1 180 010,94
	Sous Total compte 28182		**1 120 214,84**				**59 796,10**		**1 180 010,94**		**1 180 010,94**
281838	Autre matériel informatique		875 475,12				60 218,30		935 693,42		935 693,42
	Sous Total compte 28183		**875 475,12**				**60 218,30**		**935 693,42**		**935 693,42**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		360 043,27				24 782,35		384 825,62		384 825,62
	Sous Total compte 28184		**360 043,27**				**24 782,35**		**384 825,62**		**384 825,62**
28188	Autres		687 253,76				38 891,58		726 145,34		726 145,34
	Sous Total compte 2818		**3 084 004,39**				**192 821,47**		**3 276 825,86**		**3 276 825,86**
	Sous Total compte 281		**3 561 363,41**				**219 368,36**		**3 780 731,77**		**3 780 731,77**
	Sous Total compte 28		**3 808 991,18**				**266 672,25**		**4 075 663,43**		**4 075 663,43**
	Total classe 2	**72 638 075,88**	**3 808 991,18**			**989 529,20**	**274 324,22**	**73 627 605,08**	**4 083 315,40**	**73 619 953,11**	**4 075 663,43**
4011	Fournisseurs		271 018,69	1 465 549,84	1 288 016,34			1 465 549,84	1 559 035,03		93 485,19
	Sous Total compte 401		**271 018,69**	**1 465 549,84**	**1 288 016,34**			**1 465 549,84**	**1 559 035,03**		**93 485,19**
4041	Fournisseurs d'immobilisations		301 971,02	1 320 929,95	1 063 172,36			1 320 929,95	1 365 143,38		44 213,43

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		110 438,31		11 646,44				122 084,75		122 084,75
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession		5 089,68	132 598,26	132 598,26			132 598,26	137 687,94		5 089,68
	Sous Total compte 4047		**115 527,99**	**132 598,26**	**144 244,70**			**132 598,26**	**259 772,69**		**127 174,43**
	Sous Total compte 404		**417 499,01**	**1 453 528,21**	**1 207 417,06**			**1 453 528,21**	**1 624 916,07**		**171 387,86**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		195 697,05	195 697,05	593 421,45			195 697,05	789 118,50		593 421,45
	Sous Total compte 40		**884 214,75**	**3 114 775,10**	**3 088 854,85**			**3 114 775,10**	**3 973 069,60**		**858 294,50**
411	Redevables	59 064,85		5 598,70	19 342,35			64 663,55	19 342,35	45 321,20	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	68 839,55		22 074,64	44 620,81			90 914,19	44 620,81	46 293,38	
4161	Créances douteuses	45 933,05		27 381,35	31 269,78			73 314,40	31 269,78	42 044,62	
	Sous Total compte 416	**45 933,05**		**27 381,35**	**31 269,78**			**73 314,40**	**31 269,78**	**42 044,62**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	826 222,44			397 703,25			826 222,44	397 703,25	428 519,19	
	Sous Total compte 418	**826 222,44**			**397 703,25**			**826 222,44**	**397 703,25**	**428 519,19**	
	Sous Total compte 41	**1 000 059,89**		**55 054,69**	**492 936,19**			**1 055 114,58**	**492 936,19**	**562 178,39**	
421	Personnel - Rémunérations dues		7 161,38	3 694 898,77	3 693 860,74			3 694 898,77	3 701 022,12		6 123,35
427	Personnel - Oppositions	2 028,30			2 028,30			2 028,30	2 028,30		
429	Déficits et débets des comptables et rég	25 961,16						25 961,16		25 961,16	
	Sous Total compte 42	**27 989,46**	**7 161,38**	**3 694 898,77**	**3 695 889,04**			**3 722 888,23**	**3 703 050,42**	**19 837,81**	
431	Sécurité sociale		97,19	1 023 412,19	1 023 315,00			1 023 412,19	1 023 412,19		
437	Autres organismes sociaux		0,46	1 145 129,46	1 210 019,55			1 145 129,46	1 210 020,01		64 890,55
	Sous Total compte 43		**97,65**	**2 168 541,65**	**2 233 334,55**			**2 168 541,65**	**2 233 432,20**		**64 890,55**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,21		131 839,72	131 840,26			131 839,93	131 840,26		0,33
4428	Autres		112,70	112,70				112,70	112,70		
	Sous Total compte 442	**0,21**	**112,70**	**131 952,42**	**131 840,26**			**131 952,63**	**131 952,96**		**0,33**
44311	Dépenses		1 827,14	3 984,52	2 157,38			3 984,52	3 984,52		
44312	Recettes - Amiable			106 850,96	104 330,96			106 850,96	104 330,96	2 520,00	
44316	Recettes - Contentieux	144 950,00			61 600,00			144 950,00	61 600,00	83 350,00	
	Sous Total compte 4431	**144 950,00**	**1 827,14**	**110 835,48**	**168 088,34**			**255 785,48**	**169 915,48**	**85 870,00**	
44331	Dépenses			212 615,62	212 615,62			212 615,62	212 615,62		

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4433			**212 615,62**	**212 615,62**			**212 615,62**	**212 615,62**		
44341	Dépenses			1 361,15	2 061,15			1 361,15	2 061,15		700,00
	Sous Total compte 4434			**1 361,15**	**2 061,15**			**1 361,15**	**2 061,15**		**700,00**
44351	Dépenses			4 726,28	5 606,22			4 726,28	5 606,22		879,94
44352	Recettes - Amiable			215 950,00				215 950,00		215 950,00	
	Sous Total compte 4435			**220 676,28**	**5 606,22**			**220 676,28**	**5 606,22**	**215 070,06**	
44361	Dépenses		320 563,04	2 177 960,49	2 087 397,45			2 177 960,49	2 407 960,49		230 000,00
	Sous Total compte 4436		**320 563,04**	**2 177 960,49**	**2 087 397,45**			**2 177 960,49**	**2 407 960,49**		**230 000,00**
44371	Dépenses		40 345,98	407 200,58	366 854,60			407 200,58	407 200,58		
	Sous Total compte 4437		**40 345,98**	**407 200,58**	**366 854,60**			**407 200,58**	**407 200,58**		
	Sous Total compte 443	**144 950,00**	**362 736,16**	**3 130 649,60**	**2 842 623,38**			**3 275 599,60**	**3 205 359,54**	**70 240,06**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim		2 074,19	4 653,94	57 756,75			4 653,94	59 830,94		55 177,00
4486	Autres charges à payer		55 177,00	55 177,00				55 177,00	55 177,00		
4487	Produits à recevoir			623 790,55				623 790,55		623 790,55	
	Sous Total compte 448		**55 177,00**	**678 967,55**				**678 967,55**	**55 177,00**	**623 790,55**	
	Sous Total compte 44	**144 950,21**	**420 100,05**	**3 946 223,51**	**3 032 220,39**			**4 091 173,72**	**3 452 320,44**	**638 853,28**	
451	Compte de rattachement avec... (à subdiv	119 841,59			354 618,00			119 841,59	354 618,00		234 776,41
	Sous Total compte 45	**119 841,59**			**354 618,00**			**119 841,59**	**354 618,00**		**234 776,41**
4632	Intérêts à payer		332,15	332,15				332,15	332,15		
	Sous Total compte 463		**332,15**	**332,15**				**332,15**	**332,15**		
46711	Autres comptes créditeurs		200 672,91	524 694,99	418 481,37			524 694,99	619 154,28		94 459,29
	Sous Total compte 4671		**200 672,91**	**524 694,99**	**418 481,37**			**524 694,99**	**619 154,28**		**94 459,29**
46721	Débiteurs divers - Amiable	41 285,48		1 801 057,07	1 111 640,19			1 842 342,55	1 111 640,19	730 702,36	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	1 786,73		708,00	2 494,73			2 494,73	2 494,73		
	Sous Total compte 4672	**43 072,21**		**1 801 765,07**	**1 114 134,92**			**1 844 837,28**	**1 114 134,92**	**730 702,36**	
	Sous Total compte 467	**43 072,21**	**200 672,91**	**2 326 460,06**	**1 532 616,29**			**2 369 532,27**	**1 733 289,20**	**636 243,07**	
4686	Charges à payer		28 622,45	28 622,45	3 248,36			28 622,45	31 870,81		3 248,36
4687	Produits à recevoir			75 928,54				75 928,54		75 928,54	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 468		**28 622,45**	**104 550,99**	**3 248,36**			**104 550,99**	**31 870,81**	**72 680,18**	
	Sous Total compte 46	**43 072,21**	**229 627,51**	**2 431 343,20**	**1 535 864,65**			**2 474 415,41**	**1 765 492,16**	**708 923,25**	
4711	Versements des régisseurs		2,91	2,91				2,91	2,91		
4712	Virements réimputés		12 875,63	18 712,25	25 073,91			18 712,25	37 949,54		19 237,29
47131	Versements sur contributions directes			3 107 865,00	3 107 865,00			3 107 865,00	3 107 865,00		
47132	Versements sur dotation globale de fonct			1 784 317,00	1 784 317,00			1 784 317,00	1 784 317,00		
47134	Subventions			2 799 389,51	2 799 389,51			2 799 389,51	2 799 389,51		
47138	Autres		19 000,00	6 502 076,57	6 514 338,03			6 502 076,57	6 533 338,03		31 261,46
	Sous Total compte 4713		**19 000,00**	**14 193 648,08**	**14 205 909,54**			**14 193 648,08**	**14 224 909,54**		**31 261,46**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		10,80	15,80	122,80			15,80	133,60		117,80
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		772 050,60	2 446 922,30	1 675 140,80			2 446 922,30	2 447 191,40		269,10
	Sous Total compte 47141		**772 061,40**	**2 446 938,10**	**1 675 263,60**			**2 446 938,10**	**2 447 325,00**		**386,90**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			6 850,00	6 850,00			6 850,00	6 850,00		
	Sous Total compte 4714		**772 061,40**	**2 453 788,10**	**1 682 113,60**			**2 453 788,10**	**2 454 175,00**		**386,90**
4718	Autres recettes à régulariser		160 714,65	339 369,80	239 081,84			339 369,80	399 796,49		60 426,69
	Sous Total compte 471		**964 654,59**	**17 005 521,14**	**16 152 178,89**			**17 005 521,14**	**17 116 833,48**		**111 312,34**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	26 473,18		1 156 492,94	129 612,16			1 182 966,12	129 612,16	1 053 353,96	
47218	Autres dépenses	30,61		161 773,70				161 804,31		161 804,31	
	Sous Total compte 4721	**26 503,79**		**1 318 266,64**	**129 612,16**			**1 344 770,43**	**129 612,16**	**1 215 158,27**	
4728	Autres dépenses à régulariser	77 698,05		873 631,52	726 417,59			951 329,57	726 417,59	224 911,98	
	Sous Total compte 472	**104 201,84**		**2 191 898,16**	**856 029,75**			**2 296 100,00**	**856 029,75**	**1 440 070,25**	
4781	Frais de poursuite rattachés		8 947,34	591,29				591,29	8 947,34		8 356,05
	Sous Total compte 478		**8 947,34**	**591,29**				**591,29**	**8 947,34**		**8 356,05**
	Sous Total compte 47	**104 201,84**	**973 601,93**	**19 198 010,59**	**17 008 208,64**			**19 302 212,43**	**17 981 810,57**	**1 320 401,86**	
	Total classe 4	**1 440 115,20**	**2 514 803,27**	**34 608 847,51**	**31 441 926,31**			**36 048 962,71**	**33 956 729,58**	**3 760 451,25**	**1 668 218,12**
51172	Chèques impayés	1 491,98						1 491,98		1 491,98	
51178	Autres valeurs impayées	542,54			100,00			542,54	100,00	442,54	
	Sous Total compte 5117	**2 034,52**			**100,00**			**2 034,52**	**100,00**	**1 934,52**	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5118	Autres valeurs à l'encaissement	43,24		4 005,80	4 005,80			4 049,04	4 005,80	43,24	
	Sous Total compte 511	**2 077,76**		**4 005,80**	**4 105,80**			**6 083,56**	**4 105,80**	**1 977,76**	
515	Compte au Trésor	856 703,36		13 253 328,22	13 622 313,43			14 110 031,58	13 622 313,43	487 718,15	
	Sous Total compte 51	**858 781,12**		**13 257 334,02**	**13 626 419,23**			**14 116 115,14**	**13 626 419,23**	**489 695,91**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	484,01						484,01		484,01	
	Sous Total compte 541	**484,01**						**484,01**		**484,01**	
	Sous Total compte 54	**484,01**						**484,01**		**484,01**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			266 672,25	266 672,25			266 672,25	266 672,25		
584	Encaissement par lecture optique			7 182,75	7 182,75			7 182,75	7 182,75		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur	83 070,92						83 070,92		83 070,92	
	Sous Total compte 587	**83 070,92**						**83 070,92**		**83 070,92**	
	Sous Total compte 58	**83 070,92**		**273 855,00**	**273 855,00**			**356 925,92**	**273 855,00**	**83 070,92**	
	Total classe 5	**942 336,05**		**13 531 189,02**	**13 900 274,23**			**14 473 525,07**	**13 900 274,23**	**573 250,84**	
6042	Achats de prestations de services (autre					825,50		825,50		825,50	
	Sous Total compte 604					**825,50**		**825,50**		**825,50**	
60611	Eau et assainissement					68 722,58	24 054,55	68 722,58	24 054,55	44 668,03	
60612	Énergie - Électricité					363 379,42	3 487,33	363 379,42	3 487,33	359 892,09	
	Sous Total compte 6061					**432 102,00**	**27 541,88**	**432 102,00**	**27 541,88**	**404 560,12**	
60622	Carburants					34 165,12	2 299,93	34 165,12	2 299,93	31 865,19	
60623	Alimentation					3 458,65		3 458,65		3 458,65	
60628	Autres fournitures non stockées					2 636,37	167,52	2 636,37	167,52	2 468,85	
	Sous Total compte 6062					**40 260,14**	**2 467,45**	**40 260,14**	**2 467,45**	**37 792,69**	
60631	Fournitures d'entretien					22 294,98	3 329,08	22 294,98	3 329,08	18 965,90	
60632	Fournitures de petit équipement					66 959,23	3 660,14	66 959,23	3 660,14	63 299,09	
60636	Habillement et Vêtements de travail					11 480,99	960,00	11 480,99	960,00	10 520,99	
	Sous Total compte 6063					**100 735,20**	**7 949,22**	**100 735,20**	**7 949,22**	**92 785,98**	
6064	Fournitures administratives					21 590,44	3 824,01	21 590,44	3 824,01	17 766,43	
60661	Médicaments					273,32		273,32		273,32	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60668	Autres produits pharmaceutiques					1 640,76		1 640,76		1 640,76	
	Sous Total compte 6066					**1 914,08**		**1 914,08**		**1 914,08**	
6067	Fournitures scolaires					13 313,17	1 665,10	13 313,17	1 665,10	11 648,07	
6068	Autres matières et fournitures.					26 502,98	3 652,21	26 502,98	3 652,21	22 850,77	
	Sous Total compte 606					**636 418,01**	**47 099,87**	**636 418,01**	**47 099,87**	**589 318,14**	
	Sous Total compte 60					**637 243,51**	**47 099,87**	**637 243,51**	**47 099,87**	**590 143,64**	
611	Contrats de prestations de services					90 113,24	17 849,06	90 113,24	17 849,06	72 264,18	
61351	Matériel roulant					40 290,05		40 290,05		40 290,05	
61358	Autres					72 156,85	22 320,27	72 156,85	22 320,27	49 836,58	
	Sous Total compte 6135					**112 446,90**	**22 320,27**	**112 446,90**	**22 320,27**	**90 126,63**	
	Sous Total compte 613					**112 446,90**	**22 320,27**	**112 446,90**	**22 320,27**	**90 126,63**	
61521	Terrains					1 765,61	266,00	1 765,61	266,00	1 499,61	
615221	Bâtiments publics					29 905,95	10 832,20	29 905,95	10 832,20	19 073,75	
	Sous Total compte 61522					**29 905,95**	**10 832,20**	**29 905,95**	**10 832,20**	**19 073,75**	
615231	Voiries					176 371,54	25 585,15	176 371,54	25 585,15	150 786,39	
615232	Réseaux					922,77	922,77	922,77	922,77		
	Sous Total compte 61523					**177 294,31**	**26 507,92**	**177 294,31**	**26 507,92**	**150 786,39**	
	Sous Total compte 6152					**208 965,87**	**37 606,12**	**208 965,87**	**37 606,12**	**171 359,75**	
61551	Matériel roulant					46 779,00	11 523,59	46 779,00	11 523,59	35 255,41	
61558	Autres biens mobiliers					17 439,64	3 512,55	17 439,64	3 512,55	13 927,09	
	Sous Total compte 6155					**64 218,64**	**15 036,14**	**64 218,64**	**15 036,14**	**49 182,50**	
6156	Maintenance					153 017,44	6 220,95	153 017,44	6 220,95	146 796,49	
	Sous Total compte 615					**426 201,95**	**58 863,21**	**426 201,95**	**58 863,21**	**367 338,74**	
6161	Multirisques					126 559,48		126 559,48		126 559,48	
	Sous Total compte 616					**126 559,48**		**126 559,48**		**126 559,48**	
617	Études et recherches					8 137,50		8 137,50		8 137,50	
6182	Documentation générale et technique					7 900,17	78,90	7 900,17	78,90	7 821,27	
6184	Versements à des organismes de formation					88 036,32	17 104,27	88 036,32	17 104,27	70 932,05	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6185	Frais de colloques et séminaires					13 047,75		13 047,75		13 047,75	
6188	Autres frais divers					20 420,91	6 760,22	20 420,91	6 760,22	13 660,69	
	Sous Total compte 618					**129 405,15**	**23 943,39**	**129 405,15**	**23 943,39**	**105 461,76**	
	Sous Total compte 61					**892 864,22**	**122 975,93**	**892 864,22**	**122 975,93**	**769 888,29**	
6218	Autre personnel extérieur					6 083,96		6 083,96		6 083,96	
	Sous Total compte 621					**6 083,96**		**6 083,96**		**6 083,96**	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					500,00		500,00		500,00	
62268	Autres honoraires, conseils...					40 196,06	4 000,00	40 196,06	4 000,00	36 196,06	
	Sous Total compte 6226					**40 696,06**	**4 000,00**	**40 696,06**	**4 000,00**	**36 696,06**	
	Sous Total compte 622					**40 696,06**	**4 000,00**	**40 696,06**	**4 000,00**	**36 696,06**	
6231	Annonces et insertions					11 549,67	1 146,00	11 549,67	1 146,00	10 403,67	
6232	Fêtes et cérémonies					116 484,75	7 016,07	116 484,75	7 016,07	109 468,68	
6234	Réceptions					18 501,49		18 501,49		18 501,49	
6236	Catalogues et imprimés et publications					17 555,38	2 565,89	17 555,38	2 565,89	14 989,49	
6238	Divers					5 322,22	462,00	5 322,22	462,00	4 860,22	
	Sous Total compte 623					**169 413,51**	**11 189,96**	**169 413,51**	**11 189,96**	**158 223,55**	
6241	Transports de biens					759,50	759,50	759,50	759,50		
6245	Transports de personnes extérieures à la					6 631,14		6 631,14		6 631,14	
6247	Transports collectifs du personnel					2 787,33	1 735,70	2 787,33	1 735,70	1 051,63	
	Sous Total compte 624					**10 177,97**	**2 495,20**	**10 177,97**	**2 495,20**	**7 682,77**	
6251	Voyages, déplacements et missions					4 204,91	313,05	4 204,91	313,05	3 891,86	
	Sous Total compte 625					**4 204,91**	**313,05**	**4 204,91**	**313,05**	**3 891,86**	
6261	Frais d'affranchissement					8 797,34	437,93	8 797,34	437,93	8 359,41	
6262	Frais de télécommunications					68 840,00	2 207,09	68 840,00	2 207,09	66 632,91	
	Sous Total compte 626					**77 637,34**	**2 645,02**	**77 637,34**	**2 645,02**	**74 992,32**	
6282	Frais de gardiennage					6 785,60		6 785,60		6 785,60	
6288	Autres					10 927,58	2 626,07	10 927,58	2 626,07	8 301,51	
	Sous Total compte 628					**17 713,18**	**2 626,07**	**17 713,18**	**2 626,07**	**15 087,11**	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 62					**325 926,93**	**23 269,30**	**325 926,93**	**23 269,30**	**302 657,63**	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					25 458,08		25 458,08		25 458,08	
	Sous Total compte 633					**25 458,08**		**25 458,08**		**25 458,08**	
63512	Taxes foncières					55 177,00	55 177,00	55 177,00	55 177,00		
	Sous Total compte 6351					**55 177,00**	**55 177,00**	**55 177,00**	**55 177,00**		
6353	Impôts indirects					2 579,75		2 579,75		2 579,75	
	Sous Total compte 635					**57 756,75**	**55 177,00**	**57 756,75**	**55 177,00**	**2 579,75**	
	Sous Total compte 63					**83 214,83**	**55 177,00**	**83 214,83**	**55 177,00**	**28 037,83**	
64111	Rémunération principale					3 615 249,30		3 615 249,30		3 615 249,30	
64112	Supplément familial de traitement et ind					9 721,47		9 721,47		9 721,47	
64118	Autres indemnités.					44 722,18		44 722,18		44 722,18	
	Sous Total compte 6411					**3 669 692,95**		**3 669 692,95**		**3 669 692,95**	
64131	Rémunérations					819 533,08		819 533,08		819 533,08	
	Sous Total compte 6413					**819 533,08**		**819 533,08**		**819 533,08**	
	Sous Total compte 641					**4 489 226,03**		**4 489 226,03**		**4 489 226,03**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					605 971,55		605 971,55		605 971,55	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					791 150,24		791 150,24		791 150,24	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					5 772,30		5 772,30		5 772,30	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					21 200,00		21 200,00		21 200,00	
	Sous Total compte 645					**1 424 094,09**		**1 424 094,09**		**1 424 094,09**	
6475	Médecine du travail, pharmacie					739,80	600,00	739,80	600,00	139,80	
6479	Remboursements sur autres charges social						2 108,00		2 108,00		2 108,00
	Sous Total compte 647					**739,80**	**2 708,00**	**739,80**	**2 708,00**		**1 968,20**
6488	Autres					185 056,00		185 056,00		185 056,00	
	Sous Total compte 648					**185 056,00**		**185 056,00**		**185 056,00**	
	Sous Total compte 64					**6 099 115,92**	**2 708,00**	**6 099 115,92**	**2 708,00**	**6 096 407,92**	
65131	Bourses					25 879,12	189,12	25 879,12	189,12	25 690,00	
65132	Prix					15 206,24		15 206,24		15 206,24	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6513					**41 085,36**	**189,12**	**41 085,36**	**189,12**	**40 896,24**	
	Sous Total compte 651					**41 085,36**	**189,12**	**41 085,36**	**189,12**	**40 896,24**	
65311	Indemnités de fonction					115 481,54		115 481,54		115 481,54	
65312	Frais de mission et de déplacement					2 166,00	190,00	2 166,00	190,00	1 976,00	
65313	Cotisations de retraite					4 774,26		4 774,26		4 774,26	
65315	Formation					400,00		400,00		400,00	
	Sous Total compte 6531					**122 821,80**	**190,00**	**122 821,80**	**190,00**	**122 631,80**	
	Sous Total compte 653					**122 821,80**	**190,00**	**122 821,80**	**190,00**	**122 631,80**	
6542	Créances éteintes					20 670,00		20 670,00		20 670,00	
	Sous Total compte 654					**20 670,00**		**20 670,00**		**20 670,00**	
6553	Service d'incendie					210 501,00		210 501,00		210 501,00	
6558	Autres contributions obligatoires					4 726,28		4 726,28		4 726,28	
	Sous Total compte 655					**215 227,28**		**215 227,28**		**215 227,28**	
657351	GFP de rattachement					4 726,28	4 726,28	4 726,28	4 726,28		
	Sous Total compte 65735					**4 726,28**	**4 726,28**	**4 726,28**	**4 726,28**		
657361	Caisses des écoles					2 086 618,00		2 086 618,00		2 086 618,00	
657362	CCAS					366 464,00		366 464,00		366 464,00	
	Sous Total compte 65736					**2 453 082,00**		**2 453 082,00**		**2 453 082,00**	
	Sous Total compte 6573					**2 457 808,28**	**4 726,28**	**2 457 808,28**	**4 726,28**	**2 453 082,00**	
65748	Autres personnes de droit privé					158 133,93		158 133,93		158 133,93	
	Sous Total compte 6574					**158 133,93**		**158 133,93**		**158 133,93**	
	Sous Total compte 657					**2 615 942,21**	**4 726,28**	**2 615 942,21**	**4 726,28**	**2 611 215,93**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					12 860,97	3 255,00	12 860,97	3 255,00	9 605,97	
	Sous Total compte 6581					**12 860,97**	**3 255,00**	**12 860,97**	**3 255,00**	**9 605,97**	
6584	Amendes fiscales et pénales					2 157,38		2 157,38		2 157,38	
65888	Autres					27 521,83	27 520,28	27 521,83	27 520,28	1,55	
	Sous Total compte 6588					**27 521,83**	**27 520,28**	**27 521,83**	**27 520,28**	**1,55**	
	Sous Total compte 658					**42 540,18**	**30 775,28**	**42 540,18**	**30 775,28**	**11 764,90**	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 65					**3 058 286,83**	**35 880,68**	**3 058 286,83**	**35 880,68**	**3 022 406,15**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					24 354,41		24 354,41		24 354,41	
	Sous Total compte 6611					**24 354,41**		**24 354,41**		**24 354,41**	
6616	Intérêts bancaires et sur opérations de					14 724,35		14 724,35		14 724,35	
	Sous Total compte 661					**39 078,76**		**39 078,76**		**39 078,76**	
	Sous Total compte 66					**39 078,76**		**39 078,76**		**39 078,76**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					266 672,25		266 672,25		266 672,25	
	Sous Total compte 681					**266 672,25**		**266 672,25**		**266 672,25**	
	Sous Total compte 68					**266 672,25**		**266 672,25**		**266 672,25**	
	Total classe 6					**11 402 403,25**	**287 110,78**	**11 402 403,25**	**287 110,78**	**11 117 400,47**	**2 108,00**
70323	Redevance d'occupation du domaine public						78 551,01		78 551,01		78 551,01
	Sous Total compte 7032						**78 551,01**		**78 551,01**		**78 551,01**
	Sous Total compte 703						**78 551,01**		**78 551,01**		**78 551,01**
706888	Autres						14 718,07		14 718,07		14 718,07
	Sous Total compte 70688						**14 718,07**		**14 718,07**		**14 718,07**
	Sous Total compte 7068						**14 718,07**		**14 718,07**		**14 718,07**
	Sous Total compte 706						**14 718,07**		**14 718,07**		**14 718,07**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)						1 346,00		1 346,00		1 346,00
	Sous Total compte 708						**1 346,00**		**1 346,00**		**1 346,00**
	Sous Total compte 70						**94 615,08**		**94 615,08**		**94 615,08**
73111	Impôts directs locaux						3 110 385,00		3 110 385,00		3 110 385,00
	Sous Total compte 7311						**3 110 385,00**		**3 110 385,00**		**3 110 385,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits						98 702,10		98 702,10		98 702,10
	Sous Total compte 7312						**98 702,10**		**98 702,10**		**98 702,10**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr						29 482,48		29 482,48		29 482,48
	Sous Total compte 7314						**29 482,48**		**29 482,48**		**29 482,48**
731721	Taxe de séjour					152,70	9 369,63	152,70	9 369,63		9 216,93
	Sous Total compte 73172					**152,70**	**9 369,63**	**152,70**	**9 369,63**		**9 216,93**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7317					**152,70**	**9 369,63**	**152,70**	**9 369,63**		**9 216,93**
	Sous Total compte 731					**152,70**	**3 247 939,21**	**152,70**	**3 247 939,21**		**3 247 786,51**
73211	Attribution de compensation						215 950,00		215 950,00		215 950,00
	Sous Total compte 7321						**215 950,00**		**215 950,00**		**215 950,00**
732221	Fonds de péréquation des ressources comm						148 729,00		148 729,00		148 729,00
	Sous Total compte 73222						**148 729,00**		**148 729,00**		**148 729,00**
	Sous Total compte 7322						**148 729,00**		**148 729,00**		**148 729,00**
	Sous Total compte 732						**364 679,00**		**364 679,00**		**364 679,00**
7342	Taxes sur les carburants					31 965,05	441 109,14	31 965,05	441 109,14		409 144,09
73431	Octroi de mer					365 585,50	5 200 521,74	365 585,50	5 200 521,74		4 834 936,24
	Sous Total compte 7343					**365 585,50**	**5 200 521,74**	**365 585,50**	**5 200 521,74**		**4 834 936,24**
	Sous Total compte 734					**397 550,55**	**5 641 630,88**	**397 550,55**	**5 641 630,88**		**5 244 080,33**
	Sous Total compte 73					**397 703,25**	**9 254 249,09**	**397 703,25**	**9 254 249,09**		**8 856 545,84**
74111	Dotation forfaitaire des communes						932 782,00		932 782,00		932 782,00
741125	Dotation d'aménagement des communes d'Ou						851 535,00		851 535,00		851 535,00
	Sous Total compte 74112						**851 535,00**		**851 535,00**		**851 535,00**
	Sous Total compte 7411						**1 784 317,00**		**1 784 317,00**		**1 784 317,00**
	Sous Total compte 741						**1 784 317,00**		**1 784 317,00**		**1 784 317,00**
74718	Autres						58 267,54		58 267,54		58 267,54
	Sous Total compte 7471						**58 267,54**		**58 267,54**		**58 267,54**
74772	FEDER						12 396,65		12 396,65		12 396,65
	Sous Total compte 7477						**12 396,65**		**12 396,65**		**12 396,65**
747888	Autres						4 100,00		4 100,00		4 100,00
	Sous Total compte 74788						**4 100,00**		**4 100,00**		**4 100,00**
	Sous Total compte 7478						**4 100,00**		**4 100,00**		**4 100,00**
	Sous Total compte 747						**74 764,19**		**74 764,19**		**74 764,19**
74833	État - Compensation au titre des exonéra						258 017,00		258 017,00		258 017,00
748372	Dotation politique de la ville (DPV)						2 000,00		2 000,00		2 000,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Édition définitive

BALANCE RÉGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2023

20300 - GOURBEYRE

Exercice : 2023

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 74837						**2 000,00**		**2 000,00**		**2 000,00**
748388	Autres						14 020,00		14 020,00		14 020,00
	Sous Total compte 74838						**14 020,00**		**14 020,00**		**14 020,00**
	Sous Total compte 7483						**274 037,00**		**274 037,00**		**274 037,00**
7485	Dotation pour les titres sécurisés						14 000,00		14 000,00		14 000,00
74888	Autres						773 608,94		773 608,94		773 608,94
	Sous Total compte 7488						**773 608,94**		**773 608,94**		**773 608,94**
	Sous Total compte 748						**1 061 645,94**		**1 061 645,94**		**1 061 645,94**
	Sous Total compte 74						**2 920 727,13**		**2 920 727,13**		**2 920 727,13**
752	Revenus des immeubles						22 074,64		22 074,64		22 074,64
75888	Autres						72 245,62		72 245,62		72 245,62
	Sous Total compte 7588						**72 245,62**		**72 245,62**		**72 245,62**
	Sous Total compte 758						**72 245,62**		**72 245,62**		**72 245,62**
	Sous Total compte 75						**94 320,26**		**94 320,26**		**94 320,26**
7688	Autres						4,59		4,59		4,59
	Sous Total compte 768						**4,59**		**4,59**		**4,59**
	Sous Total compte 76						**4,59**		**4,59**		**4,59**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						240 956,74		240 956,74		240 956,74
	Sous Total compte 77						**240 956,74**		**240 956,74**		**240 956,74**
	Total classe 7					**397 703,25**	**12 604 872,89**	**397 703,25**	**12 604 872,89**		**12 207 169,64**
	Total général	**75 020 527,13**	**75 020 527,13**	**51 030 294,03**	**48 232 458,04**	**14 555 040,80**	**17 352 876,79**	**140 605 861,96**	**140 605 861,96**	**89 071 055,67**	**89 071 055,67**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**102 709,38**	**227 890,34**	**0,00**	**41 148,46**	**140 458,11**	**473 001,36**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	90 533,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	109 676,11	0,00	0,00	0,00	25 799,13	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	12 175,98	110 714,23	0,00	41 148,46	79 527,88	20 733,23	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	7 500,00	0,00	0,00	60 930,23	426 469,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**493 373,90**	**645 379,73**	**803 189,51**	**0,00**	**62 507,88**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	367 671,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	125 702,90	645 379,73	803 189,51	0,00	62 507,88	75 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**20 893,97**	**4 189,50**	**62 119,51**		**1 072 410,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		90 533,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	20 893,97	0,00	0,00		156 369,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	4 189,50	0,00		268 489,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	62 119,51		557 018,74
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**391 455,82**	**15 190,80**	**0,00**	**25 599,56**		**2 511 697,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		367 671,00
13	Subventions d'investissement	391 455,82	15 190,80	0,00	25 599,56		2 144 026,20
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**61 906,14**	**5 281 130,67**	**0,00**	**342 408,48**	**3 128 312,21**	**164 669,58**	**436 231,15**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	940 351,21	0,00	8 827,02	43 346,70	63 583,87	1 588,52	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	4 132 795,66	0,00	123 080,46	939 601,21	99 998,67	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	22 827,38	207 983,80	0,00	210 501,00	2 145 364,30	1 087,04	434 642,63	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	39 078,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**9 379 521,52**	**2 469 042,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 630,34**	**0,00**
013	Atténuations de charges	2 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	77 274,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	5 608 759,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	1 043 499,20	2 204 287,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 577 633,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 630,34	0,00
75	Autres produits de gestion courante	70 242,07	23 798,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	4,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	240 956,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 087 488,49**	**35 508,37**	**119 116,79**	**193 956,34**		**10 850 728,22**
011	Charges à caractère général	0,00	368 755,30	35 508,37	3 268,02	193 956,34		1 659 185,35
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	718 733,19	0,00	115 848,77	0,00		6 130 057,96
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 022 406,15
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		39 078,76
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**254 498,47**	**39 098,07**	**19 487,00**	**0,00**		**12 209 277,64**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 108,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 622,47	14 718,07	0,00	0,00		94 615,08
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 608 759,33
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 247 786,51
74	Dotations et participations	0,00	251 876,00	24 100,00	19 487,00	0,00		2 920 727,13
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	280,00	0,00	0,00		94 320,26
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4,59
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		240 956,74
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 753 721,93	1 072 410,63	4 180 391,30	6 500 920,00
RECETTES	11 753 721,93	2 778 369,45	5 001 006,09	3 974 346,39
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	14 143 317,67	11 117 400,47	0,00	3 025 917,20
RECETTES	14 143 317,67	12 209 277,64	0,00	1 934 040,03

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 753 721,93	1 072 410,63	4 180 391,30	6 500 920,00
RECETTES	11 753 721,93	2 778 369,45	5 001 006,09	3 974 346,39
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	14 143 317,67	11 117 400,47	0,00	3 025 917,20
RECETTES	14 143 317,67	12 209 277,64	0,00	1 934 040,03

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 753 721,93	1 072 410,63	4 180 391,30	6 500 920,00
RECETTES	11 753 721,93	2 778 369,45	5 001 006,09	3 974 346,39
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	14 143 317,67	11 117 400,47	0,00	3 025 917,20
RECETTES	14 143 317,67	12 209 277,64	0,00	1 934 040,03
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**25 897 039,60**	**12 189 811,10**	**4 180 391,30**	**9 526 837,20**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**25 897 039,60**	**14 987 647,09**	**5 001 006,09**	**5 908 386,42**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 800 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 800 000,00									
A29102DD	CE GE				200 000,00	F		0,000	4,170		A	C Amortissement constant	N	-
CGP 1465 01 X	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT				750 000,00	F		0,000	2,520		S	P Echéances Constantes/Amortissements Progressifs	N	-
CGP 1465 01 X	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT				550 000,00			0,000	1,960			P Echéances Constantes/Amortissements Progressifs	N	-
CGP 1635 01 W	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT				300 000,00			0,000	1,940			P Echéances Constantes/Amortissements Progressifs	N	-
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

VILLE DE GOURBEYRE - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 800 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**772 394,00**					**94 671,00**	**25 577,75**	**0,00**	**9 080,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		772 394,00					94 671,00	25 577,75	0,00	9 080,00
A29102DD	N	0,00	-	70 000,00	8,00		4.17	0,000	10 000,00	4 170,00	0,00	3 745,00
CGP 1465 01 X	N	0,00	-	261 467,00	8,00			0,000	37 579,00	10 391,85	0,00	2 830,00
CGP 1465 01 X	N	0,00	-	206 019,00	8,00			0,000	34 074,00	5 900,63	0,00	1 611,00
CGP 1635 01 W	N	0,00	-	234 908,00	16,00			0,000	13 018,00	5 115,27	0,00	894,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

VILLE DE GOURBEYRE - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
Total général		**0,00**		**772 394,00**					**94 671,00**	**25 577,75**	**0,00**	**9 080,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		01-12-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	MATERIEL INFORMATIQUE	3	01/12/2022
L	Installations, matériel et outillage technique Outillage	5	01/12/2022
L	Autres matériels de bureau et mobiliers	5	01/12/2022
L	AUTRES INSTALLA LONGUE DUREE	10	01/12/2022
L	LOGICIEL METIERS	7	01/12/2022
L	Matériel topo,photo,audio,hifi,videos,gros electroménager.....	5	01/12/2022
L	Infrastructures radiocom	10	01/12/2022
L	Installation, agencements, aménagemnagement des constructions	30	01/12/2022
L	Installation, agencements, aménagemnagement des constructions	30	01/12/2022
L	PLANTATION DARBRES DARBUSTE	10	01/12/2022
L	Frais d'études,recherche développement et frais d'insertion	3	01/12/2022

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – EMPRUNTS GARANTIS — B7.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT — B7.2

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**152 999,45**	
Personnes de droit privé	**152 999,45**	
Associations	**152 999,45**	
ANKRAJ	2 302,00	Subvention fonctionnement
AOG	42 000,00	Subvention fonctionnement
ARIOKA	3 000,00	Subvention fonctionnement
BASSIN BLEU	1 000,00	Subvention fonctionnement
BOUKAN'NYE	1 500,00	Subvention fonctionnement
Bambi-gou	12 188,63	Subvention fonctionnement
Bambi-gou	20 000,00	Subvention fonctionnement
HARMONIA	2 121,00	Subvention fonctionnement
LA CHAUDIERE	1 000,00	Subvention fonctionnement
LA CONFRERIE DES CORSAIRES	300,00	Subvention fonctionnement
LES ONDINES	1 000,00	Subvention fonctionnement
MAISON DE L'INSERTION	3 234,00	Subvention fonctionnement
OGEC jeann d'arc	32 875,02	Subvention fonctionnement
Ogec jeanne d arc	26 236,80	Subvention fonctionnement
Passion sport	1 735,00	Subvention fonctionnement
houelmont	2 507,00	Subvention fonctionnement
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**0,00**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**0,00**	
Autres	**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B8.2

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B8.3

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts invest. (1)	Somme nette des parts invest. (2)

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B8.4

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B8.5

ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**1,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**36,00**	**0,00**	**36,00**	**26,00**	**10,00**	**36,00**
Adjoint Adm PPAL 1 CL	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint Adm. PPAL 2 CL	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint adminsitratif	C	4,00	0,00	4,00	0,00	4,00	4,00
Adjoint admistratif		7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Attaché	A	7,00	0,00	7,00	6,00	1,00	7,00
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Redacteur	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Redacteur PPAL 1CL	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**16,00**	**0,00**	**16,00**	**12,00**	**4,00**	**16,00**
Adjoint de maitrise PPAL	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint de maîtrise	C	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint technique	C	4,00	0,00	4,00	0,00	4,00	4,00
Ingénieur	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**10,00**	**1,00**	**11,00**
ATSEM PPAL 1CL	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
ATSEM PPAL 2CL	C	8,00	0,00	8,00	7,00	1,00	8,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Educateur PPAL des APS 1CL	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur des APS	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Opérateur APS	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Adjoint du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ajoint du patrimoine ppal 2 classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Adjoint animation	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

VILLE DE GOURBEYRE - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2023

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Animateur	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Brigadier chef principal	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Gardien brigadier	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**105,00**	**0,00**	**105,00**	**90,00**	**15,00**	**105,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
01/07/1991 - Pret locatif a usage social	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA GUADELOUPE			246 824,87
01/07/1991 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			1 092 854,10
01/10/1991 - Pret locatif a usage social	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			1 356 208,11
01/03/1993 - Prêt social à usage social	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			2 082 801,46
01/09/1993 - Pret locatif a usage social	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			1 356 208,26
01/03/1997 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			636 388,97
01/03/1997 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			3 387 371,89
26/04/2000 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			781 078,33
26/04/2000 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			332 756,72
20/04/2004 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			456 554,00
31/07/2006 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			409 247,00
13/08/2012 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			1 040 000,00
13/08/2012 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			222 000,00
13/08/2012 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			675 000,00
13/08/2012 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			482 500,00
13/08/2012 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			725 000,00
13/08/2012 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			82 500,00
12/12/2012 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			2 135 626,50

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/03/2017 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			108 597,32
01/03/2017 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			35 631,73
01/01/2022 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			1 636 175,05
01/01/2022 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			1 045 205,53
01/02/2022 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			128 028,30
01/02/2022 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			128 028,30
01/02/2022 -	SOCIETE COMMUNALE DE SAINT MARTIN			128 028,30
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B15.1

B15.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B15.2

B15.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 789 517,18**	**I 90 533,40**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 789 517,18**	**90 533,40**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 789 517,18	90 533,40
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**90 533,40**	**4 180 391,30**	**2 856 571,22**	**7 127 495,92**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 001 567,37**	**III** **634 343,25**
Ressources propres externes de l'année (a)		**278 618,00**	**367 671,00**
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	248 618,00	326 478,95
10226	Taxe d'aménagement (2)	30 000,00	41 192,05
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 722 949,37**	**266 672,25**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*47 303,89*	*47 303,89*
281311	*Bâtiments administratifs*	*120 750,08*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*26 546,89*	*26 546,89*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*9 133,89*	*9 133,14*
281828	*Autres matériels de transport*	*59 796,10*	*59 796,10*
281838	*Autre matériel informatique*	*60 218,30*	*60 218,30*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*24 782,35*	*24 782,35*
28188	*Autres immo. corporelles*	*38 891,58*	*38 891,58*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 335 526,29*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**634 343,25**	**5 001 006,09**	**0,00**	**0,00**	**5 635 349,34**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**7 127 495,92**
Ressources propres disponibles	IV	**5 635 349,34**
Solde	V = IV – II (5)	**-1 492 146,58**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	D1

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D2.1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D5

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D7

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D8

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D10

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D11.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D11.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOURBEYRE

Numéro SIRET : 21971109000015

POSTE COMPTABLE : 101013 SGC CA GRAND SUD CARAIBES

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2023

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice	Ordonnateur	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	26
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	28
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	66
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	70
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	72
B	Compte de résultat	Comptable	76
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	78

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Origine des données	Page
	IV. États annexés		
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3.1	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B8.1.1	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B8.2	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.3	État des contrats de partenariat public-privé	Ordonnateur	
B8.4	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.5	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B15.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Origine des données	Page
B15.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
D2.1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D5	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D7	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D8	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D10	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D11.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D11.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	80

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	7 962

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 362,81
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1 533,44
3	Dépenses d'équipement brut / population	123,32
4	Encours de dette / population (2)	0
5	DGF / population	224,10
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	56,49 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	89,61 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3)	0 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	0 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3)	0,00 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3)	0

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	11 753 721,93	11 419 098,47	23 172 820,40
	Recettes réalisées (1)	B	2 778 369,45	12 209 277,64	14 987 647,09
	Restes à réaliser	C	5 001 006,09	0,00	5 001 006,09
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	8 897 150,71	14 143 317,67	23 040 468,38
	Dépenses réalisées (1)	E	1 072 410,63	11 117 400,47	12 189 811,10
	Restes à réaliser	F	4 180 391,30	0,00	4 180 391,30
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	1 705 958,82	1 091 877,17	2 797 835,99
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-2 856 571,22	2 724 219,20	-132 352,02
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-1 150 612,40	3 816 096,37	2 665 483,97
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	820 614,79	0,00	820 614,79
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-329 997,61	3 816 096,37	3 486 098,76

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

DETERMINATION DU RESULTAT CUMULE A LA FIN DE L'EXERCICE

I

B2

Section de fonctionnement	Montant
ASolde des réalisations de l'exercice N précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)	1 091 877,17
BRésultats antérieurs reportés Ligne 002 du compte financier N Précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)	2 724 219,20
CRésultat de clôture de la section de fonctionnement (a) = A+B	3 816 096,37
Section d'investissement	
DSolde des réalisations de l'exercice N précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)	1 705 958,82
ERésultats antérieurs reportés Ligne 001 du compte financier N Précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)	-2 856 571,22
FSolde d'exécution de la section d'investissement N F = D+E, précédé de + ou -	-1 150 612,40
GSolde des restes à réaliser d'investissement N (b)	820 614,79
HSolde cumulé de la section d'investissement H (=F+G) NB : en cas de solde négatif, il s'agit d'un besoin de financement à couvrir obligatoirement par l'affectation du résultat de fonctionnement	-329 997,61

(a) en cas de déficit reporté de la section de fonctionnement, il n'y a pas d'affectation

(b) le solde des restes à réaliser de la section de fonctionnement n'est pas pris en compte pour l'affectation du résultat de fonctionnement. Le solde est reporté au budget de reprise après le vote du compte financier.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITÈ	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	4 180 391,30
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement		104 625,98
16	Emprunts et dettes assimilées		900 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
00000028	Opération d'équipement n° 00000028		253 496,79
00000086	Opération d'équipement n° 00000086		629 305,26
00000122	Opération d'équipement n° 00000122		7 052,50
00000137	Opération d'équipement n° 00000137		1 101 540,59
00000146	Opération d'équipement n° 00000146		10 817,62
00000154	Opération d'équipement n° 00000154		55 786,36
00000156	Opération d'équipement n° 00000156		15 000,95
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		53 131,20
204	Subventions d'équipement versées		0,00
21	Immobilisations corporelles		56 643,65
22	Immobilisations reçues en affectation		17 788,58
23	Immobilisations en cours		942 310,08
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières		32 891,74
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	5 001 006,09
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues)		5 001 006,09
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation		0,00
23	Immobilisations en cours		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	54 292,91
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	206,10
Autres immobilisations incorporelles	2 316,90	Réserves	11 678,34
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	2 724,22
Terrains	1 436,38	Résultat de l'exercice	1 091,88
Constructions	6 445,40	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie	5 039,91	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**69 993,45**
Réseaux divers	294,37	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	350,19	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	3 769,83	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	**49 822,75**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	1 783,71
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	432,62
Immobilisations financières (nettes)	**68,56**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**2 216,33**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**69 544,29**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	858,29
Stocks		Autres dettes non financières	709,49
Créances	2 320,38	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**1 567,79**
Trésorerie	490,18	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**2 810,56**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**3 784,12**
Comptes de régularisation (III)	1 523,14	Comptes de régularisation (III)	100,43
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**73 877,99**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**73 877,99**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	1 784,32	
Participations	74,76	
Compensations, autres attributions et autres participations	1 061,65	
Dons et legs		
Impôts et taxes	8 856,55	
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	94,62	
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	335,28	
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**12 207,17**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	1 662,69	
Charges de personnel	6 096,41	
Indemnités des élus (et membres du CESR)	122,63	
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	32,43	
Impôts et taxes	28,04	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	266,67	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**8 208,87**	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	2 862,61	
Autres charges	4,73	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**2 867,34**	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**1 130,95**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**39,08**	
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-39,07**	
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 091,88**	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l' assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe foncière sur les propriétés bâties		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
Taxe d'habitation		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – L'assemblée délibérante a autorisé le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : 7.5%.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	220 896,03	128 524,41	58,18	53 131,20
204	Subventions d'équipement versées	41 309,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	875 995,03	255 833,18	29,20	56 643,65
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	17 788,58
23	Immobilisations en cours	1 579 635,15	61 148,37	3,87	942 310,08
	Total des opérations d'équipement (2)	3 770 649,84	536 371,27	14,22	2 073 000,07
Total des dépenses d'équipement		**6 488 485,05**	**981 877,23**	**15,13**	**3 142 873,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	104 625,98
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 789 517,18	90 533,40	5,06	900 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	100 989,48	0,00	0,00	32 891,74
Total des dépenses financières		**1 890 506,66**	**90 533,40**	**4,79**	**1 037 517,72**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**8 378 991,71**	**1 072 410,63**	**12,80**	**4 180 391,30**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*102 550,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*415 609,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**518 159,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**8 897 150,71**	**1 072 410,63**	**12,05**	**4 180 391,30**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**2 856 571,22**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**11 753 721,93**	**1 072 410,63**		**4 180 391,30**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	8 564 501,56	2 144 026,20	25,03	5 001 006,09
16	Emprunts et dettes assimilées	772 044,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	278 618,00	367 671,00	131,96	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**9 615 163,56**	**2 511 697,20**	**26,12**	**5 001 006,09**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*1 335 526,29*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*387 423,08*	*266 672,25*	*68,83*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*415 609,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**2 138 558,37**	**266 672,25**	**12,47**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**11 753 721,93**	**2 778 369,45**	**23,64**	**5 001 006,09**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**11 753 721,93**	**2 778 369,45**		**5 001 006,09**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 798 997,00	1 062 679,34	596 506,01	1 659 185,35	92,23	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	6 382 586,40	6 129 918,16	139,80	6 130 057,96	96,04	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	4 021 247,46	3 022 382,15	24,00	3 022 406,15	75,16	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**12 202 830,86**	**10 214 979,65**	**596 669,81**	**10 811 649,46**	**88,60**	**0,00**
66	Charges financières	47 252,44	39 078,76	0,00	39 078,76	82,70	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	170 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**12 420 368,30**	**10 254 058,41**	**596 669,81**	**10 850 728,22**	**87,36**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 335 526,29*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*387 423,08*	*266 672,25*	*0,00*	*266 672,25*	*68,83*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**1 722 949,37**	**266 672,25**	**0,00**	**266 672,25**	**15,48**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**14 143 317,67**	**10 520 730,66**	**596 669,81**	**11 117 400,47**	**78,61**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**14 143 317,67**	**10 520 730,66**	**596 669,81**	**11 117 400,47**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	1 000,00	2 108,00	0,00	2 108,00	210,80	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	86 232,00	18 686,54	75 928,54	94 615,08	109,72	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 410 205,47	4 984 968,78	623 790,55	5 608 759,33	103,67	0,00
731	Fiscalité locale	3 232 543,00	3 247 786,51	0,00	3 247 786,51	100,47	0,00
74	Dotations et participations	2 329 077,00	2 920 727,13	0,00	2 920 727,13	125,40	0,00
75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	94 320,26	0,00	94 320,26	314,40	0,00
Total des recettes de gestion des services		**11 089 057,47**	**11 268 597,22**	**699 719,09**	**11 968 316,31**	**107,93**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	4,59	0,00	4,59	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	227 491,00	240 956,74	0,00	240 956,74	105,92	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**11 316 548,47**	**11 509 558,55**	**699 719,09**	**12 209 277,64**	**107,89**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*102 550,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**102 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**11 419 098,47**	**11 509 558,55**	**699 719,09**	**12 209 277,64**	**106,92**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 724 219,20**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**14 143 317,67**	**11 509 558,55**	**699 719,09**	**12 209 277,64**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
2031	Frais d'études		27 932,03		27 932,03	
2033	Frais d'insertion		2 299,32		2 299,32	
2051	Concessions et droits similaires		98 293,06		98 293,06	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	220 896,03	128 524,41		128 524,41	92 371,62
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	41 309,00				41 309,00
21351	Bâtiments publics		6 642,48		6 642,48	
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques		52 578,57		52 578,57	
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers		9 158,32		9 158,32	
21828	Autres matériels de transport		34 980,00		34 980,00	
21838	Autre matériel informatique		75 516,57		75 516,57	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		3 582,55		3 582,55	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		15 875,14		15 875,14	
2188	Autres		57 499,55		57 499,55	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	875 995,03	255 833,18		255 833,18	620 161,85
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
2313	Constructions		7 500,00		7 500,00	
2315	Installations, matériel et outillage techniques		53 648,37		53 648,37	
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 579 635,15	61 148,37		61 148,37	1 518 486,78
total opération n° 00000028	Opération d'équipement n° 00000028	347 079,60				347 079,60
total opération n° 00000068	Opération d'équipement n° 00000068	80 000,00				80 000,00
203100000086	Frais d'études		13 235,70		13 235,70	
total opération n° 00000086	Opération d'équipement n° 00000086	629 618,52	13 235,70		13 235,70	616 382,82
231300000115	Constructions		60 930,23		60 930,23	
total opération n° 00000115	Opération d'équipement n° 00000115	123 510,23	60 930,23		60 930,23	62 580,00
total opération n° 00000121	Opération d'équipement n° 00000121	7 765,86				7 765,86

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
205100000135	Concessions et droits similaires		7 651,97	7 651,97		
total opération n° 00000135	Opération d'équipement n° 00000135		7 651,97	7 651,97		
203100000137	Frais d'études		1 367,10		1 367,10	
231500000137	Installations, matériel et outillage techniques		408 367,24		408 367,24	
total opération n° 00000137	Opération d'équipement n° 00000137	1 948 410,73	409 734,34		409 734,34	1 538 676,39
total opération n° 00000143	Opération d'équipement n° 00000143	351,54				351,54
231300000146	Constructions		26 572,90		26 572,90	
total opération n° 00000146	Opération d'équipement n° 00000146	61 602,93	26 572,90		26 572,90	35 030,03
total opération n° 00000148	Opération d'équipement n° 00000148	107 413,00				107 413,00
203100000152	Frais d'études		3 642,00		3 642,00	
205100000152	Concessions et droits similaires		9 600,00		9 600,00	
total opération n° 00000152	Opération d'équipement n° 00000152	162 460,35	13 242,00		13 242,00	149 218,35
total opération n° 00000153	Opération d'équipement n° 00000153	73 955,00				73 955,00
total opération n° 00000154	Opération d'équipement n° 00000154	55 787,00				55 787,00
2183100000156	Matériel informatique scolaire		12 656,10		12 656,10	
total opération n° 00000156	Opération d'équipement n° 00000156	27 656,00	12 656,10		12 656,10	14 999,90
total opération n° 00000157	Opération d'équipement n° 00000157	35 000,00				35 000,00
total opération n° 00000158	Opération d'équipement n° 00000158	26 780,00				26 780,00
Total des dépenses d'équipement		**6 405 225,97**	**989 529,20**	**7 651,97**	**981 877,23**	**5 423 348,74**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		90 533,40		90 533,40	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 789 517,18	90 533,40		90 533,40	1 698 983,78
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	100 989,48				100 989,48
Total des dépenses financières		**1 890 506,66**	**90 533,40**		**90 533,40**	**1 799 973,26**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**8 295 732,63**	**1 080 062,60**	**7 651,97**	**1 072 410,63**	**7 223 322,00**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*102 550,00*				*102 550,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*415 609,00*				*415 609,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***518 159,00***				***518 159,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**8 813 891,63**	**1 080 062,60**	**7 651,97**	**1 072 410,63**	**7 741 481,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**2 856 571,22**				
Total des dépenses de la section d'investissement		**11 670 462,85**	**1 080 062,60**	**7 651,97**	**1 072 410,63**	**10 598 052,22**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1311	État et établissements nationaux		20 684,00	20 684,00		
1312	Régions		687,94	687,94		
1313	Départements		75 000,00	75 000,00		
13172	FEDER		803 189,51	803 189,51		
1321	État et établissements nationaux		93 022,70		93 022,70	
1322	Régions		15 878,74		15 878,74	
1323	Départements		75 000,00		75 000,00	
1326	Autres établissements publics locaux		381 625,00		381 625,00	
13272	FEDER		803 189,51		803 189,51	
13361	Dotation d'équipement des territoires ruraux		129 930,52	129 930,52		
1337	Fonds régional pour le développement et l'emploi (outre-mer)		645 379,73	645 379,73		
13461	Dotation d'équipement des territoires ruraux		129 930,52		129 930,52	
1347	Fonds régional pour le développement et l'emploi (outre-mer)		645 379,73		645 379,73	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	8 564 501,56	3 818 897,90	1 674 871,70	2 144 026,20	6 420 475,36
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	772 044,00				772 044,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		326 478,95		326 478,95	
10226	Taxe d'aménagement		41 192,05		41 192,05	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	278 618,00	367 671,00		367 671,00	-89 053,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**9 615 163,56**	**4 186 568,90**	**1 674 871,70**	**2 511 697,20**	**7 103 466,36**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 335 526,29*				
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*47 303,89*		*47 303,89*	
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*26 546,89*		*26 546,89*	
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*		*9 133,14*		*9 133,14*	
281828	*Autres matériels de transport*		*59 796,10*		*59 796,10*	
281838	*Autre matériel informatique*		*60 218,30*		*60 218,30*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*24 782,35*		*24 782,35*	
28188	*Autres*		*38 891,58*		*38 891,58*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*387 423,08*	*266 672,25*		*266 672,25*	*120 750,83*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*415 609,00*				*415 609,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 138 558,37***	***266 672,25***		***266 672,25***	***1 871 886,12***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**11 753 721,93**	**4 453 241,15**	**1 674 871,70**	**2 778 369,45**	**8 975 352,48**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		**11 753 721,93**	**4 453 241,15**	**1 674 871,70**	**2 778 369,45**	**8 975 352,48**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000028(1)
LIBELLE : Reconstruction de la voirie communale

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**347 079,60**	**A 0,00**	**0,00**	**253 496,79**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**347 079,60**	**0,00**	**0,00**	**253 496,79**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	347 079,60	0,00		253 496,79	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000068(1)
LIBELLE : Aménagement de la Cantine Centrale

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**80 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	80 000,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**62 673,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**62 673,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	62 673,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000086(1)
LIBELLE : Création Nouveau Cimetière

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**629 618,52**	**A 13 235,70**	**0,00**	**629 305,26**	**B 13 235,70**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**5 227,52**	**13 235,70**	**0,00**	**626,59**	**13 235,70**
2031	Frais d'études	5 227,52	13 235,70		626,59	13 235,70
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**624 391,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21316	Equipements du cimetière	624 391,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**628 678,67**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00		628 678,67	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**498 000,00**	**C 0,00**	**0,00**	**438 000,00**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**498 000,00**	**0,00**	**0,00**	**438 000,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00		438 000,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	438 000,00	0,00		0,00	0,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	60 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -13 235,70**	**D - B -13 235,70**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000115(1)
LIBELLE : Plan Séisme - Ecole Maternelle de Grande Savane

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**123 510,23**	A **60 930,23**	**0,00**	**0,00**	B **60 930,23**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**123 510,23**	**60 930,23**	**0,00**	**0,00**	**60 930,23**
2313	Constructions	123 510,23	60 930,23		0,00	60 930,23

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**2 550 542,01**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**2 550 542,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	878 497,74	0,00		0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	600 000,00	0,00		0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	1 072 044,27	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -60 930,23**	**D - B -60 930,23**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000121(1)
LIBELLE : Divers Equipements

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**91 024,94**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**88 412,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	88 412,83	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**2 612,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	743,23	0,00		0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 868,88	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000122(1)
LIBELLE : Aménagement des Equipements sportifs

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**7 052,50**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 052,50**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00		7 052,50	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000131(1)
LIBELLE : Réalisation d'Aires de stationnement

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 25 599,56**	**0,00**	**0,00**	**D 25 599,56**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**25 599,56**	**0,00**	**0,00**	**25 599,56**
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	0,00	25 599,56		0,00	25 599,56
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 25 599,56**	**D - B 25 599,56**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000135(1)
LIBELLE : Equipement MJC

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**56 335,66**	**C 15 190,80**	**0,00**	**0,00**	**D 15 190,80**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**56 335,66**	**15 190,80**	**0,00**	**0,00**	**15 190,80**
1322	Subv. non transf. Régions	15 190,50	15 190,80		0,00	15 190,80
1323	Subv. non transf. Départements	10 000,00	0,00		0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	31 145,16	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 15 190,80**	**D - B 15 190,80**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000137(1)
LIBELLE : Centre Mémoriel d'Interprétation BISDARY

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 948 410,73**	**A 409 734,34**	**0,00**	**1 101 540,59**	**B 409 734,34**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**1 367,10**	**0,00**	**0,00**	**1 367,10**
2031	Frais d'études	0,00	1 367,10		0,00	1 367,10
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**1 948 410,73**	**408 367,24**	**0,00**	**1 101 540,59**	**408 367,24**
2313	Constructions	0,00	0,00		861 000,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 948 410,73	408 367,24		240 540,59	408 367,24

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**2 566 965,06**	**C 0,00**	**0,00**	**1 493 225,14**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**2 566 965,06**	**0,00**	**0,00**	**1 493 225,14**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00		420 828,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00		441 804,60	0,00
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00		630 592,54	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	120 828,00	0,00		0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	298 743,60	0,00		0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	1 048 337,00	0,00		0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	476 517,00	0,00		0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	300 000,00	0,00		0,00	0,00
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	322 539,46	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**-409 734,34**	**D - B**	**-409 734,34**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000143(1)
LIBELLE : Rénovation Eclairage Public

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**351,54**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**351,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	351,54	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice — Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire — Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**142 523,51**	C **381 625,00**	**0,00**	**0,00**	D **381 625,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**142 523,51**	**381 625,00**	**0,00**	**0,00**	**381 625,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	12 968,15	0,00		0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	39 654,40	0,00		0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	89 900,96	381 625,00		0,00	381 625,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 381 625,00**	**D - B 381 625,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000146(1)
LIBELLE : Restauration des Magasins à Poudre

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**61 602,93**	**A 26 572,90**	**0,00**	**10 817,62**	**B 26 572,90**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**61 602,93**	**26 572,90**	**0,00**	**10 817,62**	**26 572,90**
2313	Constructions	61 602,93	26 572,90		10 817,62	26 572,90

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**90 902,79**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**90 902,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	90 902,79	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -26 572,90**	**D - B -26 572,90**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000148(1)
LIBELLE : Aire de Jeu de Grande Savane

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**107 413,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**107 413,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	107 413,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**43 568,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**43 568,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	43 568,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000152(1)
LIBELLE : ODYSSEA (Economie Bleue)

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**162 460,35**	**A 13 242,00**	**0,00**	**0,00**	**B 13 242,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**162 460,35**	**13 242,00**	**0,00**	**0,00**	**13 242,00**
2031	Frais d'études	162 460,35	3 642,00		0,00	3 642,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	9 600,00		0,00	9 600,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**286 000,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**286 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13278	Autres fonds européens	286 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -13 242,00**	**D - B -13 242,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000153(1)
LIBELLE : Réhabilitation du Presbytère

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**73 955,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**73 955,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	73 955,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**54 529,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**54 529,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	54 529,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000154(1)
LIBELLE : Aménagement Paysager du Bourg

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**55 787,00**	**A 0,00**	**0,00**	**55 786,36**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**55 787,00**	**0,00**	**0,00**	**55 786,36**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	55 787,00	0,00		55 786,36	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**32 419,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**32 419,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13361	Dotation équip.territoires ruraux transf	32 419,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000155(1)
LIBELLE : Réhabilitation Réfectoire Ecole Raymonde AUGUSTIN

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**101 923,00**	**C 62 507,88**	**0,00**	**1 200 000,00**	**D 62 507,88**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**101 923,00**	**62 507,88**	**0,00**	**1 200 000,00**	**62 507,88**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00		600 000,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00		600 000,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	101 923,00	62 507,88		0,00	62 507,88
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 62 507,88**	**D - B 62 507,88**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000156(1)
LIBELLE : Socle numérique Ecoles Elémentaires

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**27 656,00**	A **12 656,10**	**0,00**	**15 000,95**	B **12 656,10**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**27 656,00**	**12 656,10**	**0,00**	**15 000,95**	**12 656,10**
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	12 656,10		15 000,95	12 656,10
21838	Autre matériel informatique	27 656,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -12 656,10	D - B -12 656,10

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000157(1)
LIBELLE : Aménagement Mairie

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**35 000,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	35 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 00000158(1)
LIBELLE : Confortement Murs Parking Près de la Poste

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**26 780,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**26 780,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	26 780,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)		825,50		825,50	
60611	Eau et assainissement		68 722,58	24 054,55	44 668,03	
60612	Énergie - Électricité		363 379,42	3 487,33	359 892,09	
60622	Carburants		34 165,12	2 299,93	31 865,19	
60623	Alimentation		3 458,65		3 458,65	
60628	Autres fournitures non stockées		2 636,37	167,52	2 468,85	
60631	Fournitures d'entretien		22 294,98	3 329,08	18 965,90	
60632	Fournitures de petit équipement		66 959,23	3 660,14	63 299,09	
60636	Habillement et Vêtements de travail		11 480,99	960,00	10 520,99	
6064	Fournitures administratives		21 590,44	3 824,01	17 766,43	
60661	Médicaments		273,32		273,32	
60668	Autres produits pharmaceutiques		1 640,76		1 640,76	
6067	Fournitures scolaires		13 313,17	1 665,10	11 648,07	
6068	Autres matières et fournitures.		26 502,98	3 652,21	22 850,77	
611	Contrats de prestations de services		90 113,24	17 849,06	72 264,18	
61351	Matériel roulant		40 290,05		40 290,05	
61358	Autres		72 156,85	22 320,27	49 836,58	
61521	Terrains		1 765,61	266,00	1 499,61	
615221	Bâtiments publics		29 905,95	10 832,20	19 073,75	
615231	Voiries		176 371,54	25 585,15	150 786,39	
615232	Réseaux		922,77	922,77		
61551	Matériel roulant		46 779,00	11 523,59	35 255,41	
61558	Autres biens mobiliers		17 439,64	3 512,55	13 927,09	
6156	Maintenance		153 017,44	6 220,95	146 796,49	
6161	Multirisques		126 559,48		126 559,48	
617	Études et recherches		8 137,50		8 137,50	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6182	Documentation générale et technique		7 900,17	78,90	7 821,27	
6184	Versements à des organismes de formation		88 036,32	17 104,27	70 932,05	
6185	Frais de colloques et séminaires		13 047,75		13 047,75	
6188	Autres frais divers		20 420,91	6 760,22	13 660,69	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux		500,00		500,00	
62268	Autres honoraires, conseils...		40 196,06	4 000,00	36 196,06	
6231	Annonces et insertions		11 549,67	1 146,00	10 403,67	
6232	Fêtes et cérémonies		116 484,75	7 016,07	109 468,68	
6234	Réceptions		18 501,49		18 501,49	
6236	Catalogues et imprimés et publications		17 555,38	2 565,89	14 989,49	
6238	Divers		5 322,22	462,00	4 860,22	
6241	Transports de biens		759,50	759,50		
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité		6 631,14		6 631,14	
6247	Transports collectifs du personnel		2 787,33	1 735,70	1 051,63	
6251	Voyages, déplacements et missions		4 204,91	313,05	3 891,86	
6261	Frais d'affranchissement		8 797,34	437,93	8 359,41	
6262	Frais de télécommunications		68 840,00	2 207,09	66 632,91	
6282	Frais de gardiennage		6 785,60		6 785,60	
6288	Autres		10 927,58	2 626,07	8 301,51	
63512	Taxes foncières		55 177,00	55 177,00		
6353	Impôts indirects		2 579,75		2 579,75	
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 798 997,00	1 907 707,45	248 522,10	1 659 185,35	139 811,65
6218	Autre personnel extérieur		6 083,96		6 083,96	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		25 458,08		25 458,08	
64111	Rémunération principale		3 615 249,30		3 615 249,30	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		9 721,47		9 721,47	
64118	Autres indemnités.		44 722,18		44 722,18	
64131	Rémunérations		819 533,08		819 533,08	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		605 971,55		605 971,55	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		791 150,24		791 150,24	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		5 772,30		5 772,30	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.		21 200,00		21 200,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie		739,80	600,00	139,80	
6488	Autres		185 056,00		185 056,00	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	6 382 586,40	6 130 657,96	600,00	6 130 057,96	252 528,44
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65131	Bourses		25 879,12	189,12	25 690,00	
65132	Prix		15 206,24		15 206,24	
65311	Indemnités de fonction		115 481,54		115 481,54	
65312	Frais de mission et de déplacement		2 166,00	190,00	1 976,00	
65313	Cotisations de retraite		4 774,26		4 774,26	
65315	Formation		400,00		400,00	
6542	Créances éteintes		20 670,00		20 670,00	
6553	Service d'incendie		210 501,00		210 501,00	
6558	Autres contributions obligatoires		4 726,28		4 726,28	
657351	GFP de rattachement		4 726,28	4 726,28		
657361	Caisses des écoles		2 086 618,00		2 086 618,00	
657362	CCAS		366 464,00		366 464,00	
65748	Autres personnes de droit privé		158 133,93		158 133,93	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage		12 860,97	3 255,00	9 605,97	
6584	Amendes fiscales et pénales		2 157,38		2 157,38	
65888	Autres		27 521,83	27 520,28	1,55	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	4 021 247,46	3 058 286,83	35 880,68	3 022 406,15	998 841,31
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**12 202 830,86**	**11 096 652,24**	**285 002,78**	**10 811 649,46**	**1 391 181,40**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		24 354,41		24 354,41	
6616	Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompte,...)		14 724,35		14 724,35	
total chapitre 66	Charges financières	47 252,44	39 078,76		39 078,76	8 173,68
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions	170 285,00				170 285,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**12 420 368,30**	**11 135 731,00**	**285 002,78**	**10 850 728,22**	**1 569 640,08**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 335 526,29*				
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*266 672,25*		*266 672,25*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*387 423,08*	*266 672,25*		*266 672,25*	*120 750,83*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 722 949,37***	***266 672,25***		***266 672,25***	***1 456 277,12***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**14 143 317,67**	**11 402 403,25**	**285 002,78**	**11 117 400,47**	**3 025 917,20**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**14 143 317,67**	**11 402 403,25**	**285 002,78**	**11 117 400,47**	**3 025 917,20**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6479	Remboursements sur autres charges sociales		2 108,00		2 108,00	
total chapitre 013	Atténuations de charges	1 000,00	2 108,00		2 108,00	-1 108,00
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70323	Redevance d'occupation du domaine public		78 551,01		78 551,01	
706888	Autres		14 718,07		14 718,07	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)		1 346,00		1 346,00	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	86 232,00	94 615,08		94 615,08	-8 383,08
73211	Attribution de compensation		215 950,00		215 950,00	
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales		148 729,00		148 729,00	
7342	Taxes sur les carburants		441 109,14	31 965,05	409 144,09	
73431	Octroi de mer		5 200 521,74	365 585,50	4 834 936,24	
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 410 205,47	6 006 309,88	397 550,55	5 608 759,33	-198 553,86
73111	Impôts directs locaux		3 110 385,00		3 110 385,00	
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière		98 702,10		98 702,10	
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité		29 482,48		29 482,48	
731721	Taxe de séjour		9 369,63	152,70	9 216,93	
total chapitre 731	Fiscalité locale	3 232 543,00	3 247 939,21	152,70	3 247 786,51	-15 243,51
74111	Dotation forfaitaire des communes		932 782,00		932 782,00	
741125	Dotation d'aménagement des communes d'Outre-mer (DACOM)		851 535,00		851 535,00	
74718	Autres		58 267,54		58 267,54	
74772	FEDER		12 396,65		12 396,65	
747888	Autres		4 100,00		4 100,00	
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		258 017,00		258 017,00	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
748372	Dotation politique de la ville (DPV)		2 000,00		2 000,00	
748388	Autres		14 020,00		14 020,00	
7485	Dotation pour les titres sécurisés		14 000,00		14 000,00	
74888	Autres		773 608,94		773 608,94	
total chapitre 74	Dotations et participations	2 329 077,00	2 920 727,13		2 920 727,13	-591 650,13
752	Revenus des immeubles		22 074,64		22 074,64	
75888	Autres		72 245,62		72 245,62	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	94 320,26		94 320,26	-64 320,26
Total des recettes de gestion des services		**11 089 057,47**	**12 366 019,56**	**397 703,25**	**11 968 316,31**	**-879 258,84**
7688	Autres		4,59		4,59	
total chapitre 76	Produits financiers		4,59		4,59	-4,59
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		240 956,74		240 956,74	
total chapitre 77	Produits spécifiques	227 491,00	240 956,74		240 956,74	-13 465,74
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**11 316 548,47**	**12 606 980,89**	**397 703,25**	**12 209 277,64**	**-892 729,17**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*102 550,00*				*102 550,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***102 550,00***				***102 550,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**11 419 098,47**	**12 606 980,89**	**397 703,25**	**12 209 277,64**	**-790 179,17**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**2 724 219,20**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**14 143 317,67**	**12 606 980,89**	**397 703,25**	**12 209 277,64**	**1 934 040,03**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles		2 549 144,31	294 931,66	2 254 212,65	2 145 147,33
Immobilisations incorporelles en cours		62 690,45		62 690,45	62 690,45
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		1 436 377,20		1 436 377,20	1 436 377,20
Constructions		6 445 397,32		6 445 397,32	6 438 754,84
Réseaux et installations de voirie		5 039 906,15		5 039 906,15	5 039 906,15
Réseaux divers		294 372,79		294 372,79	294 372,79
Installations techniques, agencements et matériel		854 093,53	503 905,91	350 187,62	324 155,94
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		7 046 660,72	3 276 825,86	3 769 834,86	3 753 388,10
Immobilisations corporelles en cours		49 822 752,51		49 822 752,51	49 265 733,77
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		68 558,13		68 558,13	68 558,13
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**73 619 953,11**	**4 075 663,43**	**69 544 289,68**	**68 829 084,70**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		925 610,55		925 610,55	144 950,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		562 178,39		562 178,39	1 000 059,89
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					119 841,59
Créances sur les autres débiteurs		832 592,06		832 592,06	69 033,37
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**2 320 381,00**		**2 320 381,00**	**1 333 884,85**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		490 179,92		490 179,92	859 265,13
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**490 179,92**		**490 179,92**	**859 265,13**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		1 523 141,17		1 523 141,17	187 272,76
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**77 953 655,20**	**4 075 663,43**	**73 877 991,77**	**71 209 507,44**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		14 926 397,49	14 926 397,49
Fonds globalisés		10 098 063,73	9 730 392,73
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			2 542 668,26
Rattachées à un actif non amortissable		29 268 447,42	24 581 752,96
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		206 097,35	206 097,35
RÉSERVES		11 678 343,01	11 678 343,01
REPORT A NOUVEAU		2 724 219,20	2 376 629,96
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 091 877,17	347 589,24
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**69 993 445,37**	**66 389 871,00**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		1 783 711,52	1 874 244,92
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		432 616,76	432 616,76
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 216 328,28**	**2 306 861,68**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		858 294,50	884 214,75
Dettes fiscales et sociales		126 191,23	62 594,41
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		234 776,41	
Autres dettes non financières		348 524,88	605 242,21
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 567 787,02**	**1 552 051,37**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**3 784 115,30**	**3 858 913,05**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		100 431,10	960 723,39
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**73 877 991,77**	**71 209 507,44**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		1 784 317,00		
Participations		74 764,19		
Compensations, autres attributions et autres participations		1 061 645,94		
Dons et legs				
Impôts et taxes		8 856 545,84		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		94 615,08		
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		335 277,00		
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**12 207 165,05**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		1 662 689,56		
Charges de personnel		6 096 407,92		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*4 674 282,03*		
Dont charges sociales		*1 422 125,89*		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		122 631,80		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		32 434,90		
Impôts et taxes		28 037,83		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		266 672,25		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**8 208 874,26**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		2 862 613,17		
Dont ménages		*40 896,24*		
Dont personnes morales de droit privé		*158 133,93*		
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics		*2 663 583,00*		
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		4 726,28		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**2 867 339,45**		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**1 130 951,34**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers		4,59		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**4,59**		
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		39 078,76		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**39 078,76**		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-39 074,17**		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**1 091 877,17**		

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités listées dans l’arrêté du 10 novembre 2016 qui expérimentent la certification des comptes en application de l’article 110 de la loi NOTRé.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 26/03/2024

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion		
Mme Véronique FURNARI	du	02/01/2024	au	26/03/2024
M Bruno LAMBOURDIERE	du	01/05/2023	au	01/01/2024
M Bruno LAMBOURDIERE	du	01/01/2023	au	29/04/2023

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

CLICHET Thierry (1007951447-0), AUTRES ADM. EMPLOI NON FIP/CADRE SUPERIEUR **A DRFiP DE LA GUADELOUPE, le 02/04/2024**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

FURNARI Veronique (1018250075-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A CA GRAND SUD CARAIBES, le 03/04/2024**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 05/04/2024 par l'organe délibérant.

EDMOND CLAUDE (cedmond1-xt), MAIRE **A GOURBEYRE, le 17/04/2024**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-02

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (16)

M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (9)

M. EDMOND Claude, M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. ZOU Jocelyn, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°2 PORTANT ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DU BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2023

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS :

L'article 242 de la loi de finances pour 2019 modifié par l'article 137 de la loi de finances pour 2021 du Code Général des Collectivités Territoriales, précise que l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du compte financier unique (CFU) avant le 1er juillet de l'année suivant l'Exercice.

Le Compte financier unique (CFU) comporte les informations comptables de l'ordonnateur et du comptable public. Il retrace l'ensemble des mouvements, c'est-à-dire l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la Ville sur une année, et rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il comprend également les engagements reportés non soldés (Restes à réaliser en dépenses et en recettes), ainsi que les éléments de bilan émanant du comptable public.

Le Maire, Ordonnateur rend compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées à la clôture de l'Exercice budgétaire intervenue jusqu'au 31 janvier 2024. Pour cette année, le vote du Compte financier unique de l'année 2023 doit alors intervenir au plus tard le 30 juin 2024.

Le compte financier de la Ville se décompose en un budget principal et un budget annexe dédié aux opérations d'aménagements de terrains.

Le Conseil Municipal,

Vu les articles 2121-14 et 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la désignation d'un président autre que le Maire pour présider au vote du Compte Administratif (CA) et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations ;

Vu l'article 242 de la loi de finances pour 2019 modifié par l'article 137 de la loi des finances pour 2021 permet d'expérimenter le Compte financier unique (CFU) ;

Vu la délibération 2023-S07-02 portant autorisation à participer à l'expérimentation du compte financier unique (CFU) pour les comptes de l'exercice 2023 ;

Vu le Compte financier de l'exercice 2023 du Budget Principal de la Ville dressé par l'Ordonnateur et le comptable public ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'il ne peut pas prendre part au vote du compte financier présenté. Il se retire de la salle des délibérations.

Considérant que M. NESTOR Willi, 1er Adjoint au Maire, a été désigné pour présider la séance lors de l'adoption du CFU ;

Considérant que Monsieur le Maire s'est retiré lors du vote du CFU ;

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A la majorité,

Abstentions (6) : M. ADEMAR Luc, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, M. PLAISANT Roger.

DECIDE

Article 1 : D'adopter le compte financier unique 2023 relatif au budget principal de la Ville, conformément aux résultats suivants :

- **Budget principal** : un excédent global de 3 486 098.76€ décomposé comme suit :

	Dépenses de fonctionnement	**Recettes de fonctionnement**
Exécution budgétaire 2023	11 117 400,47	12 209 277,64
Résultat budgétaire 2023	1 091 877,17	
Résultat budgétaire 2022 reporté	2 724 219,20	
Résultat budgétaire cumulé 2023	**3 816 096,37**	
Restes à réaliser 2023		
Excédent budgétaire section de fonctionnement	3 816 096,37	
	Dépenses d'investissement	**Recettes d'investissement**
Exécution budgétaire 2023	1 072 410,63	2 778 369,45
Résultat budgétaire 2023	1 705 958,82	
Résultat budgétaire 2022 reporté	-2 856 571,22	
Résultat budgétaire cumulé 2023	-1 150 612,40	
Restes à réaliser 2023	4 180 391,30	5 001 006,09
Déficit budgétaire section d'investissement	**-329 997,61**	
Excédent budgétaire budget principal 2023	**3 486 098,76**	
Excédent budgétaire Total budget 2023	3 486 098,76	

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Le Maire, la Directrice des Services, le Trésorier, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité, et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

Article 4 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-02-BF
Date de télétransmission : 29/04/2024
Date de réception préfecture : 29/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-03

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°3 PORTANT AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2023

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-03-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

L'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose de décider, après le vote du compte financier unique, de l'affectation du résultat de l'exercice.

Par résultat, il est entendu le résultat de la section de fonctionnement hors restes à réaliser.

L'affectation du résultat est budgétairement réalisée lors de la plus proche décision budgétaire de l'exercice 2024 suivant l'approbation du compte financier unique.

Les chiffres sont les suivants :

- Un excédent de fonctionnement de 1 091 877,17 euros,
- Un besoin de financement de la section d'investissement de 329 997,61 euros.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article L2121-29 Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) habilitant le conseil municipal à statuer sur toutes les questions d'intérêt public communal, sous réserve qu'elles ne soient pas dévolues par la loi à l'Etat ou à d'autres personnes publiques et qu'il n'y ait pas d'empiétement sur les attributions conférées au Maire ;

Vu les articles L2311-5 et L2311-6 et du CGCT régissant l'affectation du résultat de la section de fonctionnement ;

Vu la délibération n°D/LL/MC24-S03-02 du 5 avril 2024 portant adoption du compte financier unique du budget principal de l'exercice budgétaire 2023 ;

Vu la délibération n°D/LL/MC24-S03-02b du 5 avril 2024 portant adoption du compte financier unique du budget annexe de l'exercice budgétaire 2023 ;

Considérant qu'après l'approbation du compte financier unique de l'exercice 2023, il y a lieu de procéder à l'affectation définitive des résultats ;

Considérant que ces résultats sont conformes aux résultats du compte financier unique présenté conjointement par le Trésorier et l'ordonnateur et que ces résultats sont repris au Budget Primitif 2024 ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-03-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

A la majorité,

Abstentions (5) : M. ADEMAR Luc, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne.

DECIDE

Article 1 : De procéder à l'affectation du résultat 2023 conformément au tableau de calcul ci-dessous :

	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement
Exécution budgétaire 2023	11 117 400,47	12 209 277,64
Résultat budgétaire 2023	1 091 877,17	
Résultat budgétaire 2022 reporté	2 724 219,20	
Résultat budgétaire cumulé 2023	**3 816 096,37**	
Restes à réaliser 2023		
Excédent budgétaire section de fonctionnement	3 816 096,37	
	Dépenses d'investissement	**Recettes d'investissement**
Exécution budgétaire 2023	1 072 410,63	2 778 369,45
Résultat budgétaire 2023	1 705 958,82	
Résultat budgétaire 2022 reporté	-2 856 571,22	
Résultat budgétaire cumulé 2023	-1 150 612,40	
Restes à réaliser 2023	4 180 391,30	5 001 006,09
Déficit budgétaire section d'investissement	**-329 997,61**	
Excédent budgétaire budget principal 2023	**3 486 098,76**	
Affectation en réserves (article 1068) :	**1 000 000,00**	
Excédent de fonctionnement reporté (002)	**2 816 096,37**	

Article 2 : Le Maire, la Directrice Générale des Services, le Trésorier, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité, notifié au Payeur et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 3 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-03-DE
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

COMMUNE : 109 GOURBEYRE

ARRONDISSEMENT : 97 BASSE-TERRE

TRÉSORERIE OU SGC : SGC CA GRAND SUD CARAIBE

N° 1259 COM (1)

TAUX
FDL
2024

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2024

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2024

Taxes	Bases d'imposition effectives 2023 1	Taux de référence 2024 2	Taux plafonds 2024 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2024 4	Produits référence (col. 4 x col. 2) 2024 5	Taux votés 2024 6	Produits attendus (col. 4 x col. 6) 2024 7
Taxe foncière bâtie (TFB)	**7 357 143**	**54,30**	**134,23**	**7 576 000**	**4 113 768**	54,30%	4 113 768
Taxe foncière non bâties (TFNB)	**62 058**	**60,00**	**179,19**	**64 300**	**38 580**	60%	38 580
Taxe d'habitation (TH)	**1 931 971**	**13,00**	**62,96**	**1 988 400**	**258 492**	13%	258 492
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		
					Total	**4 410 840**	

Taxe	Bases d'imposition effectives 2023	Taux de référence de TH 2024	Taux de majoration 2023	Bases d'imposition prévisionnelles 2024	Produit référence (col.4 x col.2 x col.3) 2024	Taux de majoration voté 2024	Produit attendu (col. 4 x col. 6 x taux TH voté 2024)
Majoration de taxe d'habitation (MTHS)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	

Aide au calcul des taux par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.

	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8 9	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10	
Taxe foncière bâties (TFB)	Produit total souhaité		Si l'un des taux déterminés de manière proportionnelle excède le taux plafond indiqué en colonne 3, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.
Taxe foncière non bâties (TFNB)			
Taxe d'habitation (TH)	**4 410 840** =		
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Produit total de référence (total colonne 5)		

Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2024, cochez la case ☐

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2024

	TVA	IFER / PYLÔNES	TASCOM	TAFNB	Allocations compensatrices	DCRTP	FNGIR	Effet du coefficient correcteur	Total 11
		0			**281 074**	**0**	**0**	**-1 200 314**	**- 919 240**

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2024

Produits attendus des ressources à taux voté (col. 7)	+	Produits attendus des ressources indépendantes des taux votés (col. 11)	=	Total prévisionnel au titre de la fiscalité directe locale 2024
4 410 840		**- 919 240**		3 491 600

À BASSE-TERRE
Le 11 MARS 2024
Pour la Direction des Finances publiques,
JEAN-YVES LE GALL
DIRECTEUR REG. DES FINANCES

Le
Pour la Préfecture,

Le 10/04/2024
Pour la Commune,

MAIRIE DE GOURBEYRE * POLE FONCTIONNEL

Feuillet à compléter et à retourner systématiquement à la Préfecture et au service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-DELLOMC20SS304-DE
Date de télétransmission : 10/04/2024
Date de réception préfecture : 10/04/2024

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

COMMUNE : 109 GOURBEYRE

ARRONDISSEMENT : 97 BASSE-TERRE

TRÉSORERIE OU SGC : SGC CA GRAND SUD CARAIBE

N° 1259 COM (2)

TAUX

FDL

2024

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2024

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS

Taxe foncière bâtie :	
a. Personnes de condition modeste	9 545
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte	80 074
c. Locaux industriels	81 990
d. Logements sociaux : exo de longue durée	0
Taxe foncière non bâtie	109 465
Taxe d'habitation :	
a. Dotation pour perte de THLV	
b. Mayotte	>>>
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire	>>>
b. Base minimum	
c. Locaux industriels	
d. Autres allocations	

2. BASES EXONÉRÉES

Taxe foncière bâtie :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi	1 187 554
Taxe foncière non bâtie :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi (terres agricoles)	31 199
c. Par la loi (autres)	158 794
Cotisation foncière des entreprises	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi	

3. BASES DE TAXE D'HABITATION

a. Résidences secondaires et assimilées	792 400
b. Logements vacants soumis à la THLV	1 196 000
c. Bases dégrevées hors locaux vacants	5 188
d. Bases dégrevées locaux vacants	12 136
e. Bases dégrevées majo THS	

4. PRODUITS PRÉVISIONNELS IFER ET PYLÔNES

a. Éoliennes et hydroliennes	
b. Centrales électriques	
c. Centrales photovoltaïques	
d. Centrales hydrauliques	
e. Centrales géothermiques	
f. Transformateurs électriques	
g. Stations radioélectriques	
h. Installations gazières et autres	
i. Taxe sur les pylônes	

5. RÉFORMES FISCALES

a. TVA prév. (compensation TH)	>>>
b. TVA prév. (comp. CVAE)	0
c. Coefficient correcteur	0,713922
d. Taux FB commune 2020	29,03
e. Taux FB département 2020	25,27

V – ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX

6.1. TAUX PLAFONDS

Taxes	Taux moyens communaux de 2023 au niveau : national (11)	Taux moyens communaux de 2023 au niveau : départemental (12)	Taux plafonds de 2024 (13)	Taux des EPCI de 2023 (14)	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2024 (col. 13 - col. 14) (15)
Taxe foncière bâtie (TFB)	39,42	54,92	137,30	3,07000	134,23
Taxe foncière non bâties (TFNB)	50,82	74,35	185,88	6,69000	179,19
Taxe d'habitation (TH)	24,45	29,90	74,75	11,79000	62,96
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>

6.2. DIMINUTION SANS LIEN : année antérieure à 2024 au titre de laquelle...

a. ...la diminution sans lien a été appliquée	>>>
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	>>>

6.3. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE TH

a. Tx moy.75% départemental	16,37
b. Taux maximum de la majo	1,09

6.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

Taux moyens pondérés des taxes foncières de 2023 au niveau :	
a. National	>>>
b. Communal	>>>
Taux maximum :	
a. Taux communal majoré à ne pas dépasser	>>>
b. Taux maximum de la majoration spéciale	>>>
Taux de CFE perçue en 2023 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique	24,98

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-M0024-53-04-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-04

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°4 PORTANT FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES FONCIERES SUR LE BATI ET NON BATI ET DE LA TAXE D'HABITATION POUR L'ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-04-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS :

Le vote des taux d'imposition de la fiscalité directe locale des Collectivités Territoriales, prévu à l'article 1639A bis du Code Général des Impôts (CGI), doit intervenir avant le 15 avril de chaque année ou le 30 avril, l'année de renouvellement des Conseils Municipaux.

Le Conseil municipal fixe donc chaque année le taux des taxes directes locales :

- Taxe d'habitation (sur les résidences secondaires),
- Taxe foncière sur les propriétés bâties,
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Pour mémoire, la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est effective depuis 2020 pour 80% des contribuables. La suppression a été progressive pour les 20% restants. Depuis le 1er janvier 2023, plus aucun contribuable ne paie la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Le projet de budget primitif 2024 ne réclamant pas la recherche de ressources fiscales complémentaires pour un vote en équilibre, il vous est donc proposé de maintenir les taux d'imposition de ces trois taxes (taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et taxe d'habitation sur les résidences secondaires).

Il est demandé au Conseil Municipal de voter les taux d'imposition 2024.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 16 de la Loi de Finances pour 2020 ;

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu l'article 1639A bis du Code Général des Impôts ;

Vu l'article 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants ainsi que l'article 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Vu l'état fiscal 1259 pour 2024 ;

Considérant qu'à compter de 2023, la Ville peut voter un taux de taxe d'habitation applicable aux logements vacants et aux résidences secondaires en référence à l'article 1636 B sexies du CGI ;

Considérant l'augmentation des bases d'imposition en 2024 ;

Considérant que la situation budgétaire de la Ville n'impose pas d'augmentation de taux en 2024 ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-04-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : De voter les taux d'imposition pour 2024 comme suit :

Taxe sur le foncier bâti :	54,30%
Taxe sur le foncier non bâti :	60,00%
Taxe d'habitation	13,00%

Article 2 : De préciser que le produit des impôts directs locaux sera imputé en recettes, à l'article 73111- Impôts directs locaux ou 73118- Autres contributions directes.

Article 3 : La présente délibération sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 4 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE * GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le 15 AVR. 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-04-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-04-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-05

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°5 PORTANT CONTRACTUALISATION D'UN PRET AUPRES DE LA BANQUE DES TERRITOIRES A HAUTEUR DE 2 000 000 EUROS

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-05-DE
Date de télétransmission : 19/04/2024
Date de réception préfecture : 19/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

La tempête tropicale FIONA a fortement impacté les infrastructures routières de Gourbeyre et occasionné des dégâts importants sur notre territoire communal.

Notre commune a obtenu deux arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle :

- Le 23 septembre 2022 pour les inondations, les coulées de boue et les crues puis,
- Le 24 avril 2023 pour les mouvements de terrain.

De nombreuses infrastructures de notre réseau routier communal demeurent difficilement praticables, impactant négativement le confort de vie et la sécurité de nombreux foyers gourbeyriens. Cela nécessite d'importants travaux de réhabilitation : travaux de confortement ou de reconstruction/renforcement de talus ou de berges, remise en état de murs de soutènement, de routes ou d'accotements.

Après le passage de l'évènement, le premier recensement des travaux de grosses réparations et de réhabilitation des voiries routières et des ouvrages d'art **a estimé le montant des travaux à près de 3 millions d'euros HT (voir délibération n°6 du 17 mai 2023).**

La réfection du talus de la Ravine l'Ilet ayant fait l'objet d'un transfert de maitrise d'ouvrage au Conseil départemental, il restait 13 autres opérations totalisant **2.308.381,59 euros HT** à financer. **La Ville n'a reçu, au titre du Fonds de Secours Outre-Mer, qu'une indemnisation de 673.780 euros.**

En novembre 2023, la commission Aménagement de notre collectivité a ciblé neuf (9) autres opérations jugées prioritaires pour un montant total estimé à **1.171.185,29 euros Hors Taxes**. Ces opérations ont obtenu **un financement BOP.123 de 856.000 euros.**

Le montant global des travaux de voiries routières post-FIONA est donc de 3.479.566,88 euros HT soit 3 775 330 euros TTC.

La Banque des Territoires propose un Prêt cohésion sociale « Catastrophe naturelle », permettant de financer toutes les infrastructures publiques (écoles, routes, ponts mais hors logement) situées sur le territoire d'une collectivité faisant l'objet d'un arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle publié au JORF. La collectivité, qui disposait d'un **délai de deux ans** à compter de la reconnaissance de catastrophe naturelle pour constituer son dossier, a sollicité l'organisme financier le 5 février 2024.

Le Conseil municipal est donc invité à se prononcer sur :

- L'approbation du recours à un emprunt auprès de la Banque des Territoires d'un montant de 2 000 000 Euros aux conditions indiquées ci-dessus ;
- L'autorisation donnée au Maire d'effectuer, sans autre délibération, les tirages et remboursements relatifs à l'emprunt, dans les conditions prévues au contrat ;
- L'autorisation donnée au Maire de signer tout document nécessaire à la contractualisation de cet emprunt.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-05-DE
Date de télétransmission : 19/04/2024
Date de réception préfecture : 19/04/2024

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Considérant la nécessité de recourir à l'emprunt pour financer les opérations de reconstruction des voiries et infrastructures endommagées par la tempête FIONA ;

Considérant la lettre d'intention du 23 février 2024 ;

Considérant l'offre commerciale du 25 mars 2024 ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : D'approuver le recours à un emprunt auprès de la Banque des Territoires d'un montant de 2 000 000 euros aux conditions indiquées ci-dessus.

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer tout document nécessaire à la contractualisation de cet emprunt.

Article 3 : D'autoriser le Maire à d'effectuer, sans autre délibération, les tirages et les remboursements relatifs à l'emprunt, dans les conditions prévues au contrat.

Article 4 : D'inscrire pour l'année 2024 en dépenses obligatoires à son budget primitif les sommes nécessaires au paiement des frais et intérêts relatifs à cet emprunt.

Article 5 : La présente délibération sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 6 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
REPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-05-DE
Date de télétransmission : 19/04/2024
Date de réception préfecture : 19/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 29
Nombre de membres présents : 18
Nombre de suffrages exprimés : 18
VOTES :
Pour : 13
Contre : 0
Abstentions : 5

Date de convocation : 22/03/2024

Présenté par (1), Monsieur Claude EDMOND, maire
A , le 05/04/2024 à Gourbeyre

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 05/04/2024 à Gourbeyre
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

A1 EDMOND Claude	
A2 NESTOR Willi	
A3 CIVIS Marguerite	
A4 D'ALEXIS Léïli	
A5 ERDAN-DESCOTEAUX Nicole	
A6 JOUYET Josy	
A7 MILEAU-GUIMBEAU Erique	
A8 DI RUGGIERO Patrick	
A9 MAMBOLE Corinne	
B1 BARGAS Marie-Lucie	
B2 DURIZOT-EYNAUD Françoise	
B3 DI RUGGIERO Nicole	
B4 VIGNAL Charles	
B5 BASSETTE Rosan	
B6 ZOU Jocelyn	
B7 POMPILIUS Anaïs	
B8 MANUEL Francette	
B9 DACALOR Fabienne	
C1 DARLY FRANTZ	
C2 CARLE Johan	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-06-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

C3 RYON Sophie	
C4 RAMASSAMY Robert	
C5 ADEMAR Luc	
C6 CALIFER George	
C7 ZENON Charles	
C8 EDOUARD Claude	
C9 THOMAS Fabienne	
D1 SAMUEL CESARUS Valérie	
D2 PLAISANT Roger	
Nom et prénom du signataire	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 17/04/2024 à Gourbeyre

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-06-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 29
Nombre de membres présents : 18
Nombre de suffrages exprimés : 18
VOTES :
Pour : 13
Contre : 0
Abstentions : 5

Date de convocation : 22/03/2024

Présenté par (1), Monsieur Claude EDMOND, maire
A , le 05/04/2024 à Gourbeyre

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 05/04/2024 à Gourbeyre
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

A1 EDMOND Claude	
A2 NESTOR Willi	
A3 CIVIS Marguerite	
A4 D'ALEXIS Léïli	
A5 ERDAN-DESCOTEAUX Nicole	
A6 JOUYET Josy	
A7 MILEAU-GUIMBEAU Erique	
A8 DI RUGGIERO Patrick	
A9 MAMBOLE Corinne	
B1 BARGAS Marie-Lucie	
B2 DURIZOT-EYNAUD Françoise	
B3 DI RUGGIERO Nicole	
B4 VIGNAL Charles	
B5 BASSETTE Rosan	
B6 ZOU Jocelyn	
B7 POMPILIUS Anaïs	
B8 MANUEL Francette	
B9 DACALOR Fabienne	
C1 DARLY FRANTZ	
C2 CARLE Johan	

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-6b-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

C3 RYON Sophie	
C4 RAMASSAMY Robert	
C5 ADEMAR Luc	
C6 CALIFER George	
C7 ZENON Charles	
C8 EDOUARD Claude	
C9 THOMAS Fabienne	
D1 SAMUEL CESARUS Valérie	
D2 PLAISANT Roger	
Nom et prénom du signataire	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 17/04/2024 à Gourbeyre

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-6b-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-06

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°6 PORTANT EXAMEN ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF DU BUDGET PRINCIPAL ET DU BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT – EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-06-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

Préparé par l'exécutif local et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité, le budget primitif est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

C'est le premier acte du cycle budgétaire annuel. Il doit prévoir, de manière sincère, les dépenses et recettes de l'année et être voté avant le 15 avril, sauf cas particuliers.

Il se décompose en un budget principal soumis à l'instruction comptable M57.

Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété par des décisions budgétaires appelées décisions modificatives en cours d'exécution par l'assemblée délibérante.

Les résultats de l'exécution des prévisions sont retracés au sein du compte financier unique, voté au plus tard le 30 juin suivant la clôture de l'exercice.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article 2121-29, les articles L.2312-1 et suivants relatifs à la présentation du budget ;

Vu l'instruction budgétaire comptable M57 ;

Vu la délibération N° D/LL2024-S02-05 du 13 mars 2024 prenant acte du débat d'orientations budgétaires 2024 ;

Vu la délibération n°D/LL/MC24-S03-02 du 5 avril 2024 portant adoption du compte financier unique du budget principal de l'exercice budgétaire 2023 ;

Vu la délibération n°D/LL/MC24-S03-02b du 5 avril 2024 portant adoption du compte financier unique du budget annexe de l'exercice budgétaire 2023 ;

Vu le projet de budget primitif pour l'exercice 2024 (budget principal et budget annexe) ;

Vu la maquette budgétaire du budget primitif 2024 de la Ville ;

Considérant que le budget primitif 2024 sera voté par nature et par chapitre globalisé ;

Considérant qu'au regard de la nomenclature M57, le calcul de l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisation est désormais au prorata temporis ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Considérant que le budget primitif 2024 de la Ville de Gourbeyre est en équilibre réel et sincère en dépenses et en recettes ;

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-06-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A la majorité,

Abstentions (6) : M. ADEMAR Luc, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, M. PLAISANT Roger.

DECIDE

Article 1 : D'adopter le budget primitif relatif au budget principal de la Ville, voté par nature et par chapitre et dont les grandes masses sont :

Section de fonctionnement : 14 375 472,21€

Dépenses de fonctionnement	
Chapitre budgétaire	**Crédits budgétaires 2024**
011 Charges à caractère générale	2 983 472,21
012 Charges de personnel	6 550 000,00
65 Autres charges de gestion courante	3 400 000,00
66 Charges financières	42 000,00
014 Atténuation de produits	
042 Opérations d'ordre	400 000,00
023 virement section investissement	1 000 000,00
Total dépenses fonctionnement	**14 375 472,21**

Recettes de fonctionnement	
Chapitre budgétaire	**Recettes fonctionnement 2024**
013 : Atténuation de charges	1 000,00
70 : Produits services, domaines, ventes	94 615,00
73 : Impôts et taxes	9 237 760,84
74 : Dotation	2 200 000,00
75 : Autres produits	26 000,00
002-Résultat reporté	2 816 096,37
Total recettes fonctionnement	**14 375 472,21**

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-06-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

- **Section d'Investissement : 8 895 821 €**

DEPENSES :

Dépenses d'investissement	Crédits budgétaires 2024	Restes à réaliser	Total
13-Dépenses investissement		900 000,00	
16 : Emprunt	164 817,30	104 625,98	269 443,28
20 : Immobilisations incorporelles	900 000,00	53 757,79	953 757,79
21 : Immobilisations corporelles	800 000,00	127 430,96	927 430,96
22-Immobilisations reçues en affectation		17 788,58	
23 : Immobilisations en cours	1 700 000,00	2 943 896,25	4 643 896,25
27-Autres immobilisations financières		32 891,74	
001-solde exécution 2023	1 150 612,40		
Total dépenses d'investissement	**4 715 429,70**	**4 180 391,30**	**8 895 821,00**

RECETTES :

Dépenses d'investissement	Crédits budgétaires 2024	Restes à réaliser	Total
13-Dépenses investissement		900 000,00	
16 : Emprunt	164 817,30	104 625,98	269 443,28
20 : Immobilisations incorporelles	900 000,00	53 757,79	953 757,79
21 : Immobilisations corporelles	800 000,00	127 430,96	927 430,96
22-Immobilisations reçues en affectation		17 788,58	
23 : Immobilisations en cours	1 700 000,00	2 943 896,25	4 643 896,25
27-Autres immobilisations financières		32 891,74	
001-solde exécution 2023	1 150 612,40		
Total dépenses d'investissement	4 715 429,70	4 180 391,30	8 895 821,00

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-06-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

Article 2 : D'adopter le budget Primitif du budget annexe, voté par nature et chapitre, conformément au tableau suivant :

Section fonctionnement	**Dépenses fonctionnement**	**Recettes fonctionnement**
Crédits fonctionnement 2024		29 733,52
Résultat fonctionnement 2023		**20 315,54**
Total section fonctionnement		**50 049,46**
Section investissement	**Dépenses investissement**	**Recettes investissement**
Crédits investissement 2024 (y compris compte 1068)		158 552,46
Solde d'exécution reporté 2023		
Restes à réaliser investissement 2023		
Total section investissement		**158 552,46**
Total budget 2024		**208 601,92**

Article 3 : D'autoriser Monsieur le maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Le Maire, la Directrice Générale des Services, le Trésorier, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité, notifié au Payeur et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 5 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Le Maire,

MAIRIE DE COURBARIL GUADELOUPE

M. Rosan BASSETTE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-LL-MC24-S3-06-BF
Date de télétransmission : 17/04/2024
Date de réception préfecture : 17/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°7 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA CAISSE DES ECOLES (CDE) – EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-07-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

La Municipalité souhaite soutenir financièrement la Caisse des Écoles (CDE) pour participer au bon fonctionnement de cet établissement public administratif et en lui permettant de développer de nouveaux projets.

En effet, la CDE est chargée de mener des actions en faveur des scolaires et notamment la gestion du service de restauration.

Monsieur le Maire, expose à l'Assemblée qu'il convient de délibérer sur le montant de la subvention à allouer à la CDE pour l'exercice 2024.

Il propose de la fixer à **2 486 618 euros** et demande au Conseil Municipal de se prononcer sur son attribution.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 2121-29 Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de budget pour l'année 2024 ;

Considérant que la Caisse des Écoles (CDE) est un établissement public administratif de la Ville chargé de mener des actions en faveur des scolaires et notamment la gestion du service de restauration ;

Considérant qu'en raison du transfert du personnel de la Ville vers la Caisse des Ecoles, il convient d'augmenter de 400 000 euros la subvention sur l'exercice 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de garantir son bon fonctionnement ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Monsieur le Maire, expose à l'Assemblée qu'il convient de délibérer sur le montant de la subvention à allouer à la Caisse des Écoles pour l'exercice 2024.

Il propose de la fixer à **2 486 618 euros**.

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-07-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

DECIDE

Article 1 : D'octroyer une subvention de **2 486 618 euros** à la Caisse des Écoles pour son fonctionnement au titre de l'exercice 2024.

Article 2 : Précise que cette subvention sera imputée au chapitre 65 - Article 657361.

Article 3 : Le Maire, la Directrice Générale des Services, le Trésorier, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité, notifié au Payeur et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 4 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-07-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-08

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°8 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) – EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-08-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

La Municipalité souhaite soutenir financièrement le CCAS pour favoriser l'action sociale sur le territoire, participer au bon fonctionnement de cet établissement public tout en lui permettant de remplir de nouvelles missions.

Il convient de délibérer sur le montant de la subvention à allouer au Centre communal d'action sociale pour l'exercice 2024.

Monsieur le Maire propose de la fixer à **200 000 €** et demande au Conseil Municipal de se prononcer sur son attribution.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux attributions du Conseil Municipal ;

Vu que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L 123-4 à L 123-9 du Code de l'action sociale et des familles, qui précise les attributions de cet établissement public ;

Vu le projet de budget pour l'année 2024 ;

Considérant que le CCAS est un établissement public administratif de la Ville chargé de mettre en œuvre l'action sociale municipale ;

Considérant qu'il est nécessaire de garantir son bon fonctionnement ;

Considérant que le budget du CCAS est composé en majeure partie d'une subvention communale ;

Considérant que le CCAS doit faire face à toutes ses dépenses obligatoires notamment les salaires et pour couvrir les dépenses de fonctionnement et d'investissement ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-08-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Article 1 : D'octroyer une subvention de **200 000 €** au Centre communal d'action sociale pour son fonctionnement au titre de l'exercice 2024.

Article 2 : Précise que cette subvention sera imputée au chapitre 65 - Article 657362.

Article 3 : Le Maire, la Directrice Générale des Services, le Trésorier, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité, notifié au Payeur et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 4 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-08-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-09

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°9 PORTANT SUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE POUR LANCER LA CONSULTATION ET SIGNER LES MARCHÉS

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-09-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre d'une démarche cohérente d'entretien des espaces verts, le Conseil municipal a autorisé le Maire, par délibération n° 2022-S2-24 du 14 avril 2022, à signer les marchés avec **l'entreprise SAS GUI SERVICES** pour cette opération allotie en 2 lots pour une durée de deux ans, renouvelable une fois :

- **Lot 1 : SECTEUR 1** : Palmiste, Bourg, Valkanaers, Grande Savane et Dos d'Ane pour un montant de 115 374,50 € HT ;
- **Lot 2 : SECTEUR 2** : Champfleury, Gros Morne Dolé, Dolé, Saint Charles et Blanchet pour un montant de 163 231,00 € HT.

Le secteur de Rivière-Sens fait l'objet d'une prestation d'entretien en régie, assurée par les services techniques de la Ville.

La Ville, non satisfaite de la prestation assurée par l'entreprise attributaire, a entamé une démarche de conciliation (réunions, mise en demeure par courrier recommandé) avant de se résoudre à ne pas renouveler ce marché au-delà du 9 mai 2024.

Il est proposé au Conseil municipal de lancer une nouvelle consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour les prestations d'entretien des espaces verts allotie en deux lots géographiquement identifiés et de l'autoriser également à signer les marchés.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 ;

Vu la délibération du 14 avril 2022, REF.D/LL/2022-S2-24 autorisant la signature du marché de prestations d'entretien des espaces verts ;

Considérant la démarche cohérente d'entretien des espaces verts à assurer par la Ville pour le bien-être de ses administrés ;

Considérant que la Ville n'est pas satisfaite de la prestation de l'entreprise SAS GUI SERVICES avec laquelle elle est engagée jusqu'au 09 mai 2024 ;

Considérant le courrier de non-renouvellement notifié à l'entreprise SAS GUI SERVICES le 21 février 2024 ;

Considérant que pour la mise en place de cette opération, il est nécessaire de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ouvert ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-09-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : **D'approuver** le recours à une nouvelle procédure d'appel d'offres ouvert pour l'entretien des espaces verts sur le territoire de la Ville, allotie en deux lots géographiquement identifiés pour une durée de 2 ans, renouvelable une fois.

Article 2 : **D'autoriser** le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision relative aux éventuels avenants.

Article 3 : **Dit** que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2024, Chapitre 011, Article 61521, Fonction 845.

Article 4 : La présente délibération sera transmise au Préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 5 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE LE GOSIER
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-09-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-10

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°10 AUTORISANT UNE DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE FINANCEMENT D'ECO-COMPTEURS SUR LES SENTIERS DE RANDONNÉES DES MONTS CARAÏBES

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-10-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

A travers le Plan de Gestion des Monts Caraïbes, la ville de Gourbeyre a manifesté son intérêt pour développer les activités écotouristiques sur le site des Monts Caraïbes. Des activités écotouristiques attractives existent déjà sur le site notamment grâce aux nombreux sentiers de randonnées pédestres et VTT. Cependant, le diagnostic réalisé dans le cadre du plan de gestion a mis en évidence un manque de données quant à la fréquentation réelle du site.

Le suivi sera fait à l'aide d'éco-compteurs installés à l'entrée des sentiers de randonnées. Six traces de randonnées sont concernées par ce projet : la piste VTT de Bisdary, la Petite Boucle du Houëlmont, la Grande Boucle du Houëlmont, Morne Cadet/Vent soufflé, Morne Cadet/Saint Jean Bosco et la Grande Boucle des Monts Caraïbes.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :

- d'adopter le plan de financement ci-après

- de l'autoriser à faire la demande de subvention correspondante auprès du Conseil départemental :

DEPENSES		RECETTES		
Coût prévisionnel de l'opération	22 730,00 €	Subvention du Conseil Départemental	80%	18 184,00 €
		Autofinancement	20%	4 546,00 €
TOTAL	**22 730,00 €**	**TOTAL**	**100%**	**22 730,00 €**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

Vu la Stratégie Nationale Biodiversité 2030 (SNB) qui traduit l'engagement de la France au titre de la convention sur la diversité biologique ;

Considérant le renouvellement de la reconnaissance Territoire Engagé pour la Nature (TEN) obtenue par la collectivité en 2023 pour ses bonnes pratiques en matière de protection et valorisation de l'environnement ;

Considérant que le projet s'inscrit dans :

- Le plan de gestion des Monts Caraïbes initié en 2019,
- La convention d'application de la charte de territoire du Parc National de la Guadeloupe (PNG) de 2020,
- Le plan d'action qui a permis le renouvellement de la reconnaissance Territoire Engagé pour la Nature en 2023,

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-10-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Considérant l'intérêt d'équiper les sites du territoire de dispositifs de comptage des visiteurs en termes de gestion de ces espaces naturels et de préservation de l'environnement ;

Considérant l'intérêt financier et technique pour la Ville de réaliser cette demande de subvention ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : **D'approuver** le projet d'acquisition de dispositifs de comptage pour mesurer la fréquentation des sentiers de randonnée des Monts Caraïbes **et d'adopter** le plan de financement ci-après :

DEPENSES		RECETTES		
Coût prévisionnel de l'opération	22 730,00 €	Subvention du Conseil Départemental	80%	18 184,00 €
		Autofinancement	20%	4 546,00 €
TOTAL	**22 730,00 €**	**TOTAL**	**100%**	**22 730,00 €**

Article 2 : **D'autoriser** le Maire à faire une demande de subvention au Conseil Départemental de la Guadeloupe pour le financement d'éco-compteurs sur les sentiers de randonnées des Monts Caraïbes ; à signer tout acte et marchés afférents à l'opération.

Article 3 : La présente délibération sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 4 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Rosan BASSETTE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-10-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Eco-Compteur
4, rue Charles Bourseul
22300 LANNION

Contact : Guillaume Huon
Courriel : guillaume.huon@eco-compteur.com
Tél : (+33) 2 96 48 48 81

Code client :

Numéro devis : Q-55143

DEVIS

Client

Ville de Gourbeyre
Rue Louis Philippe Longueteau
97113 GOURBEYRE

Contact : Félicie BENJAMIN

Adresse de livraison si différent

Objet : 6 Pyro Evo sans direction -- Ville de Gourbeyre

Date : 17/01/2024

Code	Description	Prix unitaire	Qte	Prix
PYRO Evo			**6**	**15 030,00 €**
SYSTEME	Compteur PYRO Evo - Sans direction - M (Moyenne portée) - Activé	2 275,00 €	6	13 650,00 €
2261	Poteau Bois PYRO Evo	230,00 €	6	1 380,00 €
Transport			**1**	**5 900,00 €**
1008	Transport et taxes d'importation compris	5 900,00 €	1	5 900,00 €

Service

Code	Description	Prix unitaire	Qte	Prix
2611	Offre ESSENTIEL - Logiciel Eco-Visio de gestion et d'analyse de données incluant service Alerte, stockage et protection des données (1 an)	300,00 €	6	1 800,00 €

Livraison matériel: 4 semaines
Paiement par virement à 30 jours date de facture
Garantie: 2 ans selon conditions générales de vente
Les prix peuvent changer sans préavis
Prix HT en Euro valable 3 mois à compter de la date d'émission. Prix Franco de port en France Métropolitaine
L'acceptation de ce devis vaut acceptation des conditions générales de vente figurant au verso.

Total HT	**22 730,00 €**
TVA 0%	
Total TTC	**22 730,00 €**

CHORUS PRO Cadre réservé à l'administration publique

Codes nécessaires au dépôt de nos factures

N° de Siret	
Code service	N° d'engagement

Date et signature pour validation

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Les présentes conditions générales sont applicables à la vente de biens (matériels et logiciels) commercialisés par ECO-COMPTEUR auprès de tout acheteur professionnel. Afin d'éviter toute confusion, les présentes conditions générales ne sont pas applicables à un acheteur consommateur au sens du Code de la consommation.
Les présentes conditions sont rédigées en français dans leur version originale qui, seule, fait foi et prévaut sur toute autre version.
Les présentes conditions générales sont systématiquement adressées ou remises à l'acheteur avant toute passation de commande.
En conséquence, le fait de passer commande auprès de ECO-COMPTEUR implique l'adhésion entière et sans réserve de l'acheteur aux présentes conditions générales de vente ainsi qu'à toutes conditions générales de vente qui s'appliqueront ultérieurement et aux tarifs de ECO-COMPTEUR en vigueur au jour de la date de commande et ce, nonobstant toutes clauses contraires pouvant figurer sur tous types de documents émanant de l'acheteur.
Les conventions dérogatoires ou particulières ne sauraient prévaloir sur les présentes conditions à défaut d'acceptation expresse et écrite de ECO-COMPTEUR. Toutes clauses contraires émanant, entre autres, des conditions générales d'achat, des conditions générales de livraison et des conditions de référencement des acheteurs sont réputées inopposables.
Le fait que ECO-COMPTEUR ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des clauses des présentes conditions générales de vente ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque des clauses desdites conditions.
Les textes et photos figurant sur les catalogues, documentations commerciales et le site internet de ECO-COMPTEUR ne sont pas contractuels, les produits présentés pouvant subir toutes modifications jugées utiles par ECO-COMPTEUR.
Les présentes conditions peuvent être modifiées à tout moment par ECO-COMPTEUR. Les conditions générales de vente applicables au contrat sont celles en vigueur au jour de l'acceptation par l'acheteur.

1. PRODUITS, COMMANDES, TARIF

1.1 Produits
ECO-COMPTEUR propose ses produits aux acheteurs potentiels par l'intermédiaire de sa force de vente, ses brochures et catalogues ou par son système informatique.
ECO-COMPTEUR peut à tout moment modifier les références et caractéristiques des produits proposés à la vente.
1.2 Commandes
Toute vente n'est parfaite qu'à compter de l'acceptation expresse et par écrit de la commande de l'acheteur, par ECO-COMPTEUR, étant précisé qu'ECO-COMPTEUR pourra refuser la commande notamment dans les cas suivants :

- commande anormalement élevée par rapport aux volumes habituellement commandés par l'acheteur, revente à perte ou toute autre pratique déloyale,
- non-paiement par l'acheteur d'une précédente commande,
- le cas échéant, non-respect par l'acheteur du territoire confié à lui par ECO-COMPTEUR aux termes d'un contrat de distribution,

Par « commande », il faut entendre tout ordre portant sur les produits commercialisés par ECO-COMPTEUR et figurant sur la grille tarifaire en vigueur à la date de signature, et accepté par ECO-COMPTEUR, le cas échéant accompagné du paiement de l'acompte éventuellement prévu sur le bon de commande.
Toute modification de la composition ou du volume d'une commande ou annulation de commande demandée par l'acheteur ne peut être prise en considération que si elle est parvenue par écrit à ECO-COMPTEUR et a été acceptée par écrit par ECO-COMPTEUR.
En cas de modification de la commande par l'acheteur, ECO-COMPTEUR sera délié des délais convenus pour son exécution.
1.3 Rétractation
L'acheteur étant un professionnel achetant dans le cadre et pour les besoins de sa profession, il n'y a pas lieu d'appliquer le droit de rétractation prévu par le code de la consommation, sous la réserve ci-après.
Conformément à l'article L221.3 du Code de la consommation, tout acheteur professionnel dont le nombre de salariés est inférieur à 5 bénéficie d'un délai de 14 jours de rétractation de tout contrat conclu hors établissement au sens de l'article L221-1 I. 2° du Code de la consommation (à l'exclusion des contrats conclus à distance), dès lors que l'objet du contrat n'entre pas dans le champ de l'activité principale de ce Client. Conformément aux dispositions du code de la consommation, l'acheteur dispose d'un délai de 14 jour ouvrable à compter de la date de livraison de sa commande, pour retourner tout produit ne lui convenant pas et demander l'échange ou le remboursement sans pénalité, à l'exception des frais de retour qui restent à la charge de l'acheteur.
Les retours sont à effectuer dans leur état d'origine et complets (emballage, accessoires, notice...), accompagnés de la facture d'achat.
Les produits endommagés, salis ou incomplets ne sont pas repris.
L'acheteur peut utiliser le formulaire joint à la commande lors de la livraison, ou tout autre mode de déclaration de rétractation dès lors qu'il est dénué d'ambiguïté et exprime la volonté de l'acheteur de se rétracter.
En cas d'exercice du droit de rétractation dans le délai susvisé, sont remboursés le prix du ou des produit(s) acheté(s) et les frais de livraison sont remboursés.
Les frais de retour sont à la charge de l'acheteur.
1.4 Tarif
Les tarifs des produits sont modifiables sans préavis. Toute modification tarifaire sera automatiquement applicable à la date indiquée sur le nouveau tarif.
La facturation est établie sur la base du tarif en vigueur au jour de la passation de la commande.
Les prix s'entendent nets et hors taxes. Des frais de port et d'emballage peuvent être facturés en sus du prix des produits.
Tous impôts, taxes, droits ou autres prestations à payer en application de la législation française ou de celle d'un pays importateur ou d'un pays de transit sont à la charge de l'acheteur.
Une facture est établie pour chaque livraison et délivrée à l'acheteur au moment de celle-ci.

2. LIVRAISONS

Les délais de livraison sont fonction des disponibilités et n'ont qu'un caractère purement indicatif.
ECO-COMPTEUR est autorisée à procéder à des livraisons de façon partielle.
Les produits sont livrables au(x) lieu(x) convenu(s) avec l'acheteur. Conformément à l'article L 132-7 du Code de commerce et quelles que soient les conditions de transport et les modalités de règlement de prix, les marchandises voyagent aux risques et périls de ECO-COMPTEUR.
Les dépassements de délai de livraison ne peuvent donner lieu à dommages-intérêts, à retenue ni à annulation des commandes en cours.
Aucune réclamation ne sera admise si elle n'est pas formulée dans un délai de 7 jours, non compris les jours fériés, après réception des produits et si le destinataire n'a pas rempli ses obligations de réception, en particulier en ce qui concerne la notification de réserves légales aux transporteurs. La réclamation devra comporter toutes les justifications quant à la réalité des vices ou manquements apparents ainsi que les informations permettant à ECO-COMPTEUR d'établir le lien avec la facturation.
Les frais de retour ne sont à la charge d'ECO-COMPTEUR que dans le cas où un vice apparent est effectivement constaté par ECO-COMPTEUR.
Lorsqu'après contrôle un vice apparent ou un manquant est effectivement constaté ECO-COMPTEUR, l'acheteur ne pourra demander à ECO-COMPTEUR que le remplacement des articles non conformes et/ou le complément à apporter pour combler les manquants, aux frais d'ECO-COMPTEUR et sans que l'acheteur puisse prétendre à une quelconque indemnité ou à la résolution de la commande.
La réception sans réserve des produits commandés par l'acheteur couvre tout vice apparent et/ou manquant.
ECO-COMPTEUR s'efforce de respecter le délai de livraison indiqué à l'acceptation de la commande, en fonction du délai logistique de référence dans la profession, et à exécuter les commandes, sauf cas de force majeure.
A ce titre, sont considérés comme cas de force majeure tous les événements que la Loi et les Tribunaux reconnaissent comme tels ainsi que tous les événements contractuellement assimilés, ce que l'acheteur reconnait et accepte, à un cas de force majeure, tels que : incendie, arrêt de travail quelconque intervenu chez ECO-COMPTEUR ou l'un quelconque de ses fournisseurs ou sous-traitants, lock-out, inondation, épidémie, guerre, réquisition, grève, ouragan, tornade, tremblement de terre, révolution, fait du prince, vol de tout ou partie du matériel, gel, manque de matière première ou composant, inexécution ou exécution fautive ou tardive d'un fournisseur d'ECO-COMPTEUR, accident d'outillage, manque de combustible ou d'énergie électrique, interruption ou retard dans les transports, avarie de transport, dysfonctionnement d'internet ou des réseaux téléphoniques, mise hors service temporaire de machine ou d'outillage nécessaire à l'exécution des commandes dans les locaux de ECO-COMPTEUR, ceux de ses fournisseurs ou sous-traitants, ainsi qu'en cas de survenance de toute circonstance ou événement extérieur à la volonté de ECO-COMPTEUR intervenant postérieurement à la conclusion du contrat et en empêchant l'exécution dans des conditions normales par ECO-COMPTEUR.
ECO-COMPTEUR informera l'acheteur en temps opportun de la survenance de l'un des événements ci-dessus énumérés, et s'efforcera d'en effacer les effets dans les meilleurs délais.
Toutefois, si l'exécution d'une commande paraît à ECO-COMPTEUR définitivement compromise en raison des événements susvisés, ECO-COMPTEUR sera en droit d'annuler purement et simplement celle-ci sans que sa responsabilité soit engagée.

3. PAIEMENT DES FACTURES

Sauf stipulation contraire du devis, le paiement des factures doit être effectué par virement dans un délai maximum de 30 jours suivant la date de la facture. Le respect de ce délai implique la prise en compte du délai de mise à disposition des fonds afférant à ce mode de paiement. Les frais de virement sont supportés par l'acheteur. Tout règlement intervenant après la date de paiement figurant sur la facture et celle résultant des présentes conditions générales donnera lieu, sans mise en demeure préalable, au versement, à compter du jour de l'échéance, de pénalités de retard calculées sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal à compter du jour suivant la date de règlement telle que déterminée en fonction du délai précité et jusqu'à la date de paiement effectif, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros par facture payée en retard conformément à l'article L 441-6 du code de commerce. Si les frais de recouvrement exposés sont plus importants, une indemnité complémentaire pourra être demandée sur justificatifs.
ECO-COMPTEUR pourra également, en cas d'incident de paiement ou de défaut de paiement par l'acheteur, résoudre le contrat dans les conditions de l'article 9 ci-dessous. ECO-COMPTEUR pourra à son gré considérer ces commandes comme suspendues ou annulées jusqu'au complet règlement de ses créances, par l'acheteur.
En aucun cas, les paiements ne peuvent être suspendus ou faire l'objet d'une quelconque compensation, sans l'accord préalable et écrit de ECO-COMPTEUR.
Toute diminution du crédit de l'acheteur pourra justifier l'exigence de garanties ou d'un règlement comptant avant l'exécution des commandes reçues.
De même, ECO-COMPTEUR se réserve le droit à tout moment, en fonction des risques encourus, de fixer un plafond à l'encours des dettes des acheteurs. Ce sera notamment le cas en cas de modification dans la personne des dirigeants ou dans la forme de la société ou si une cession ou une location, mise en nantissement ou apport de son fonds de commerce, est susceptible d'avoir un effet défavorable sur le crédit de l'acheteur.

4. LITIGES SUR FACTURES

Toute facture non contestée dans un délai maximum de 6 mois suivant son émission est considérée comme définitivement acceptée et ne peut donner lieu à une quelconque demande de remboursement ou compensation.

5. CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

LE TRANSFERT DE PROPRIETE DES PRODUITS DE ECO-COMPTEUR EST SUBORDONNE AU PAIEMENT INTEGRAL DU PRIX EN PRINCIPAL ET ACCESSOIRES A L'ECHEANCE PAR L'ACHETEUR.
Dans le cas où le paiement n'interviendrait pas dans le délai prévu, ou n'interviendrait que partiellement, ECO-COMPTEUR se réserve le droit de reprendre les produits livrés.
En cas de revendication, les produits retrouvés seront réputés les derniers facturés et seront donc repris à concurrence des factures impayées.
Nonobstant la date de transfert de propriété, le transfert des risques de perte et de détérioration des produits sera réalisé dès livraison et réception des produits par l'acheteur. Par conséquent, celui-ci devra veiller à la préservation desdits produits, et les assurer suffisamment contre tous risques de perte, destruction et vol. L'acheteur cède d'ores et déjà à ECO-COMPTEUR toutes les créances correspondantes sur sa compagnie d'assurances, et l'indemnité d'assurance, acquise de droit à ECO-COMPTEUR, viendra en déduction de la fraction du prix restant dû.
L'acheteur restera en tout état de cause tenu du paiement de la totalité du prix envers ECO-COMPTEUR.

6. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

L'acheteur ne dispose d'aucun droit de propriété intellectuelle et/ou industrielle (marques, modèles, brevets, droits d'auteur…) sur les produits, le matériel, les documents publicitaires ou de présentation, les emballages des produits d'ECO-COMPTEUR.
ECO-COMPTEUR demeure propriétaire exclusif de ces droits.
Les éléments logiciels ou immatériels incorporés aux produits de ECO-COMPTEUR ne sont pas cédés à l'acheteur et demeurent la pleine et entière propriété de ECO-COMPTEUR, ce que l'acheteur reconnaît et accepte. Il en va de même de tout signe distinctif éventuel (marque, logo, etc.) reproduit sur un matériel vendu par ECO-COMPTEUR.
A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans le contrat de licence fourni avec un produit logiciel, ECO-COMPTEUR consent uniquement à l'acheteur, en contrepartie du paiement du prix, et sur ces éléments logiciels, un droit d'utilisation personnel, non exclusif, valable pour la durée d'utilisation des produits correspondants, strictement limité aux fins et besoins de cette seule utilisation, et non cessible, sauf au cessionnaire éventuel desdites produits. L'acheteur est uniquement autorisé à installer le logiciel en version exécutable, à l'utiliser aux fins auxquelles il est destiné et à reproduire la documentation qui sera remise par ECO-COMPTEUR. L'acheteur ne bénéficie d'aucun droit d'accès au code source des logiciels.
En conséquence, l'acheteur s'interdit de reproduire de façon permanente ou provisoire lesdits logiciels, en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme, de procéder à tout autre type d'utilisation ou d'exploitation que celui aux fins desquelles ils sont destinés, de les remettre à un tiers à quelque titre que ce soit, de procéder à toute décompilation, désassemblage, ni réaliser d'opération d'ingénierie inverse, de traduire, d'adapter, d'arranger ou de modifier les logiciels, de les exporter, de les fusionner avec d'autres, d'en corriger les erreurs, sans préjudice des dispositions de l'article L122-6-1 du Code de la propriété Intellectuelle, III et IV.

7. REFERENCES COMMERCIALES

ECO-COMPTEUR pourra se prévaloir, à titre de référence commerciale, sur ses publicités, brochures, affiches, dépliants, documents commerciaux, plaquettes, publications diverses, et sur tous supports promotionnels, ainsi que lors de salons, colloques, des produits fournis à l'acheteur.
L'acheteur autorise ECO-COMPTEUR à citer son nom ainsi qu'à reproduire son logo sur lesdits supports, aux fins exclusives prévues au présent article.

8. GARANTIE

Tout vice apparent est couvert par la réception sans réserve par l'acheteur des produits d'ECO-COMPTEUR conformément à l'article 2 ci-dessus.
ECO-COMPTEUR garantit les produits livrés contre tout défaut de matériau, de composant et de fabrication non apparent pendant une période de deux ans à compter de leur réception par l'acheteur, conformément aux articles 1641 et suivants du code civil.
A ce titre, si au cours de la période de garantie, l'acheteur constate une anomalie sur le produit, l'acheteur en informera sans délai ECO-COMPTEUR par lettre recommandée avec accusé de réception afin de vérifier qu'une mauvaise installation n'est pas en cause. Le cas échéant, à sa discrétion, ECO-COMPTEUR pourra dépêcher sur place un membre de son personnel afin de vérifier in situ la conformité de l'installation du produit. Faute pour l'acheteur de permettre à ECO-COMPTEUR d'accéder au produit in situ, ECO-COMPTEUR pourra refuser sa garantie.
Si, cette première vérification effectuée, le produit s'avère être défectueux aux termes d'une utilisation normale, suite à des défauts de matériau, composant et/ou de fabrication, ECO-COMPTEUR pourra, à son seul choix, soit procéder à la réparation, soit au remplacement du produit conformément aux conditions détaillées ci-dessous.
Les pièces réparées ou le produit de remplacement bénéficieront d'une nouvelle garantie de deux ans.
La garantie de ECO-COMPTEUR ne couvre pas les dysfonctionnements résultant notamment :

- d'une installation non conforme aux instructions données par le guide d'implantation du produit (par exemple, l'exposition aux rayonnements directs du soleil pour le modèle pyroélectrique),
- d'un sinistre (incendie, dégât des eaux, foudre, tempête, etc.), d'un acte de vandalisme, de l'action d'un animal ou d'une mauvaise utilisation ou manipulation du produit,
- d'une détérioration du produit liée au passage d'un véhicule ou engin si le produit ou son installation n'a pas été prévu à cet effet,
- d'une modification apportée au produit ou d'une intervention sur le produit effectuée par toute personne non agréée par ECO-COMPTEUR,
- d'un mauvais entretien du produit.

La garantie de ECO-COMPTEUR est limitée à la réparation ou au remplacement du produit défectueux. ECO-COMPTEUR ne pourra donc en aucun cas être tenu responsable et ne pourra se voir réclamer des dommages et intérêts en cas de perte de données ou fausses données résultant ou non d'un problème de fonctionnement du produit, de dommages matériels ou immatériels causés directement ou indirectement par le produit à un utilisateur, au personnel exploitant le produit ou plus généralement au public.

9. SERVICE APRES-VENTE

ECO-COMPTEUR propose à l'acheteur une prestation séparée de service après-vente de réparation des produits présentant des défectuosités qui ne relèvent pas des garanties légales de conformité ou des vices cachés.
Dans ce cas, l'acheteur peut adresser le produit concerné au siège social d'ECO-COMPTEUR qui procèdera à l'analyse du produit et adressera un devis à l'acheteur pour la prestation de réparation du produit concerné, sous réserve de la faisabilité technique de la réparation.
La prestation de réparation fait l'objet d'un accord exprès entre ECO-COMPTEUR et l'acheteur.
Sauf accord contraire entre l'acheteur et ECO-COMPTEUR, les frais d'envoi sont à la charge de l'acheteur et les frais de retour sont à la charge d'ECO-COMPTEUR .
Sauf indication contraire figurant dans le devis, ECO-COMPTEUR fera ses meilleurs efforts pour procéder à la réparation du produit dans un délai de huit jours ouvrés à compter de la réception par ECO-COMPTEUR du devis signé par l'acheteur.

10. RESOLUTION

ECO-COMPTEUR bénéficie d'une faculté de résolution unilatérale de plein droit du contrat en cas d'inexécution par l'acheteur de son obligation de paiement des sommes dues à leur échéance, conformément aux factures qui lui sont adressées.
La résolution prendra effet 30 jours calendaires après mise en demeure adressée à l'acheteur, faute pour celui-ci de s'être parfaitement et totalement exécuté dans le délai.
Cette mise en demeure s'opère par lettre recommandée avec avis de réception mentionnant le présent article.
Cette faculté de résolution est sans préjudice de l'application de la clause de réserve de propriété stipulée à l'article 5 ci-dessus.
Par ailleurs, en cas de mise en jeu de la faculté de résolution unilatérale dans les conditions définies au présent article et à titre d'indemnité, ECO-COMPTEUR est en droit de conserver les sommes déjà perçues de l'acheteur.

11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

11.1 Stipulations générales
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, ECO-COMPTEUR et l'acheteur s'engagent au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et en particulier du règlement UE 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, applicable à compter du 25 Mai 2018 (ci-après désigné « RGPD ») ainsi que de la règlementation nationale en vigueur.
ECO-COMPTEUR respecte les principes relatifs aux traitements de données à caractère personnel posés par l'article 5.1 du RGPD :

- Effectuer un traitement licite, loyal et transparent des données ;
- Collecter et traiter les données selon des finalités déterminées, explicites et légitimes, tout traitement ultérieur de données collectées ne devant pas être incompatible avec ces finalités ;
- Respecter le principe de minimisation (données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire pour l'accomplissement du contrat pour lequel ces données sont traitées) ;
- S'assurer de l'exactitude des données et si nécessaire, de leur mise à jour ;
- Garantir une durée de conservation limitée au regard de la finalité de traitement ;
- Garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel.

11.2 Données collectées
Lors de la conclusion d'un contrat de vente de produits, ECO-COMPTEUR recueille des données à caractère personnel relatives à ses contacts au sein des effectifs de l'acheteur :

- Données d'identification : prénom, nom.
- **Données liées à la vie professionnelle : fonctions exercées adresse postale de travail, numéro de téléphone, adresse électronique.**

11.3 Fondement légal des traitements
Les traitements sont fondés sur :

- l'article 6.1.a du RGPD (consentement de la personne concernée) et/ou
- l'article 6.1.b du RGPD (exécution du contrat) et/ou
- l'article 6.1.c du RGPD (obligation légale) et/ou
- **l'article 6.1.f du RGPD (intérêts légitimes d'ECO-COMPTEUR).**

11.4 Finalités des traitements
Les traitements sont opérés pour les finalités suivantes :

- La bonne exécution du contrat
- La gestion client
- La prospection commerciale et les actions associées
- La gestion des impayés et des contentieux
- **Les obligations légales et règlementaires**

11.5 Durée de conservation des données
Pour chaque finalité de traitement suivante, les données personnelles ainsi collectées sont conservées par ECO-COMPTEUR comme suit :

- L'exécution du contrat : la durée du contrat
- La gestion client : la durée du contrat
- La prospection commerciale et les actions associées : 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale
- **Les obligations légales et règlementaires : 10 ans**

11.6 Partage des données
Les données à caractère personnel ainsi traitées peuvent être partagées dans les cas suivants :

- Si ECO-COMPTEUR est impliqué dans une opération de fusion, acquisition, cession de contrôle, cession d'actifs, ou procédure collective, elle pourra être amenée à céder ou partager tout ou partie de ses actifs, y compris les données à caractère personnel ;
- **Si la loi l'exige, ECO-COMPTEUR peut effectuer la transmission de données pour donner suite aux réclamations présentées contre elle et son conformer aux procédures administratives et/ou judiciaires.**

11.7 Mesures de sécurité
ECO-COMPTEUR met en œuvre des mesures organisationnelles, techniques, logicielles et physiques en matière de sécurité du numérique pour protéger les données à caractère personnel contre les altérations, destructions et accès non autorisés.
11.8 Modalités d'exercice des droits des personnes concernées
Conformément à la règlementation en vigueur sur la protection des données personnelles, les personnes physiques concernées disposent d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données les concernant. Elles peuvent à tout moment s'opposer gratuitement et sans motif à la diffusion des données fournies. Pour exercer ce droit, la personne physique concernée peut s'adresser à ECO-COMPTEUR, à l'adresse indiquée ci-dessous :
Société ECO-COMPTEUR
4 Rue Charles Bourseul – 22 300 LANNION

12. DROIT APPLICABLE – COMPETENCE

Les présentes conditions sont soumises à la loi française.
Les parties rechercheront, avant toute action contentieuse, un accord amiable.
A DEFAUT D'ACCORD AMIABLE, LE REGLEMENT DES LITIGES SERA DE LA COMPETENCE EXCLUSIVE DES TRIBUNAUX DE SAINT BRIEUC, Y COMPRIS EN MATIERE DE REFERE, DE DEMANDE INCIDENTE, D'APPEL EN GARANTIE OU DE PLURALITE DE DEFENDEURS.

Poteau EVO Nature

Compteur de personnes

Le Poteau Evo Nature est un compteur de personnes discret tout-en-un pour l'environnement naturel. C'est un poteau en bois pour se fondre dans le paysage. Le système combine un compteur physique et un logiciel ergonomique pour analyser votre site, comprendre les tendances (horaires de fréquentation, week-end vs semaine, tendances à long-terme) et partager les résultats avec les partenaires. C'est le compteur idéal pour compter sur les sentiers de randonnée ou mesurer les entrées de site naturel.

+ **Conçu pour l'environnement naturel & extérieur**
+ **Autonome en énergie**
+ **Robuste, étanche et discret**
+ **Alertes et mises à jour à distance**
+ **Transmission sans fil**

Usagers comptés

Le Poteau Evo Nature permet de compter tous les usagers (randonneurs, cyclotouristes, kayakistes, etc.) pour obtenir des tendances fiables de fréquentation facilement.

Compact, robuste, autonome en énergie, résistant aux variations de température et étanche IP68, le Poteau Evo Nature est parfaitement adapté à l'environnement extérieur.

Le Poteau Evo Nature sous forme de poteau bois comptant les piétons et cyclistes sur un chemin de randonnée. Installé dans la nature il se fond dans le paysage. Le poteau bois comprend le dernier éco-compteur de personnes PYRO EVO.

Le Poteau Evo Nature est un système facile à utiliser, qui nécessite peu de maintenance (autonomie 2 ans) et aucun déplacement sur site pour la maintenance et la relève des données (si télétransmission activée).

Informations non contractuelles - Spécifications susceptibles d'être modifiées sans préavis. V2.5_FR_19-10-2023

eco compteur

Poteau EVO Nature

Tous les produits Eco-Compteur® sont conçus, développés et fabriqués en France.

Caractéristiques générales

Installation	+ Poteau EVO Nature : encastré dans le sol avec du béton ou ancré dans le sol avec barre de stabilisation
Enregistrement données	60 minutes ou 15 minutes en option
Mémoire	40 000 données*
Direction	Distinction du sens de passage
Largeur couverte	Jusqu'à 1 m, 4 m ou 12 m Possiblité de combiner deux capteurs pour couvrir des passages très larges
Calibration	Autocalibration
Transmission des données	Télétransmission automatique
Autonomie	Jusqu'à 2 ans**
Alimentation	2 piles lithium 3,6 V (3,6 Ah) (remplacement facile sur le terrain)
Certification	CE, FCC

**Ou 400 jours avec intervalle d'enregistrement des données 15 minutes.*
***Pour un capteur sans distinction du sens de passage, avec une moyenne de 2 400 passages et quatre télétransmissions de données par jour.*

Connectivité

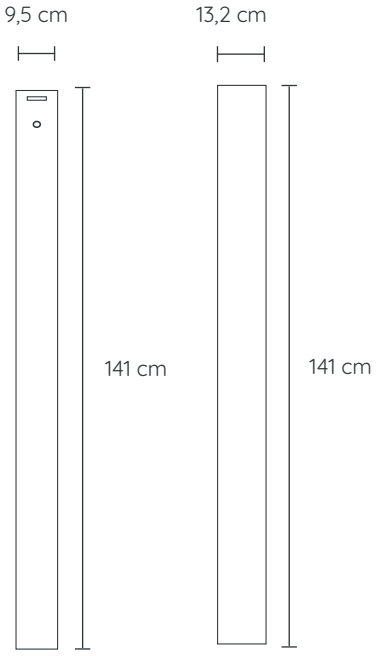
Connectivité sans fil	+ Bluetooth Low Energy (BLE) 5.0 + LTE Cat-M1/NB1
Protocoles de communication	HTTP, HTTPS***
Géolocalisation	GNSS

****Disponible dans une prochaine version*

Transmission automatique des données incluse avec offre Expert/ Expert+ sous condition de couverture réseau suffisante.

Caractéristiques physiques

Étanchéité	IP 68 - Etanche à la poussière et étanche à l'eau en immersion prolongée
Température de fonctionnement	-25 °C à +70 °C
Température de stockage	-40 °C à +85 °C
Dimensions	141 x 9,5 x 13,2 cm
Matériau	Bois certifié FSC
Couleur	Bois



A découvrir en complément :

PYRO-Box EVO :
Compteur mobile
Tous environnements

MULTI piétons/ vélos/cavaliers :
Compteur permanent
Tous usagers

eco compteur

Europe | Monde
4 rue Charles Bourseul | 22300 Lannion | France
+33 2 96 48 48 81

Amérique du Nord
604-3981 Boul. St-Laurent | Montréal, QC | H2W 1Y5 | Canada
Téléphone : +1-514-849-9779 | Sans frais : 1-866-518-4404

www.eco-compteur.com

Informations non contractuelles - Spécifications susceptibles d'être modifiées sans préavis. V2.5_FR_19-10-2023

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-11

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°11 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION AEVA POUR LE FINANCEMENT D'UNE ETUDE SCIENTIFIQUE SUR LES PHENOMENES PHENOLOGIQUES

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-11-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

Le projet proposé a pour objectif scientifique de comprendre certains phénomènes phénologiques qui dictent les dynamiques de populations, en particulier des Lépidoptères nocturnes. Trois sites dont les habitats sont contrastés ont été choisis pour réaliser un piégeage chaque mois pendant une année dont un situé à Gourbeyre dans les Monts Caraïbes.

Cette opération a un objectif pédagogique : former des bénévoles des associations de Gourbeyre à la reconnaissance des espèces afin qu'ils puissent être impliqués efficacement dans des projets à venir. Cette action comprend aussi la sensibilisation de certains acteurs du territoire (guides de montagnes, agriculteurs, enseignants, animateurs, ...) et le grand public aux enjeux de conservation de la biodiversité en Guadeloupe.

Ce projet éthologique, visant à renforcer la connaissance sur la biodiversité entomologique peut être financé grâce à la dotation de soutien aux communes pour la biodiversité attribuant à la ville de Gourbeyre la somme de 19 487,00€.

Les résultats de cette étude permettront également d'alimenter l'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) de Gourbeyre.

Sources de financement	
Coût total du projet	**42 200,00 €**
Part Bénévole	**9 200,00 €**
Besoin de financement	**33 000,00 €**
Subvention DEAL (acquise)	22 500,00 €
Dotation Fond Biodiversité Etat (demandée)	3 000,00 €
Subvention Région Guadeloupe (demandée)	7 500,00 €

Dépenses prévisionnelles 2024 sur la subvention Biodiversité versée par l'Etat (liste non exhaustive) :

SUBVENTION BIODIVERSITE DE L'ETAT Dépenses prévisionnelles 2024	
Valorisation et sécurisation du rucher école communal	2 942,50
Soirée féérique avec les lucioles	380,00
Tentons la randonnée nocturne	455,00
Déploiement du Génie végétal sur le territoire avec le PNG	100,00
Séminaire "Biodiversité et préservation des ressources naturelles"	1 500,00
Création d'un jardin partagé pour les agents de la collectivité	1 700,00
Attribution d'une subvention à l'association AEVA pour une étude scientifique sur les papillons de nuit dans les Monts Caraïbes	3 000,00
Attribution d'une subvention à l'Ecole Luce Joseph pour l'Aire Terrestre Educative	1 500,00
Matinée de restitution de l'Aire Marine Educative	320,00
TOTAL	11897,50

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-11-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 3 000 € à l'Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles (AEVA) pour le financement de son opération dédiée à l'amélioration de la connaissance sur la vie des insectes nocturnes.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la Stratégie Nationale Biodiversité 2030 (SNB) qui traduit l'engagement de la France au titre de la convention sur la diversité biologique ;

Vu la demande de subvention formulée par l'association AEVA pour le financement de son opération ;

Considérant le projet de territoire qui place la ville au cœur de toutes les transitions dont la transition écologique ;

Considérant les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 :

- L'ODD n°4 – Education de qualité ;
- L'ODD n°11 – Villes et communautés durables ;
- L'ODD n°15 – Vie terrestre ;
- L'ODD n °17 – Partenariat,

Considérant les caractéristiques du projet :

L'association AEVA réalise une étude scientifique sur la phénologie des papillons nocturnes de Guadeloupe sur trois sites dont un situé dans les Monts Caraïbes reconnus pour leur grande biodiversité,

Considérant les objectifs du projet qui visent à :

- Comprendre certains phénomènes phénologiques qui dictent les dynamiques de population des Lépidoptères (objectif scientifique) ;
- Former les bénévoles des associations (objectif pédagogique) ;
- Sensibiliser certains acteurs du territoire et le grand public à ces enjeux de conservation de la biodiversité (objectif pédagogique),

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-11-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

A la majorité,

Contre (4) : Mme MAMBOLE Corinne, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. PLAISANT Roger.

DECIDE

Article 1 : **D'autoriser** le Maire à attribuer une subvention de 3 000 € à l'Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles (AEVA) pour le financement de son opération dédiée à l'amélioration de la connaissance sur la vie des insectes nocturnes.

Article 2 : La présente délibération sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 3 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-11-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles

Approche de la phénologie des papillons nocturnes de Guadeloupe par piégeage lumineux
PHÉNO-WATT

Proposition de projet, 15 octobre 2023

Introduction

La phénologie désigne l'apparition d'évènements périodiques, annuels le plus souvent, dans le monde vivant, déterminée par les variations saisonnières du climat, ainsi que par des facteurs génétiques.

Dans le groupe qui nous intéresse ici, celui des papillons nocturnes, un moment-clé de la phénologie est celui de la période pendant laquelle les adultes, aussi nommés imagos, sont présents. En effet, ils peuvent alors être attirés par un piège lumineux. La connaissance de cette période permet de définir à quel moment de l'année rechercher une espèce, qu'elle présente ou pas des enjeux de conservation.

Contexte et enjeux

L'étude des insectes s'est largement développée ces dernières années en Guadeloupe avec des études sur les pollinisateurs, les coléoptères saproxyliques et plus récemment la faune nocturne. L'association AEVA s'est impliquée dans cette dynamique en conduisant des projets sur les phasmes, sur l'entomofaune de Morne à Louis en cœur de Parc national, sur l'entomofaune de la Réserve naturelle de Petite Terre (Jourdan *et al.*, 2022a, 2022b, 2023).

Plus récemment, l'association a concentré son activité sur l'étude des insectes nocturnes, en particulier les papillons, en réalisant des piégeages lumineux. Cette méthode permet d'observer, comptabiliser et éventuellement collecter des papillons, coléoptères et autres insectes nocturnes se posant sur un drap blanc suspendu à proximité d'une lampe à sodium 250 watts. Un projet d'AEVA (LUMIKÉRA) a permis de collecter 1 200 données d'occurrences d'espèces réparties sur 28 sites en Grande-Terre, en Basse-Terre et à Marie-Galante (Jourdan *et al*. 2023). En y associant les données d'autres campagnes effectuées en Guadeloupe ces cinq dernières années par Nicolas MOULIN et la Société Entomologique Antilles Guyane, une synthèse cartographique a été réalisée permettant de définir un statut UICN provisoire pour 110 espèces de Lépidoptères nocturnes.

Si ces dernières études ont permis d'améliorer considérablement la connaissance des insectes nocturnes et en particulier les Lépidoptères, les protocoles mis en place comportaient des limites. En effet, les piégeages ont été effectués au maximum deux fois par an sur le même site, ne permettant pas d'appréhender la phénologie de présence des adultes. Pour certaines espèces observées à seulement quelques reprises, des questions demeurent sur leur rareté.

A titre d'exemple, nous avons mis en évidence dans la précédente étude (Jourdan *et al.*, 2023) qu'une trentaine d'espèces de ces insectes étaient potentiellement menacées, sur la base de la comparaison de piégeages antérieurs et contemporains. Or, l'absence d'une espèce au piège peut simplement signifier que la période de piégeage ne correspondait pas à celle de la présence d'adultes. Pour en être sûr, il faut donc connaître la phénologie de présence des adultes.

Objectifs du projet

Le projet proposé a pour objectif scientifique de comprendre certains phénomènes phénologiques qui dictent les dynamiques de populations, en particulier des Lépidoptères nocturnes. Il s'agit donc de définir chez le plus grand

nombre d'espèces possibles, et surtout sur les espèces potentiellement menacées, à quelles périodes les adultes sont présents sur le territoire. Nous espérons aussi enrichir la liste des espèces observées par piégeage.

Dans la même optique, nous chercherons à définir à quel moment de la nuit l'espèce arrive sur le piège, afin d'être capables d'assurer un suivi pertinent de l'espèce, et ne pas risquer de poser un statut de conservation erroné.

Enfin, au-delà de l'acquisition de connaissances, nous visons également un objectif pédagogique. Nous souhaitons former des bénévoles de l'association à la reconnaissance des espèces, afin qu'ils puissent être impliqués efficacement dans des projets à venir. Nous proposons également de sensibiliser certains acteurs du territoire (notamment des communes concernées) et le grand public à ces enjeux de conservation de la biodiversité en Guadeloupe.

Matériels et méthodes

- *Sites de suivi*

Trois sites dont les habitats sont contrastés ont été choisis pour réaliser un piégeage chaque mois pendant une année : le site de Duclos à Petit-Bourg, à proximité de la forêt mésophile et qui présentait la plus grande richesse spécifique lors du précédent projet, une prairie proche de la saline de la Pointe des Châteaux à Saint-François, et un site des Monts Caraïbes à Gourbeyre, qui sont connus pour leur grande biodiversité.

Selon les financements que nous parviendrons à obtenir, tout ou partie des sites seront suivis.

- *Méthode de piégeage*

Nous utiliserons un piège lumineux constitué d'un groupe électrogène alimentant une lampe à sodium de 250 watts, installée à proximité d'un drap blanc suspendu, sur lequel les insectes attirés se posent. Cette méthode est sélective puisqu'à l'exception des spécimens éventuellement prélevés, l'ensemble des insectes attirés quittent le drap une fois la lumière éteinte. La présence des entomologistes est nécessaire pendant tout le temps du piégeage, pour noter les arrivées et départs des insectes.

Chaque entomologiste est muni d'un filet. Deux appareils photo sont utilisés en macrophotographie (Canon 7D Mark 2 et objectif Canon 100, Nikon D5200, objectif Micro-Nikkor 40 mm). Une loupe de terrain de grossissement 10x est également utilisée. Les prélèvements sont disposés dans des tubes. L'ensemble des prélèvements sont mis en collection avec du matériel spécialisé (épingles entomologiques, paillettes, boîtes de collection).

- *Identifications et prélèvements*

Pour les Lépidoptères, la majorité des papillons seront identifiés à vue ou d'après photo. En cas de doute, certains spécimens seront prélevés et envoyés au lépidoptériste Francis DEKNUYDT.

Pour les autres taxons, nous travaillons en réseau avec des entomologistes de la Martinique et de l'Hexagone, qui seront sollicités en cas de besoin.

- *Acquisition des données*

Un piégeage lumineux sera effectué à chaque lune noire sur trois sites. Les conditions météorologiques seront enregistrées afin de contextualiser les résultats (température, pluviosité, vent).

Les effectifs des espèces facilement identifiables seront suivis jusqu'à 23h, afin de mieux connaître la chronologie de leurs activités de vol. Les outils CarNat et CardObs seront utilisés pour la saisie de données.

Rôles dans le projet

- Coordination : Toni JOURDAN
- Conduite des piégeages et identifications : Toni JOURDAN, Laurent MALGLAIVE, Barthélémy DESSANGES, Artur ONFROY, avec l'appui d'autres experts de notre réseau si nécessaire
- Analyse des données et rédaction du rapport technique et des fiches pédagogiques : Toni JOURDAN, Laurent MALGLAIVE, Barthélémy DESSANGES, Suzanne CONJARD, Claudie PAVIS
- Infographie : Vincent LEMOINE
- Conception de la conférence de restitution : Toni JOURDAN, Laurent MALGLAIVE, Emilie PEUZIAT, Claudie PAVIS

Livrables prévus

- Un rapport technique incluant la liste des taxons rencontrés dans chaque localité, et l'analyse des données phénologiques.
- Un tableau des données acquises (localisation, date, taxon, auteur de l'observation), pour intégration à la base KaruNati sous forme d'un tableau Excel.
- Dix fiches présentant des espèces observées dans le cadre de l'inventaire.
- Une conférence de restitution des résultats.
- Un rapport financier.

Calendrier prévisionnel

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Piégeages														
Préparation des livrables														

Les piégeages se dérouleront en 2023 et 2024. Les livrables seront rendus à la fin de 2024.

Budget prévisionnel

Le coût total du projet est estimé à 42 200 €. Dans le cadre de l'implication de l'association, une partie du projet, à hauteur de 9 200 € (piégeage lumineux, déterminations, saisie des données, correction du rapport et des fiches, conférence) sera réalisé bénévolement par les membres. AEVA mettra à disposition son matériel pour le piégeage.

La subvention nécessaire est de 33 000 €, et porte donc sur 78% du montant total du projet (tableau page suivante).

La subvention accordée par la DEAL est de 22 500 €. Dans le cas où seule la DEAL financerait**,** nous ne réaliserions le piégeage que sur un ou deux sites. Pour réaliser le piégeage sur les trois sites, deux subventions complémentaires sont demandées : 3 000 € à la commune de Gourbeyre, et 7 500 € à la Région Guadeloupe.

Références citées

Jourdan T., Malglaive L., Le Coeur S., Conjard S. & Pavis C. (2022a). Inventaire de l'entomofaune de Morne à Louis (Petit-Bourg) en cœur du Parc national de la Guadeloupe. Années 2021 et 2022. Association pour l'Étude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles (AEVA), Goyave, Guadeloupe. Rapport AEVA n° 49, juillet 2022 : 50 pp. + annexes.

Jourdan T., Malglaive L., Conjard S. & Pavis C. (2022b). Inventaire de l'entomofaune de la Réserve Naturelle des Iles de la Petite Terre (La Désirade). Années 2021 et 2022. Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles (AEVA), Goyave, Guadeloupe. Rapport AEVA n°51, décembre 2022 : 45 pp. + annexes.

Jourdan T., Malglaive L., Le Coeur S. & Pavis C. (2023). LUMIKERA - Inventaire entomologique en Guadeloupe (Grande-Terre, Basse-Terre, Marie-Galante) par piégeage lumineux et propositions de statuts de conservation. Années 2021-2022. Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles (AEVA), Goyave, Guadeloupe. Rapport AEVA n°52, mars 2023 : 95 pp. et annexes cartographiques.

Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles

Bilan d'activités 2023

Présenté lors de l'AG du 20 janvier 2024

Phylogénie du Toto-Bois

SOMMAIRE

1. RAPPORT TECHNIQUE 3
   i. Synthèse 3
   ii. Composition du conseil d'administration 3
   iii. Réunions de bureau 4
   iv. Exposés - débats 4
   v. Recours au Tribunal administratif ⚖️ 4
   vi. Sorties et animations 🐾 5
   vii. Expertise et participation à des instances 🗣️🧘 5
   i. Activités pédagogiques et scientifiques 🕶️ 6
   ii. Affaires sensibles 😡 7
   iii. Productions 9
   iv. Conventions en cours 9
2. RAPPORT FINANCIER 10
   i. Compte de résultats 10
   ii. Synthèse 10
   iii. Détail des opérations 11

1. RAPPORT TECHNIQUE

i. Synthèse

🎂 Happy birthday AEVA ! 30 ans ce n'est pas rien ! Nous vous offrons ici un bilan de ces 30 années d'aventure et de passion au service de la vie sauvage dans les petites Antilles.

Comme en 2022, l'année a été caractérisée par une activité scientifique soutenue, dans le domaine de l'entomologie. Un rapport d'étude a ainsi été produits sur des inventaires ciblés largement sur la Basse-Terre et la Grande-Terre. D'autres projets d'entomologie ont démarré, suite aux questionnements soulevés par les précédents. Notamment, nous menons depuis fin 2023 un projet qui vise à mieux définir la phénologie des insectes au long d'un cycle annuel.

Notre implication dans des recours juridiques a été important en 2023, sur la thématique récurrente de la chasse, en Martinique, et relativement à un projet de ball-trap en zone agricole et naturelle, dans une zone jouxtant la forêt du Parc national de la Guadeloupe. Nous avons aussi commencé à travailler avec le collectif qui s'oppose aux impacts catastrophiques de la carrière de Rivière-Sens. Pour les recours, nous avons le plus souvent travaillé en partenariat avec d'autres associations naturalistes ou citoyennes, locales ou nationales, notamment AMAZONA, l'ASFA, l'ASPAS, le Carouge, Kap Gwadloup, la LPO et To-Ti-Jon.

La saison de chasse 2022-2023 a été marquée en Guadeloupe par deux jugements en 2023, qui ont suspendu les arrêtés de chasse. Nous ne faisions pas partie des plaignants, mais nous sommes impliqués au sein de la CDCFS pour tenter de trouver des voies de négociation, sans succès.

Depuis 2020, nous n'avons plus organisé d'exposés. Ce n'a pas été un choix délibéré, mais plutôt une adaptation au contexte, notre temps ayant été consacré aux autres objectifs d'AEVA.

Notre participation aux instances de gestion des questions de biodiversité s'est poursuivie. Notre impact est variable selon ces instances, et nous privilégions la participation à celles qui nous paraissent donner la meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

Pan sur le bec ! Le Toto-Bois n'a pas communiqué *via* son blog en 2023. Malgré ça, son audience est stable, avec environ 12 pages vues chaque jour, par 8 visiteurs. Depuis sa création fin 2007, près de 164 600 pages du blog ont été lues, soit une trentaine par jour en moyenne, vues par 16 personnes.

Le bureau ne s'est réuni formellement qu'une seule fois. Les échanges électroniques nous permettent souvent de prendre des délibérations rapides, et de tracer la prise de décision.

La situation budgétaire est saine, avec 26 054,64 € de recettes et 29 693,96 € de dépenses en 2023. Notre trésorerie est confortable, avec 22 156,72 € d'avoirs et des prévisions de recettes suffisantes pour réaliser les dépenses liées aux projets en cours pour 2024.

Dans le cadre des jugements en notre faveur, nous avons reçu une partie des dommages et intérêts qui nous ont été alloués.

ii. Composition du conseil d'administration

Jacques BRINGIER (trésorier)
Suzanne CONJARD
Anne-Marie DEGIOANNI
Claudie PAVIS (vice-présidente)
Emilie PEUZIAT (présidente)

Nombre d'adhérents : 28 dont 27 en plein tarif à 20 € et un en tarif réf-duit à 10 €.

iii. Réunions de bureau

En 2023, une réunion s'est tenue le 13/03. Par ailleurs, les échanges mails ont été nombreux, et ont permis des prises de décisions et délibérations rapides, mais néanmoins concertées.

iv. Exposés - débats

Date	Sujet	Nb de participants
	Aucun exposé n'a été organisé en 2023 😬	

v. Recours au Tribunal administratif ⚖️

Date	Thème
	Chasse en Guadeloupe
2023	Pas de recours déposé en 2023, pour tenir notre engagement auprès de la Fédération. Toutefois, nous n'avons pas été satisfaits des arrêtés pris, notamment sur les Limicoles et le Pigeon à cou rouge
	Chasse en Martinique
	Tous les recours sont portés conjointement par AEVA, AMAZONA, ASFA, ASPAS, LPO. Certains avec le Carouge
09/2023	Dépôt d'une requête en référé-suspension de l'arrêté de chasse 2023
	Dépôt d'une requête en annulation de l'arrêté de chasse 2023
	Ordonnance de rejet du référé de 09/2023
18/01/2024	En attente du jugement en annulation
	Ball-Trap Féfé
	Historique
10/09/2021	AOT[i] délivrée à l'association Ball-Trap Capesterrien pour défricher, terrasser, et construire un ball-trap et installations liées. Le projet est situé sur des parcelles agricoles et naturelles, en continuité avec la forêt du Parc National, et à moins de 500 m de sa zone de cœur
Décembre 2021	Démarrage des travaux de terrassement
Mai 2022	Des agriculteurs manifestent contre ce projet, et en réaction plantent des fruits et légumes sur les parcelles. Les travaux s'en trouvent arrêtés
Juin 2022	Constat d'huissier de justice et procédure lancée par l'association de ball-trap contre les agriculteurs
	Actions mises en œuvre
Juillet 2022	AMAZONA et KAP GWADLOUP sont sollicités par Didier LÉON, agriculteur, qui s'oppose à l'implantation d'un ball-trap sur des terres agricoles, situées dans la forêt de Féfé, commune de Capesterre Belle-Eau. Constitution d'un collectif pour étudier le dossier (AEVA, AMAZONA, ASFA, KAP GWADLOUP)
16/08/2022	Avec l'appui d'un avocat, envoi d'un courrier au Conseil Départemental de la Guadeloupe, soit une demande préalable de retrait de l'AOT. L'argumentaire est construit sur des bases réglementaires (le PLU ne permet pas un tel aménagement dans cette zone) et environnementales (impacts sur la biodiversité et sur la santé, y compris humaines)

[i] Autorisation d'Occupation Temporaire

16/10/2022	Le Conseil départemental n'ayant pas répondu, son refus est réputé acquis Nous avons deux mois pour envoyer une requête au Tribunal administratif
16/12/2022	Dépôt d'une requête en référé-suspension et en annulation de la décision du Conseil départemental, au Tribunal administratif de Basse-Terre
19/12/2022	Ordonnance de rejet du référé-suspension du 16/12/2022
11/01/2024	Audience pour l'annulation, en attente du jugement

vi. Sorties et animations

Date	Thème
15/04	30 ans d'AEVA : sortie au gros Morne de Deshaies et repas
29/04	Restitution projet ENTOMO-TITÈ : exposé grand public, exposition Phasmes, sortie de nuit, initiation à l'entomologie sur la route du Calvaire à la Désirade, 15 participants, dont 10 résidents
30/04	30 ans d'AEVA : sortie à la Désirade : trace du Souffleur et de la grande Rivière, 10 participants
12/05	Soirée OFB[ii] au Ciné Star, à l'occasion de la projection du film « Un monde nouveau », de Cyril DION. Présentation d'AEVA « Le contre-pouvoir des associations »
07	Sortie conjointe AEVA - APUG[iii] à Saragotte dans les Grands-Fonds
13/07	Stand AEVA à l'étape de Roseau du Traditour
11/11 et 8/12	Découverte des insectes dans le cadre du projet PHÉNO-WATT, sur le site de Duclos à Petit-Bourg, 10 participants, animation Laurent MALGLAIVE
16/11	Stand AEVA à la journée ABC[iv] de Gourbeyre, exposition Phasmes
19/11	Sortie Orchidées aux Monts Caraïbes, animée par Philippe FELDMANN, 14 participants
11	Sortie sur la trace des Étangs, animée par Philippe FELDMANN

vii. Expertise et participation à des instances

Date	Thème
9/01	CEB[v]
2/02	CA ARB-IG[vi]
2/03	CA ARB-IG
9/02	Office de l'Eau
14/03	Rencontre Julien GÉRARD, chargé de mission ARBIG (expression de nos besoins)
26/04	Réunion préparatoire à la CDCFS[vii]
27/04	CDPENAF[viii]
9/05	CDCFS, débat pour produire un nouvel arrêté de chasse 2023-2024
24/05	CDCFS
25/05	CDPENAF
9/08	Appui INRAE[ix] pour réalisation de leur commission de site

[ii] Office Français de la Biodiversité
[iii] Association des Personnels de l'Université des Antilles en Guadeloupe
[iv] Atlas de la Biodiversité Communale
[v] Commission Eau et Biodiversité
[vi] Agence Régionale de la biodiversité – Iles de Guadeloupe
[vii] Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage
[viii] Commission Départementale de Protection des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers

28/09	CDPENAF
5/10	Visio préparation CA ARB-IG
11/10	CDCFS, débat pour nouvel arrêté
25/10	CEB
10/11	Comité technique ORB-IG[x]
12/11	CA ARB-IG
17/11	Réunion ABC à Gourbeyre
5/12	CDPENAF

AR-BIG

L'AR-BIG est l'Agence Régionale de la Biodiversité en Guadeloupe, c'est-à-dire une déclinaison locale de l'OFB, sur des compétences spécifiques. AEVA fait partie du conseil d'administration (CA), et au comité technique du l'Observatoire Régional de la Biodiversité (OR-BIG). C. PAVIS a participé à trois réunions du CA, au cours desquelles le management de la structure a été débattu. La structure a réussi à recruter et démarrer différentes actions, notamment initier la mise en place du Conservatoire botanique, et créer l'Observatoire Régional de la Biodiversité.

CDPENAF

Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers. Nous y siégeons sur demande du Préfet, au titre des associations de protection de la nature. Cette commission se réunit chaque mois pour examiner les demandes de permis de construire sur des zones agricoles, naturelles et forestières, et les projets de PLU. Elle doit vérifier que les demandes et PLU sont cohérents avec le zonage défini dans le Schéma d'Aménagement Régional, qui impose un zonage et une sanctuarisation de 12 000 Ha de terres agricoles. L'avis de la CDPENAF est conforme, c'est-à-dire qu'il est décisionnel. En 2023, les réunions se sont tenues en présentiel.

CDCFS

Comité Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage. Nous y siégeons en tant que personnalité qualifiée. Ce Comité débat des périodes de chasse, espèces chassées et quotas. En 2021 et 2022, les propositions de la Fédération des chasseurs de Guadeloupe (FDCG) étaient incompatibles avec le statut de certaines espèces, ce qui nous a contraints à déposer des recours au Tribunal administratif, avec l'ASFA, AMAZONA, l'ASPAS et la LPO. Nous avons gagné tous ces recours (détail au paragraphe v). En 2022, un nouveau président de la FDCG a été élu, et les propositions qui ont été faites lors de la CDCFS de 2022 nous ont paru positives. En cela, nous avons fait quelques compromis, en espérant que si les engagements pris soient tenus. Les efforts ne nous ont pas paru suffisants, avec notamment l'absence de mise en place des bagues permettant de contrôler si les quotas sont respectés.

i. Activités pédagogiques et scientifiques

Projet PHALBALA

Le projet PHALBALA (Les PHAsmes, ou La Biodiversité Apprise avec Les Autres) a été soutenu par l'AFB. Il a démarré en octobre 2018 et s'est achevé courant 2021.

[ix] Institut Nationale derecherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnemen
[x] Observatoire Régional de la Biodiversité – Iles de Guadeloupe

En 2023, l'exposition itinérante a été présentée lors du Traditour à Capesterre Belle-Eau, lors de la restitution à la Désirade et à la municipalité de Gourbeyre.

Projet ENTOMO-TITÈ

Un financement TeMeUm / OFB de 10 000 € nous a été alloué en septembre 2021 pour réaliser un inventaire généraliste des insectes aux îles de la Petit Terre, d'octobre 2021 à septembre 2022.

Une restitution au grand public a été organisée à la Désirade le 29 avril 2023, sous forme d'un exposé, de la fourniture des supports pédagogiques et d'une sortie de terrain en soirée.

Projet LUMI-KERA

Une convention a été établie en 2021 avec la DEAL, à hauteur de 17 536,40 €, pour réaliser un inventaire d'insectes par piégeages lumineux en Basse-Terre et en Grande-Terre. Il était prévu de réaliser des piégeages sur 14 sites, et finalement ce sont près de 30 sites qui ont été suivis.

Le travail de terrain est terminé, et un avenant à la convention a été obtenu, afin de repousser le délai de fourniture des livrables au 31/03/2023.

Le rapport final a été fourni à la DEAL, incluant un rapport technique et financier, et des annexes cartographiques.

Projet PHÉNO-WATT

Une convention a été établie en 2023 avec la DEAL pour analyser la phénologie des Lépidoptères par piégeages lumineux dans trois sites de Guadeloupe : à Duclos (Petit-Bourg), au Houëlmont (Gourbeyre) et à la Pointe-des-Châteaux (Saint-François). Un piégeage se déroulera chaque mois sur chacun des sites, pendant une année.

Le travail de terrain a commencé en novembre 2023.

ii. Affaires sensibles 😡

Chasse encore

Les arrêtés de chasse, aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique, peinent à tenir compte des enjeux de protection des espèces endémiques et/ou menacées dans ces territoires. Pourtant, la réglementation, la nouvelle liste rouge des oiseaux menacés établie dans le cadre des ateliers UICN France tenus en Guadeloupe en 2021, ou encore des études menées par l'OFB ou des organismes étrangers, donnent des éléments factuels pour limiter ou interdire la chasse de certaines espèces. Il s'ensuit une situation dommageable pour tous, à savoir des arrêtés systématiquement attaqués aux Tribunaux administratifs par les associations naturalistes, les jugements rendus allant le plus souvent dans le sens des protections demandées.

Nos actions en 2023 sont détaillées au paragraphe v.

Projet de ball-trap fou à Féfé

Le Conseil Départemental de la Guadeloupe a délivré en 2021 une AOT à une association, pour l'implantation d'un ball-trap. Nous sommes opposés à ce projet pour différentes raisons.

En premier lieu, le règlement d'urbanisme du PLU de Capesterre Belle-Eau spécifie que toute installation est interdite en zone agricole, sauf si cette installation présente un intérêt général ou collectif, **ET** à condition que la vocation agricole des parcelles concernées ne soit pas altérée. Or, un équipement collectif doit assurer un service d'intérêt général destiné à répondre à un besoin collectif d'une population. On ne peut en aucun cas considérer qu'un ball-trap réponde à un besoin collectif de la population de la Guadeloupe. De plus, si un tel équipement était implanté, il empêcherait immédiatement et à long terme l'usage agricole des parcelles concernées, les dommages au sol étant irréversibles. Ni l'usage actuel des parcelles, ni leurs qualités agronomiques, ne peuvent justifier de passer outre ces règles d'urbanisme.

En second lieu, l'activité de ball-trap génère le rejet de plomb dans l'environnement, et ceci quelles que soient les techniques destinées à retenir les plombs. Tôt ou tard, le plomb sera lessivé et entraîné dans le sol et la ravine au bas des parcelles. La toxicité du plomb pour la faune est avérée et concerne aussi les populations humaines.

En troisième lieu, l'activité entraînera des nuisances sonores, qui dérangeront et perturberont le cycle de vie des nombreuses espèces d'oiseaux fréquentant la zone, dont certaines sont des espèces protégées par arrêté ministériel. De plus, le site étant situé à seulement 400 mètres du cœur du Parc national, le caractère de ce cœur en sera altéré, et les usagers fréquentant le grand site des Chutes du Carbet percevront le bruit des détonations.

Nous sommes engagés dans un recours, dont le détail est donné au paragraphe v.

Exploitation désastreuse de la carrière de Rivière-Sens

Les Monts Caraïbes constituent une entité écologique remarquable, et les milieux forestiers qu'on y rencontre, ou qu'on y rencontrait, sont originaux et de grande valeur à l'échelle de la Guadeloupe. L'exploitation de la carrière de Rivière-Sens a provoqué depuis des années des désastres écologiques dans la zone : comblement de ravines et disparition de forêts de crêtes, uniques en Guadeloupe.

Suite aux évènements climatiques extrêmes qui se sont succédés en Guadeloupe depuis la tempête Fiona en 2022, des crues et glissements de terrain ont provoqué des dégâts importants et récurrents sur le littoral de la RD 6 reliant Rivière-Sens à Vieux-Fort, et au niveau de la marina de Rivière-Sens.

De ce fait, AEVA a rejoint le KOLEKTIF Défense Environnement Sud Basse-Terre, créé en 2023. Nous avons entamé un travail avec les parties intéressées, pour échanger des informations et débattre des actions à mettre en place pour limiter ces atteintes à l'environnement, à la sécurité et à l'accès des zones impactées par les usagers. Il apparaît que les activités d'exploitation de la carrière de Rivière-Sens ont joué, et continuent à jouer un rôle majeur dans ces épisodes aux graves conséquences.

AEVA a constitué et mis un fonds documentaire à disposition, et rédigé une synthèse visant à améliorer la compréhension du dossier par les membres du collectif et les citoyens intéressés, et à poser les enjeux. Le document est évolutif et a vocation à être complétée et mis à jour dès que des éléments significatifs seront disponibles. Une analyse des leviers d'actions possibles peut être réalisée à partir de cette synthèse.

La plupart des documents cités sont consultables et téléchargeables sur un espace partagé, à l'url suivante : https://drive.google.com/drive/folders/1NYx2mfUY1TFlB0cCBnIujlb-nrPtlF_h?usp=sharing. Le collectif a alerté les services de l'État, et organisé une marche citoyenne vers le site, relayée par les médias.

Projet de téléphérique pharaonique en Dominique

En septembre 2022, nous avons été alertés sur l'existence d'un projet de téléphérique donnant accès au Boiling Lake en Dominique.

Bien que le projet ne soit pas situé sur le territoire français, nous estimons être concernés, puisque la zone est classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Il existe au moins un précédent, le Sky Rail en Australie.

Nous avons sollicité un avis du GOM[xi] de l'UICN France. Du fait que le site est classé au Patrimoine Mondial, ce type de projet fait normalement l'objet d'une évaluation de sa compatibilité avec les valeurs, universelles exceptionnelles, pour lesquelles le site est inscrit par les gestionnaires du Bien, en lien avec le secrétariat mondial de l'UICN. Le groupe nous a conseillé de contacter l'équipe Patrimoine Mondial, plus particulièrement Katherine Zischka pour en savoir plus.

Nous n'avons obtenu aucune réponse. Les travaux ont commencé et nous sommes démunis face à ce projet.

iii. Productions

Productions scientifiques

JOURDAN T., PENET L., BELLANGER Y. & LELONG P. (2023). Stick insect (Phasmatodea) from the archipelago of Guadeloupe: updates on distribution, ecology and taxonomy. *Annales de la Société Entomologique de France (N.S.)*, 59 (3), 151-167. DOI: 10.1080/00379271.2023.2209049.

JOURDAN T., MALGLAIVE L., LE COEUR S. & PAVIS C. (2023). LUMIKERA - Inventaire entomologique en Guadeloupe (Grande-Terre, Basse-Terre, Marie-Galante) par piégeage lumineux et propositions de statuts de conservation. Années 2021-2022. Association pour l'Etude et la protection de la Vie sauvage dans les petites Antilles (AEVA), Goyave, Guadeloupe. Rapport AEVA n°52, mars 2023 : 95 pp et annexes cartographiques 115 pp.

Vulgarisation

Edition d'un magnifique tee-shirt ! *Offert au grand public et aux adhérents pour les 30 ans*

AEVA sé trantan nou. Recueil des temps forts, 1993-2023

Festival des Insectes à la Désirade. *Restitution grand public des projets PHALBALA et ENTOMO-TITÈ*, 29/04/2023.

Le contre-pouvoir des associations. *Présentation grand public AEVA OFB* à l'occasion de la projection du film « Un monde nouveau », de Cyril DION, 12/05/2023.

PAVIS C. (2023). Synthèse sur la problématique de la carrière de Rivière-Sens, 14 pp.

iv. Conventions en cours

- Convention DEAL pour le projet PHÉNO-WATT (22 500 €) du 13/09. Période 2023-2024, analyse de la phénologie des Lépidoptères par piégeages lumineux dans trois sites de Guadeloupe.

[xi] Groupe Outremer de l'Union Internationale de Conservation de la Nature

2. RAPPORT FINANCIER

Période : du 1/01 au 31/12/2023

i. Compte de résultats

Sommes créditées en €	Imputations budgétaires					
Sous-catégories	Recours Chasse	Recours Ball-Trap	PHÉNO-WATT	LUMIKÉRA	Fonds propres	**Total**
4430. Opérations particulières avec l'Etat			11 250	13 732,20		**24 982,20**
Frais d'actes et de contentieux (retours)		500				**500,00**
7560. Cotisations					550	**550,00**
Services bancaires (remboursement)					22,44	
Total		**500**	**11 250**	**13 732,20**	**572,44**	**26 054,64**

Sommes débitées en €	Imputations budgétaires						
Sous-catégories	Recours Chasse	Recours Ball-Trap	PHÉNO-WATT	LUMIKÉRA	ENTO-MO-TITÈ	Fonds propres	**Total**
6160. Primes d'assurance						256,07	**256,07**
6227. Frais d'actes et de contentieux	325,50	539,25					**864,75**
6230. Frais de publication				92,40		1 758,58	**1 850,98**
6256. Missions			2 300	3 894,58			**23 105**
6270. Services bancaires						91,68	**91,68**
7060. Prestations de service				500			**500**
7560. Cotisations (remboursement)						**60**	**60**
Séjour Désirade						**2 965,50**	**2 965,50**
Total	**325,50**	**539,25**	**2 300**	**17 002,80**	**4 394,58**	**5 131,83**	**29 693,96**

ii. Synthèse

1. Solde banque 1/01/2023	25 796.04 €
2. Sommes créditées sur la période	26 054.64 €
3. Sommes débitées sur la période	29 693.96 €
4. REVENU (2 - 3)	-3 639.32 €
Balance (1 + 4)	22 156.72 €
Solde banque 31/12/2023	**22 156.72 €**
Le compte est bon ! 😌	

iii. Détail des opérations

État vierge, année 2023

Revenus

40. Fournisseurs et comptes rattachés
4011. Fournisseurs. Achats de biens ou de prestations de services

12/04/2023	k-ssi imprimerie	40. Fournisseurs et comptes rattachés : 4011. Fournisseurs. Ach...	-381,00 €
26/04/2023	k-ssi imprimerie	40. Fournisseurs et comptes rattachés : 4011. Fournisseurs. Ach...	-381,65 €

Total sous-catégories : -762,65 €

Total 40. Fournisseurs et comptes rattachés -762,65 €

61. Services extérieurs
6160. Primes d'assurance

07/01/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/02/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/03/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
06/04/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
08/05/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/06/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/07/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/08/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/09/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
09/10/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/11/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,33 €
07/12/2023	MAIF	61. Services extérieurs : 6160. Primes d'assurance	-21,44 €

Total sous-catégories : -256,07 €

Total 61. Services extérieurs -256,07 €

62. Autres services extérieurs
6227. Frais d'actes et de contentieux

05/01/2023	assoc koudmen	62. Autres services extérieurs : 6227. Frais d'actes et de conte...	500,00 €
29/03/2023	VIR victoria	62. Autres services extérieurs : 6227. Frais d'actes et de conte...	-325,50 €

Total sous-catégories : 174,50 €

6230. Publicité, publications, relations publiques

07/01/2023	VIR vincent lemoine	62. Autres services extérieurs : 6230. Publicité, publications, r...	-500,00 €

Total sous-catégories : -500,00 €

6270. Services bancaires et assimilés

03/01/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,40 €
02/02/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
02/03/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
04/04/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
03/05/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-9,48 €
02/06/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
04/07/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
02/08/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
04/09/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
03/10/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
02/11/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €
04/12/2023	credit mutuel	62. Autres services extérieurs : 6270. Services bancaires et ass...	-7,48 €

Total sous-catégories : -91,68 €

Total 62. Autres services extérieurs -417,18 €

70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandises
7050. Études

21/07/2023	lumikera martinique entomologie	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-500,00 €

Total sous-catégories : -500,00 €

7060. Prestations de services

02/01/2023	VIR MALGLAIVE laurent	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-1275,00 €
02/01/2023	VIR toni JOURDAN	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-1869,58 €
07/01/2023	VIR vincent lemoine	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-750,00 €
09/05/2023	VIR MALGLAIVE laurent	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-3000,00 €
09/05/2023	VIR MALGLAIVE laurent	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-840,00 €
21/07/2023	lumikera jourdan	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-5050,00 €
21/07/2023	lumikera lecoeur	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-500,00 €
26/07/2023	lumikera laurent	70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandi...	-2020,40 €

Total sous-catégories : -15304,9...

Total 70. Vente de produits finis, prestations de services, marchandises			-15804,9...
75. Autres produits de gestion courante			
7560. Cotisations			
31/01/2023	vir toni jourdan annul helloasso	75. Autres produits de gestion courante : 7560. Cotisations	-60,00 €
01/02/2023	cotisations	75. Autres produits de gestion courante : 7560. Cotisations	20,00 €
09/02/2023	cotisations	75. Autres produits de gestion courante : 7560. Cotisations	120,00 €
09/03/2023	cotisations	75. Autres produits de gestion courante : 7560. Cotisations	20,00 €
12/04/2023	cotisations	75. Autres produits de gestion courante : 7560. Cotisations	60,00 €
09/05/2023	cotisations	75. Autres produits de gestion courante : 7560. Cotisations	20,00 €
Total sous-catégories :			180,00 €
Total 75. Autres produits de gestion courante			180,00 €
lumikera			
28/04/2023	DRFIP guadeloupe	lumikera	4964,00 €
Total sous-catégories :			4964,00 €
Total lumikera			4964,00 €
Pas de catégorie			
11/07/2023	cotisations		140,00 €
09/08/2023	cotisations		20,00 €
22/09/2023	DRFIP guadeloupe		8768,20 €
26/09/2023	DRFIP guadeloupe		11250,00 €
04/10/2023	asso sportive?		7,48 €
06/10/2023	hello asso		10,00 €
03/11/2023	asso sportive?		7,48 €
05/12/2023	asso sportive?		7,48 €
06/12/2023	cotisations		140,00 €
Total sous-catégories :			20350,64 €
Total catégorie :			20350,64 €
Revenu total :			8253,76 €

Dépenses

Pas de catégorie			
18/03/2023	tshirt aeva		-498,00 €
17/04/2023	jb resto 30ans		-140,00 €
24/04/2023	resto 30ans vir peuziat		-40,00 €
27/04/2023	tshirt aeva		-497,93 €
03/05/2023	loc voiture desirade		-100,00 €
04/05/2023	repas desirade		-516,50 €
08/05/2023	pioche		-1420,00 €
09/05/2023	frais désirade brossaud		-32,00 €
09/05/2023	frais désirade pavis		-160,00 €
09/05/2023	frais désirade bringier		-37,00 €
15/05/2023	resto 30ans		-80,00 €
15/05/2023	lumikera vincent		-1000,00 €
18/05/2023	loc voiture desirade		-120,00 €
18/05/2023	loc voiture desirade		-240,00 €
18/05/2023	loc voiture desirade		-80,00 €
20/05/2023	lumikera jourdan		-4000,00 €
05/10/2023	victoria mathieu		-539,25 €
05/12/2023	impression		-92,40 €
22/12/2023	phenowatt laurent		-2300,00 €
Total sous-catégories :			-11893,0...
Total catégorie :			-11893,0...
Dépenses totales :			-11893,0...
Total général :			-3639,32 €

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-12

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°12 RELATIVE A LA CANDIDATURE DE LA VILLE DANS LE CADRE DE L'EXPERIMENTATION « TERRITOIRE ZERO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE »

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-12-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS :

Pour rappel, par délibération du 16 février 2023 référencée D/LTD/LL 2023-S02-05, le Conseil municipal a approuvé l'engagement volontaire de la Ville au projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD).

L'intérêt pour notre territoire est d'être en mesure de proposer à tout chômeur de plus d'un an, sur la base du volontariat, d'intégrer une Entreprise à But d'Emploi (EBE) en CDI, au SMIC et à temps choisi, afin d'effectuer des travaux d'utilité publique jamais réalisés, car jugés peu rentables pour le marché classique. Ces entreprises particulières sont financées pour l'essentiel, par la réaffectation des coûts et des manques à gagner liés au chômage de longue durée.

Fort de ces dispositions, Monsieur le Maire propose de statuer sur cette affaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage longue durée ;

Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;

Vu le cahier des charges de l'appel à projet - Expérimentation territoriale contre le chômage longue durée publié Le 07 juin 2021 ;

Vu le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » ;

Vu le décret n°2021-1128 du 30 août 2021 relatif à l'insertion par l'activité économique ;

Vu l'arrêté du 13 avril 2022 relatif à l'approbation du nouveau cahier des charges spécifiques aux Outre-Mer et à la Corse ;

Vu la délibération D-LTD-23-S2-05 du 16 février 2023 portant engagement volontaire de la Ville au projet de Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD) ;

Considérant que le droit à l'emploi, qui est un droit à valeur constitutionnelle, coûte moins cher que la privation durable d'emploi, qu'il présente des bénéfices sociaux et environnementaux, et qu'il participe de la dignité humaine ;

Considérant l'impact du chômage sur notre territoire qui compte 550 chômeurs de longue durée ;

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-12-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Considérant la volonté de la municipalité de faire de l'économie sociale et solidaire un instrument de lutte contre l'exclusion ;

Considérant l'avis favorable du Bureau Municipal du 26 mars 2024 ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : De présenter le dossier de candidature de la ville de Gourbeyre pour la mise en œuvre de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée avec le soutien de l'association nationale TZCLD, de l'équipe projet du Lab'Iles de Guadeloupe par la formalisation d'une convention d'objectif, des services de la Communauté d'Agglomération Grand Sud Caraïbes et du Département de Guadeloupe ;

Article 2 : De proposer comme territoire d'application de l'expérimentation à l'échelle de l'agglomération du Sud Basse Terre la totalité de la ville de Gourbeyre, soit une population de 7 547 habitants ;

Article 3 : De travailler en coopération avec les autres communes candidates à l'expérimentation à l'échelle du territoire de la Communauté d'agglomération du Sud Basse-Terre et de la Guadeloupe ;

Article 4 : D'assurer la présidence du Comité Local pour l'Emploi du territoire de l'expérimentation conformément à la réglementation et de veiller au respect du cahier des charges ;

Article 5 : De favoriser la mise en œuvre de l'expérimentation, notamment en contribuant, en tant que donneur d'ordre, à l'activité de la ou des entreprises locales conventionnées (Entreprise à but d'emploi, EBE) par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée ;

Article 6 : De contribuer à l'évaluation, chaque année, de l'ensemble des Economies induites par l'expérimentation sur ses budgets ;

Article 7 : De produire l'engagement des collectivités de soutien et de définir l'identité du territoire candidat ;

Article 8 : D'autoriser le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-12-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Article 9 : Le Maire, la Directrice Générale des Services et le payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération. Celle-ci sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité, notifiée au comptable public et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 10 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour expédition conforme
Le Maire,

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-12-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Présentation
DU PROJET

TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE

2023

Les fondamentaux

Préambule

Le préambule de la Constitution française nous donne un horizon commun : le droit d'obtenir un emploi. Malgré les nombreuses tentatives qui ont vu le jour, malgré les différents services publics qui ont été mis en place, ce droit n'est pas encore une réalité pour toutes et tous. La privation durable d'emploi génère des difficultés pour les personnes, leurs familles et plus largement pour le territoire concerné. Le chômage de longue durée crée du désordre et des tensions, effets et symptômes d'une injustice. Et au niveau national, le chômage de masse engendre des mécanismes de stigmatisation et des dépenses sociales peu fécondes : c'est une déperdition d'énergie collective.

L'économie, contrainte par les exigences toujours croissantes de la compétitivité sur un marché globalisé et financiarisé, exclut durablement des personnes de la société du travail. Notre pays doit se mobiliser et innover pour parvenir à mettre fin à la privation durable d'emploi et à proposer à sa population des emplois accessibles et adaptés aux capacités des personnes et aux besoins du territoire. Et ainsi donner corps au principe constitutionnel qu'est le droit d'obtenir un emploi grâce à un financement disponible à proportion des besoins de la population, comme pour tout droit.

Depuis 2016, Territoires zéro chômeur de longue durée fait la démonstration qu'en partant des personnes et des territoires, nous pouvons collectivement mettre fin à la privation durable d'emploi. Avec la conviction profonde que le droit à l'emploi coûte moins cher que la privation d'emploi et, de surcroît, présente des bénéfices sociaux et environnementaux.

Parce qu'au-delà de la seule question de l'accès à un emploi durable et de qualité, la suppression de la privation d'emploi sur les territoires porte également en elle des réponses aux défis démocratique et écologique, nous restons mobilisé·es pour faire réellement de l'emploi un droit.

Les 3 convictions

Le projet Territoires zéro chômeur de longue durée se fonde sur trois convictions qui permettent de penser qu'il est humainement et économiquement possible de mettre fin à la privation durable d'emploi à l'échelle de territoires. La démarche expérimentale menée depuis 2016 permet progressivement de le vérifier. Elle sera évaluée à l'aune de ces trois convictions avec l'objectif de rendre effectif le droit à l'emploi.

Personne n'est inemployable

Lorsque l'emploi est adapté aux capacités et aux compétences des personnes.

Ce n'est pas le travail qui manque

Un grand nombre de travaux utiles, d'une grande diversité, restent à réaliser, lorsque le critère de la rentabilité marchande n'est pas le seul déterminant dans le choix des activités.

Ce n'est pas l'argent qui manque

La privation durable d'emploi coûte plus cher à la collectivité que la création des emplois nécessaires pour faire de l'emploi un droit.

Les principes fondamentaux du projet

L'objectif du projet Territoires zéro chômeur de longue durée est de rendre effectif le droit d'obtenir un emploi, principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, pour toutes les personnes qui en sont durablement privées sur tous les territoires qui le souhaitent.

Un projet développé à partir des personnes privées durablement d'emploi et avec elles

Territoires zéro chômeur de longue durée est un projet de territoire reposant sur la mobilisation et la participation volontaires des personnes privées durablement d'emploi. Chaque personne ou acteur du territoire est invité à contribuer et à participer au projet. Le comité local pour l'emploi (CLE) réunit l'ensemble de ces personnes et de ces acteurs et anime territorialement la démarche, appuyé par une équipe projet. La gouvernance du projet et le management de l'entreprise doivent s'adapter au renversement qui en fait l'innovation (partir des personnes, de leurs compétences, de leurs capacités et de leurs souhaits).

L'exhaustivité par la coopération territoriale

L'exhaustivité réside dans la volonté et la capacité collectives des acteurs locaux, réunis au sein du CLE, à mobiliser leurs outils respectifs pour proposer un emploi décent et accessible à toute personne volontaire qui en est durablement privée. Elle exige des démarches pro-actives pour identifier et aller vers les personnes qui, pour de multiples raisons, n'ont pas recours au droit à l'emploi tout en aspirant à travailler. L'atteinte de l'exhaustivité nécessite un pilotage permanent assuré par le CLE.

La création des emplois supplémentaires nécessaires au territoire

En complément des emplois existants sur le territoire, les emplois supplémentaires nécessaires à la population et financés à hauteur des besoins sont créés dans des entreprises à but d'emploi (EBE). Les EBE embauchent sans sélection les personnes reconnues privées durablement d'emploi par le comité local pour l'emploi, en contrat à durée indéterminée, à temps choisi et au Smic pour développer des activités utiles au territoire et complémentaires de l'offre existante sur la base des compétences, des capacités et des souhaits des personnes. L'EBE est une entreprise de droit commun qui assure l'application du droit du travail et pratique un management inclusif. Les EBE constituent un cadre collectif d'apprentissage et d'initiatives permettant aux personnes, avec la formation, de saisir les opportunités offertes par d'autres activités.

Le droit à l'emploi en images

Le projet

Le projet Territoires zéro chômeur de longue durée en trois étapes

10 PREMIERS TERRITOIRES EXPÉRIMENTAUX

Cette première étape a permis de confirmer la pertinence de nos trois convictions, de démontrer la nécessaire mise en œuvre du projet et de mesurer le besoin de financement d'un territoire zéro chômeur de longue durée.

AU MOINS 60 TERRITOIRES EXPÉRIMENTAUX

La démarche est prolongée sur les 10 premiers territoires et étendue à 50 nouveaux territoires au moins. Cette 2e étape permet d'élargir le panel expérimental et d'affiner les enseignements de la 1re étape pour préparer la 3e.

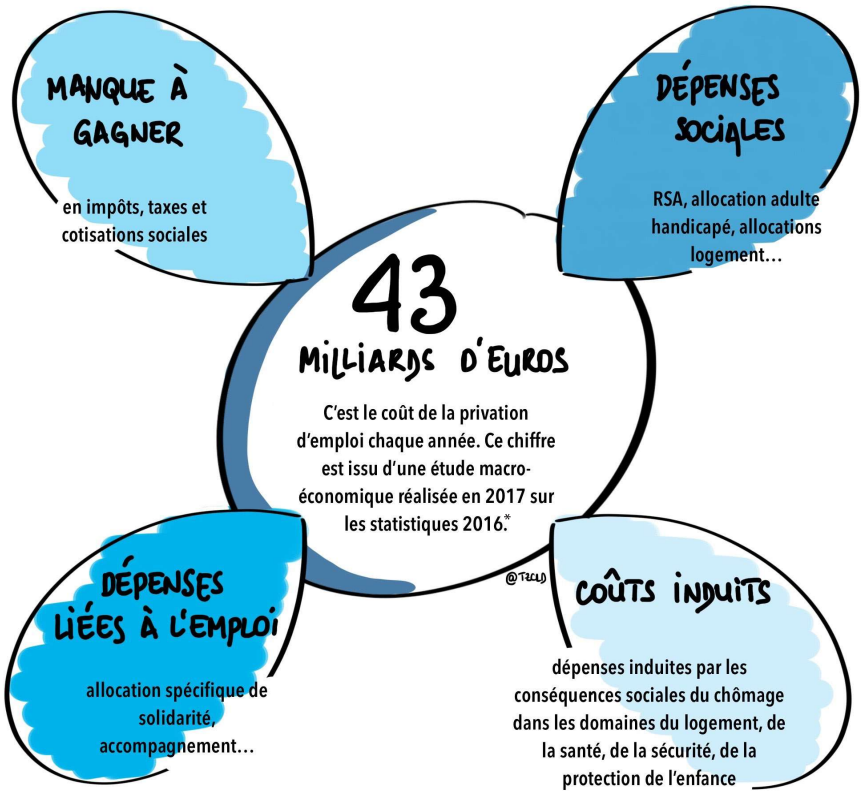
PÉRENNISATION DE LA DÉMARCHE

Les territoires expérimentaux apportent une expérience suffisante pour que soient réunies les conditions devant permettre à tout territoire qui le souhaite de mettre en œuvre le droit à l'emploi pour toutes et tous.

Consulter les cartes interactives des terrtoires sur **www.tzcld.fr**

La logique du financement du droit à l'emploi

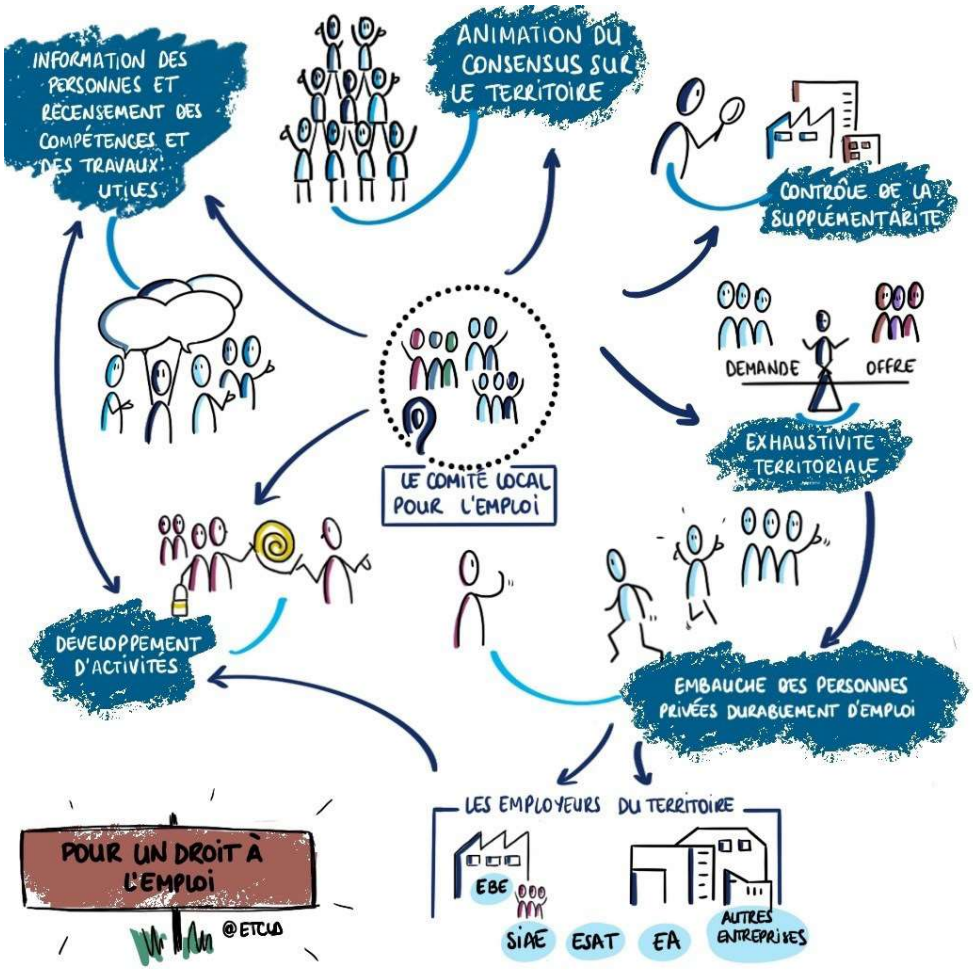
La logique du financement de l'expérimentation repose sur l'activation des dépenses passives liées à la privation durable d'emploi. Il s'agit de rediriger les budgets publics issus de ces coûts pour financer les emplois manquants sur les territoires.



*Étude détaillée dans *Le droit d'obtenir un emploi*, Patrick Valentin, Chronique Sociale, 2018.
Précédente étude réalisée en 2015 par ATD Quart Monde.

Dans le cadre de la 2e étape expérimentale, la mesure des coûts et bénéfices générés par la suppression de la privation d'emploi est poursuivie et affinée grâce à l'autorisation donnée par la loi au Fonds d'expérimentation de mobiliser des données individuelles.

Le rôle du comité local pour l'emploi



Le comité local pour l'emploi (CLE)

Traduction opérationnelle de la fabrique du consensus local, le CLE désigne le collectif qui pilote le projet sur le territoire. Il est présidé par l'élu·e local·e référent·e (Maire, Président·e de la communauté de communes, etc.) et mobilise et réunit l'ensemble des acteurs et actrices volontaires du territoire qui coopèrent pour mettre en œuvre le droit à l'emploi (représentant·es des collectivités, notamment des Départements, de l'État, des personnes privées durablement d'emploi, des acteurs et actrices économiques locaux, notamment de l'insertion par l'activité économique, du travail adapté, etc.). Par la dynamique territoriale qu'il impulse, le CLE est garant de l'exhaustivité, c'est-à-dire la capacité collective à proposer un emploi à toute personne qui en est durablement privée (dans les entreprises locales, les structures de l'insertion par l'activité économique, les entreprises adaptées ou les EBE). Le CLE est animé par une équipe projet.

Les entreprises à but d'emploi (EBE)

Une EBE est une entreprise de l'économie sociale et solidaire à but non lucratif, conventionnée par le Fonds d'expérimentation sur proposition du territoire sur lequel elle est implantée. Cette entreprise a pour objectif de créer les emplois supplémentaires manquants sur le territoire qui soient accessibles et adaptés aux personnes privées durablement d'emploi. Elle embauche ces personnes en CDI et à temps choisi, sur proposition du CLE. Les emplois qu'elle produit sont dits supplémentaires ; autrement dit, ils ne concurrencent pas les emplois existants sur le territoire et viennent en soutien du tissu économique local.

Les EBE ont un modèle économique mixte conjuguant des ressources publiques liées à la redirection des coûts de la privation d'emploi et des ressources propres issues du chiffre d'affaires généré par les travaux utiles. Elles sont des entreprises inclusives : on constate que les EBE ont un taux d'emploi élevé de personnes en situation de handicap.

La mise en oeuvre de la démarche sur les territoires

1 LA FABRIQUE DU CONSENSUS

Cette phase d'explication du projet et de mobilisation des acteurs et actrices du territoire pour les impliquer dans la démarche est décisive. Initié par un collectif, le consensus s'incarne progressivement au sein d'un comité local pour l'emploi (CLE). Pour optimiser les chances de réussite d'un tel projet, il est indispensable que ce consensus soit porté par les élu·es et mis en débat au sein de la population la plus large possible pour s'assurer de l'engagement du territoire à viser le plein emploi volontaire.

2 L'INFORMATION ET LA RENCONTRE DES PERSONNES PRIVÉES DURABLEMENT D'EMPLOI (PPDE)

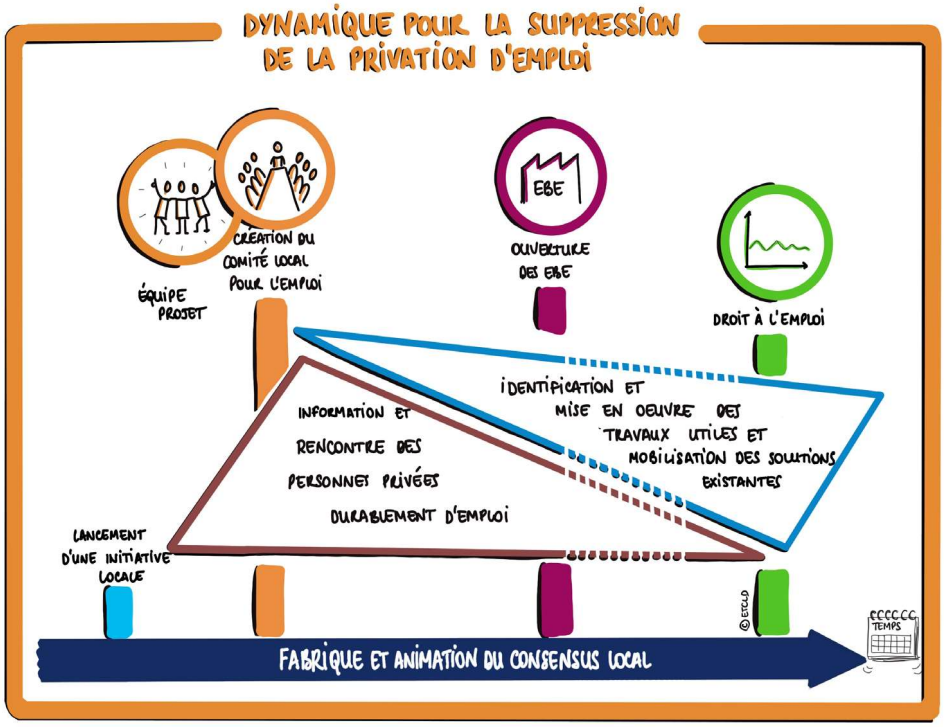
Il s'agit d'informer l'ensemble des personnes potentiellement concernées et de rencontrer l'ensemble des personnes volontaires du territoire pour les connaître et ainsi identifier leurs compétences, savoir-faire, contraintes et envies. Une attention toute particulière est apportée aux personnes en situation d'exclusion parfois inconnues des institutions.

3 LE RECENSEMENT DES TRAVAUX UTILES

Il s'agit d'identifier, avec les volontaires, les besoins non satisfaits sur le territoire et considérés comme utiles par les actrices et acteurs locaux (habitant·es, entreprises, institutions, etc.). Les EBE développent ainsi des activités répondant à ces besoins et aux savoir-faire des salarié·es, activités qui ne doivent pas faire concurrence aux emplois déjà existants sur le territoire.

4 L'OUVERTURE D'UNE OU PLUSIEURS ENTREPRISES À BUT D'EMPLOI (EBE)

Une fois les personnes volontaires et les travaux utiles identifiés sur le territoire par le CLE et lorsque le territoire est habilité, une ou plusieurs EBE sont mises en place pour créer des emplois supplémentaires. Une EBE peut être adossée à une structure existante de l'Économie sociale et solidaire à but non lucratif.

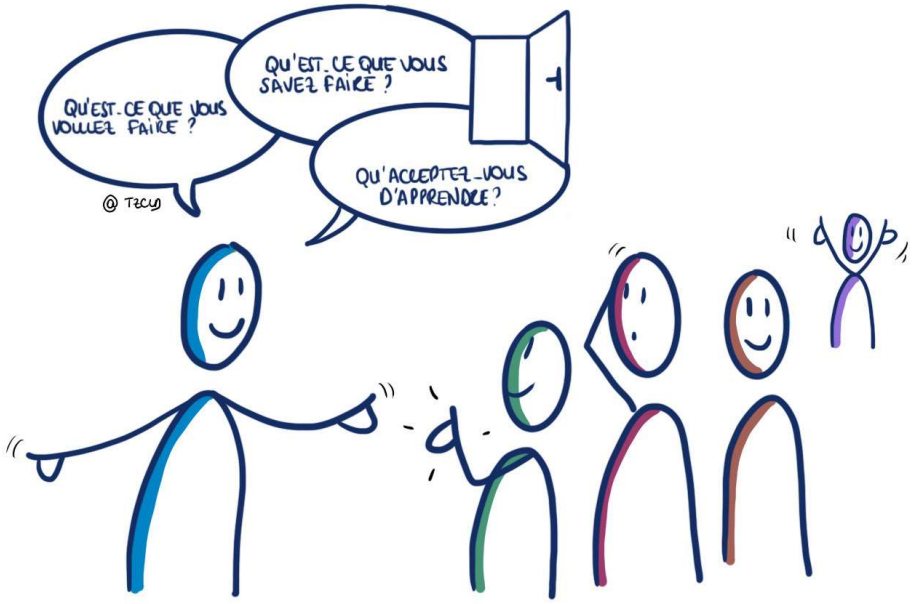


Les personnes privées durablement d'emploi au centre du projet

Les catégories administratives du chômage de longue durée ne recouvrent pas la totalité des personnes qui souhaitent travailler, c'est pourquoi le projet TZCLD cible la privation durable d'emploi, qui se réfère à une expérience subie et exprimée par la personne concernée.

Une personne privée durablement d'emploi est une personne volontaire et qui souhaite obtenir un emploi sans parvenir à y accéder. Dans le projet TZCLD, il s'agit de faire avec les personnes et pas pour elles : elles participent à l'élaboration et à la mise en œuvre du droit à l'emploi sur leur territoire.

Un dialogue est engagé pour permettre à la personne d'exprimer sa volonté d'obtenir un emploi et pour adapter l'emploi à sa situation.



Les travaux utiles

Il ne s'agit pas de définir au niveau national une liste d'activités qui serait à créer dans l'ensemble des territoires d'expérimentation.

À partir des savoir-faire et des compétences des personnes privées durablement d'emploi présentes sur le territoire, on doit rechercher avec les personnes et en collaboration avec l'ensemble des actrices et acteurs locaux, les activités utiles, complémentaires à l'économie locale, qui peuvent être réalisées. C'est grâce à une connaissance fine du territoire et à l'implication des actrices et acteurs locaux que l'on peut repérer ces travaux et ces services utiles localement mais non satisfaits. La création de ces activités supplémentaires permet de construire une offre plus large sur le territoire, notamment en matière de transition écologique, de lien social...

- Quelques exemples d'activités :

ressourcerie, recyclage, atelier de réemploi, réparation de vélos, livraison, épicerie ambulante et/ou sociale, couture, maraîchage, conciergerie, valorisation des invendus alimentaires, démantèlement…

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20230216-D-LTD-23-S2-05-DE
Date de télétransmission : 14/03/2023
Date de réception préfecture : 14/03/2023

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LTD/LL 2023-S02-05

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le jeudi 16 février 2023, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le 10 février 2023, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (19)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, Mme EDMOND Sabrina, M. CARLE Johan, Mme RYON Sophie, Mme CALIFER George, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. EDOUARD Claude, M. PLAISANT Roger, M. EDOUARD Claude.

ABSENTS : (5)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, M. POMPILIUS Anaïs, Mme DACALOR Fabienne, M. ZENON Charles.

REPRÉSENTÉS : (5)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. CARLE Johan,
Mme MILEAU Érique a donné pouvoir à Mme ERDAN Nicole,
Mme MANUEL Francette a donné pouvoir à M. BASSETTE Rosan,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. VIGNAL Charles

DÉLIBÉRATION N°5 PORTANT ENGAGEMENT VOLONTAIRE DE LA VILLE AU PROJET TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20230216-D-LTD-23-S2-05-DE
Date de télétransmission : 14/03/2023
Date de réception préfecture : 14/03/2023

REPRISE DE L'EXPOSE DES MOTIFS

Le dispositif Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) introduit à titre expérimental par des lois de février 2016 puis de décembre 2021, est une innovation sociale qui présente un intérêt tout particulier pour la Guadeloupe en cela qu'il peut être un outil efficace de politique économique et sociale dans un champ plus vaste que la réduction du chômage.
La Ville de Gourbeyre qui s'est portée candidate pour devenir projet émergent souhaite se lancer dans l'expérimentation nationale Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD). Cette volonté est motivée par plusieurs enjeux :

- Encourager la dynamisation territoriale via l'attractivité du territoire et son développement économique.
- Permettre aux personnes éloignées de l'emploi de retrouver le chemin de l'emploi pérenne et par la même, résorber le chômage de longue durée.
- Participer, avec tous les acteurs locaux, à l'évolution des politiques sociales.
- Etendre ensuite l'expérimentation aux territoires émergents volontaires.

Pour se faire, l'expérimentation doit être menée sur un périmètre expérimental correspondant à une zone définie, facilitant ainsi le travail d'évaluation et la collaboration des acteurs. Très attachée à faire de cette expérimentation à l'échelle locale un projet de territoire et de coopération, l'association nationale restera très attentive à ce qu'il y ait consensus de tous les acteurs.
Ce projet de territoire de la ville fait une large place à l'économie bleue à travers l'opération « Odyssea Blue Routes » en cours de développement sur notre territoire.

La volonté de la Ville de Gourbeyre est de faire de l'Economie Sociale et Solidaire un instrument de lutte contre l'exclusion.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le Décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 13 avril 2022 relatif à l'approbation du cahier des charges spécifique aux outre-mer et à la Corse « Appel à projets - Expérimentation "territoires zéro chômeur de longue durée",

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20230216-D-LTD-23-S2-05-DE
Date de télétransmission : 14/03/2023
Date de réception préfecture : 14/03/2023

Article 4 : De désigner

NOM	TITRE	Membres	Rôle
Madame Nicole ERDAN	Elue, 4ème Adjointe au maire	Titulaire	**Chef de projet**, porteur de la démarche TZCLD sur le territoire.
Madame Fabienne THOMAS	Elue, conseillère municipale	Suppléante	**Suppléante du chef de projet,** porteur de la démarche TZCLD sur le territoire.
Madame Marie-Joseph EDOM	Administratif, Directrice de la Mission Innovation Territoriale	Titulaire	**Chef de projet,** porteur de la démarche TZCLD sur le territoire.
Madame Sandrine BIBRAC	Administratif, Directrice des Affaires Scolaires et de la Cohésion Sociale	Suppléante	**Suppléante du chef de projet,** porteur de la démarche TZCLD sur le territoire.

Les membres titulaires et suppléants seront les référents pour l'équipe projet du Lab'Îles de Guadeloupe et experts de la SCIC OdysSea, et participeront aux actions et au Comité Local pour l'Emploi.

Article 5 : De mettre à disposition de l'équipe projet un espace pour l'organisation des informations collectives et des entretiens individuels avec les personnes privées durablement d'emploi.

Article 6 : De donner mandat à Monsieur le Maire, qui présidera le Comité Local pour l'Emploi (CLE), pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application et la mise en œuvre de la présente délibération.

Article 7 : La présente délibération sera transmise au préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des délibérations et des actes du Maire.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20230216-D-LTD-23-S2-05-DE
Date de télétransmission : 14/03/2023
Date de réception préfecture : 14/03/2023

Considérant que le projet expérimental Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) a pour objectif de lutter contre l'exclusion sociale due à la « privation de l'emploi » vécue depuis des décennies par les chômeurs de longue durée,

Considérant la dimension partenariale de la démarche qui met en présence les forces vives du territoire (acteurs économiques et élus) pour la définition d'une politique sociale en faveur des demandeurs d'emplois de longue durée, tout en les y associant,

Considérant l'impact du chômage sur notre territoire : 1 156 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues dont 518 de longue et très longue durée, disponibles pour leur recherche d'emploi,

Considérant le projet de territoire de la ville qui fait une large place à l'économie bleue à travers l'opération « Odyssea Blue Routes » en cours de développement sur notre territoire,

Considérant la volonté de la municipalité de faire de l'Economie Sociale et Solidaire un instrument de lutte contre l'exclusion,

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur,

Après discussions et échanges de vues,

A l'unanimité,

DÉCIDE

Article 1 : D'engager la ville dans la mise en place de l'expérimentation TZCLD en tant que ville volontaire « Territoire Emergent ».

Article 2 : D'autoriser son adhésion à l'association « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». Le montant de l'adhésion à l'association TZCLD est fixé à cinq cents euros (500 €) par année.

Article 3 : **De confier** l'assistance et la mise en œuvre des 4 phases de l'expérimentation à Mme Alice PALOU, experte innovation sociale, ESS, emploi et formation de la SCIC Groupement Européen OdysSea, assistée par l'équipe projet du Lab'Îles de Guadeloupe.
De donner mandat à Alice PALOU Experte Innovation sociale référente pour mener à bien toutes les formalités et veiller à la bonne mise en œuvre de cette démarche auprès des équipes de l'association nationale TZCLD et du Fond d'expérimentation ETCLD.

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20230216-D-LTD-23-S2-05-DE
Date de télétransmission : 14/03/2023
Date de réception préfecture : 14/03/2023

Article 8 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance,

Charles VIGNAL

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

13 MARS 2023

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
971-249710070-20240304-CAGSC2024-01-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/03/2024
Notification : 19/03/2024

Grand Sud Caraïbe
CASBT

DELIBERATION AUTORISANT L'ENGAGEMENT E LA CAGSC AU DISPOSITIF TERRITOIRE ZERO CHOMEUR LONGUE DUREE (TZCLD)
du 04/03/2024 N°CAGSC-2024-01-22
Domaine d'intervention : 8.5 Politique de la ville-Habitat-Logement

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'An Deux Mille Vingt-quatre et le Lundi 04 Mars à dix-sept heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance Rue Auguste BEBIAN, Basse-Terre, sous la Présidence de Monsieur ABELLI Thierry, Président, pour une séance ordinaire et sur une convocation en date du 27 février 2024, affichée au siège de la Communauté d'Agglomération Grand Sud Caraïbe.

Effectif du Conseil : 44
Présents : 29
Dont Procurations : 7
Absents : 15

Sens du vote :
Pour : 36
Contre : 0
Abstention : 0

ETAIENT PRESENTS : M. ABELLI Thierry, Président ; **M. FRANCISQUE** Jean-Louis, 1er Vice-Président ; **M. LEON** Alain, 2ème Vice-Président ; **M. EDMOND** Claude, 3ème Vice-Président ; **M. ANDRE** Héric, 4ème Vice- Président ; **M. ANSELME**, Jacques, 7ème Vice-Président ; **Mme PENCHARD** Marie-Luce, 8ème Vice-présidente ; **Mme CARAVEL Joëlle**, 9ème Vice-Présidente ; **Mme ABELLI-ETIENNE** Sandra ; **M. ADEMAR** Luc ; **Mme BAILLET** Patricia ; **M. BASSETTE** Rosan ; **Mme CHOISI** Annick ; **Mme CHRISTOPHE** Annie ; **M. COURTOIS** Jean-Philippe ; **Mme DACALOR** Fabienne ; **M. DARES** Louis-Jules ; **Mme EUGENIE** Gilberte ; **M. GERAN** Gaston ; **M. GUILLAUME** Bernard ; **Mme GUILLAUME** Virginie ; **M. GUSTAVE-DIT-DUFLO** Jean-Michel ; **Mme KALI-ELIE** Nadya. ; **M. LATCHMAN** Rodrigue ; **M. LAVAURY-BOSC** Jean- Pierre **Mme PONCHATEAU-THEOBALD** Marie-Evelyne ; **Mme RYON épse BIDOYET** Marysette ; **M. VITALIS** Cédric ; **M. ZOZO** Gaby.

ABSENTS ET /OU EXCUSES ; **Mme NADILLE-VALA** Rolande, 5ème Vice-Présidente ; **M. ATALLAH** André ; **M. BEAUGENDRE** Joël ; **M. BELFORT** Hubert ; **M. BONBON** Louly ; **M. CHAULET** Philippe ; **Mme EUGENE épse JOSEPH Luzette ; M. RAMDINI** Hugues dit Philippe.

AYANT DONNE PROCURATIONS : Mme GUSTAVE-DIT-DUFLO Sylvie, 6ème Vice-présidente (Procuration donnée à **M. ABELLI** Thierry) ;; **Mme HERLEM** Annick (Procuration donnée à **Mme CARAVEL** Joëlle) ; **Mme MONLOUIS** Gisèle (Procuration donnée à **M. LEON** Alain); **Mme RENE-GABRIEL** Murielle (Procuration donnée à **M. GUILLAUME** Bernard): **Mme RODES** Brigitte (Procuration donnée à **Mme KALI-ELIE** Nadya) ; **M. OTTO** Jules (Procuration donnée à **M. DARES** Louis-Jules) ; **Mme WECK-MIRRE** Lucie (Procuration donnée à **M. VITALIS** Cédric).

Les **29** Conseillers présents formant plus de la majorité des membres en exercice, lesquels sont au nombre de **44**. Il a été conformément à l'article **L2121-15** du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé immédiatement après ouverture de la session, à la nomination d'une secrétaire prise au sein du conseil. **M. LEON Alain** a été désigné pour remplir cette fonction, qu'il a acceptée

DÉLIBÉRATION AUTORISANT L'ENGAGEMENT DE LA CAGSC AU DISPOSITIF TERRITOIRE ZERO CHOMEUR LONGUE DUREE (TZCLD)

Fait à Basse-Terre, le 19 MARS 2024

Au siège de la CAGSC

POUR EXPEDITION CONFORME

Le Président de la CAGSC

Signé électroniquement le 18/03/2024,
par Thierry ABELLI Président

Le Président de la CAGSC
Thierry ABELLI

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication ou de sa notification devant le tribunal administratif de la Guadeloupe. Le tribunal administratif peut –être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
971-249710070-20240304-CAGSC2024-01-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/03/2024
Notification : 19/03/2024

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil Communautaire que le dispositif « TERRITOIRE ZERO CHOMEUR LONGUE DUREE » (TZCLD) est initié par le mouvement ATD (Agir tous pour la dignité) Quart Monde au nom d'un principe énoncé dans le préambule de la constitution de 1946 : « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.

Introduit à titre expérimental par des lois de février 2016 et de décembre 2021, ce dispositif est une initiative novatrice visant à expérimenter localement un modèle économique singulier pour lutter contre le chômage de longue durée. Il propose de créer des emplois adaptés aux compétences et aux besoins locaux, afin de permettre à chacun de trouver sa place dans le monde professionnel. Il s'agit donc d'une démarche participative volontariste où les acteurs locaux s'engagent à créer des opportunités d'emploi pour les personnes éloignées du marché du travail depuis plus d'un an et sur la base du volontariat.

Concrètement, le projet TZCLD vise, pendant 5 ans, à recruter des demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps choisi et sans sélection, au sein d'Entreprises à But d'Emploi (EBE), pour exercer des activités non concurrentes avec les activités économiques déjà implantées sur le territoire, notamment des travaux d'utilité publique jamais réalisés.

La loi du 14 décembre 2020 n° 2020 1517 a autorisé l'extension de l'expérimentation TZCLD à 60 territoires dans un délai de 5 ans. Elle prolonge ainsi les 10 premiers territoires qui dès 2016 se sont lancés dans la démarche, et ouvre la perspective pour 50 nouveaux territoires et plus par dérogation

Avec un taux de chômage de 30 % sur le territoire du Sud Basse-Terre, le dispositif "Territoire Zéro Chômeur de Longue durée" offre une opportunité concrète de s'attaquer au chômage structurel.

En s'inscrivant dans le cadre du dispositif, la Communauté d'agglomération Grand Sud Caraïbe contribuera à dynamiser le tissu économique local, favorisant la création d'activités dans des secteurs tels que l'environnement, la culture, les services à la personne, etc .... Les personnes recrutées dans le cadre du dispositif conservent leurs droits sociaux, notamment en matière de sécurité sociale et de retraite. Les emplois proposés sont également assortis d'une rémunération au moins équivalente au SMIC.

Le financement du dispositif provient du redéploiement des dépenses liées au chômage et de la création de nouvelles activités économiques. Les collectivités locales peuvent contribuer financièrement à la mise en œuvre du projet.

A ce jour, plusieurs communes membres de la Communauté s'y sont inscrits, précisément Gourbeyre, Capesterre Belle-Eau, Bouillante, Trois-Rivières et Vieux-Habitants. L'expérimentation doit être menée sur un périmètre correspondant à une zone définie, facilitant ainsi le travail d'évaluation et la collaboration des acteurs. Le dispositif TZCLD est mis en place pour une durée expérimentale de 5 ans, permettant d'évaluer son impact sur le territoire.

Etant donné la dynamique des communes volontaires, et souhaitant favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi sur tout le territoire du Sud Basse-Terre, il est proposé à la Communauté d'agglomération de s'engager dans ce dispositif afin de mener les quatre phases de cette expérimentation d'envergure sur l'ensemble du territoire de la CAGSC :

- Identification des besoins ;
- Recensement et/ou création des EBE (entreprises à but d'emploi), des entreprises de l'économie sociale et solidaire ;
- Recrutement des bénéficiaires ;
- Mise en œuvre des emplois au sein des structures.

La structure associative Lab'Iles de Guadeloupe, crée le 12/06/2023, a été désignée pour animer les territoires émergents dans le cadre de l'expérimentation Territoire Zero Chômeur de Longue durée. Elle a pour objectif de mettre en réseau et d'aider les entreprises, les villes et les territoires à développer des solutions pragmatiques nouvelles et durables sur des thématiques urbains, économiques, sociaux et environnementaux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
971-249710070-20240304-CAGSC2024-01-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/03/2024
Notification : 19/03/2024

Il [illegible]nc proposé aux membres du Conseil Communautaire de :

- S'engager dans la mise en place de l'expérimentation TZCLD en tant que Collectivité territoriale volontaire « Territoire Emergent ».
- Autoriser l'adhésion à l'association « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ».
- S'acquitter du coût de l'adhésion fixé à cinq cents euros (500 €) par année
- Désigner un chef de projet titulaire et un suppléant qui seront les référents pour l'équipe projet du Lab'Iles de Guadeloupe, et participeront aux actions et au comité local pour l'emploi.
- Donner mandat à Mme Alice Palou, Experte Innovation sociale référente TZCLD au sein de la structure LAb'Iles pour rédiger la convention d'objectifs et accomplir les formalités de la démarche auprès des équipes de l'association nationale TZCLD et du Fonds d'expérimentation ETCLD
- Soutenir les candidatures déposées auprès du fond d'expérimentation pour l'emploi par les territoires émergents TZCLD de la CAGSC
- Mettre à disposition de l'équipe projet des espaces pour l'organisation d'informations collectives et les entretiens individuels avec les personnes privées durablement d'emploi.
- Soutenir l'équipe projet du Lab'Iles de Guadeloupe dans l'identification de solutions de financement des besoins en terme d'ingénierie, la formation et l'animation du consensus local des territoires émergents.
- Donner mandat à Monsieur le Président, qui présidera le Comité Local pour l'Emploi (CLE), pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application et la mise en œuvre de la présente décision.

L'Assemblée communautaire est invitée à en délibérer.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après avoir délibéré

- **Vu** la loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée, promulguée le 29 février 2016,

- **Vu** la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée ;

DECIDE A L'UNANIMITE
SOIT : 36 VOIX POUR ; 0 CONTRE ; 0 ABSTENTION

- **Article 1** : **De s'engager** dans la mise en place de l'expérimentation TZCLD en tant que Collectivité territoriale volontaire « Territoire Emergent ».

- **Article 2 : D'autoriser** l'adhésion à l'association « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ».

- **Article 3** : **D'acquitter** le coût de l'adhésion fixé à cinq cents euros (500 €) par année

- **Article 4** : **De désigner** un chef de projet titulaire et un suppléant qui seront les référents pour l'équipe projet du Lab'Iles de Guadeloupe, et participeront aux actions et au comité local pour l'emploi

- **Article 5 : De donner** mandat à Mme Alice Palou, Experte Innovation sociale référente TZCLD au sein de la structure LAb'Iles pour rédiger la convention d'objectifs et accomplir les formalités de la démarche auprès des équipes de l'association nationale TZCLD et du Fonds d'expérimentation ETCLD.

- **Article 6** : **De soutenir** les candidatures déposées auprès du fond d'expérimentation pour l'emploi par les territoires émergents TZCLD de la CAGSC.

- **Article 7 : De donner** mandat à Monsieur le Président, qui présidera le Comité Local pour l'Emploi (CLE), pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application et la mise en œuvre de la présente décision.

- **Article 8 : Que** Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au Préfet, notifiée au comptable du trésor public et aux communes membres, affichée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Basse-Terre, le 19 MARS 2024

Certifié exécutoire, compte tenu de

La transmission en Préfecture le 19 MARS 2024

La publication *et/ou* la notification le 19 MARS 2024

POUR EXPEDITION CONFORME
Le Président de la CAGSC,

Signé électroniquement le 18/03/2024,
par Thierry ABELLI Président

Le Président de la CAGSC

Thierry ABELLI

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-13

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°13 PORTANT DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-13-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la démission de Madame Sabrina EDMOND, Conseillère municipale, élue sur la liste « GOUBE AN NOU », et membre des commissions suivantes :

- Education Enfance Jeunesse
- Sécurité

Il convient de remplacer Madame Sabrina EDMOND au sein de ces différentes commissions.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-4 ;

Vu le Code électoral et notamment son article L.270 ;

Vu la délibération N°D/VDBML/2020-S3-07 en date du 17 juillet 2020, portant constitution des commissions municipales et désignation de leurs membres ;

Vu la lettre de démission de Madame Sabrina EDMOND, Conseillère Municipale, reçue en mairie le 21 mars 2024 ;

Vu la vacance induite dans certaines commissions municipales ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-13-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Article 1 : De désigner Monsieur Frantz DARLY, conseiller municipal au sein des commissions ci-après :

- Education Enfance Jeunesse
- Sécurité

Article 2 : De donner tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au Préfet de Région au titre du contrôle de légalité et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville.

Article 3 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240416-D-LL-MC24-S3-13-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

DEPARTEMENT DE
LA GUADELOUPE

VILLE DE GOURBEYRE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL MUNICIPAL
REF : D/LL/MC24-S03-14

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SESSION ORDINAIRE

Le vendredi 05 avril 2024, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Gourbeyre s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée par Monsieur le Maire, le vendredi 22 mars 2024, conformément aux articles L.2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

EFFECTIF DU CONSEIL MUNICIPAL : 29

PRÉSENTS : (18)

M. EDMOND Claude, M. NESTOR Willi, Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole, M. DI RUGGIERO Patrick, Mme MAMBOLE Corinne, Mme BARGAS Marie-Lucie, Mme DURIZOT-EYNAUD Françoise, Mme DI RUGGIERO Nicole, M. VIGNAL Charles, M. BASSETTE Rosan, M. ZOU Jocelyn, M. DARLY Frantz, Mme CALIFER George, M. ZENON Charles, M. EDOUARD Claude, Mme THOMAS Fabienne, Mme SAMUEL-CESARUS Valérie, M. PLAISANT Roger.

ABSENTS : (7)

M. D'ALEXIS Leïli, M. JOUYET Josy, Mme GUIMBEAU-MILEAU Érique, M. POMPILIUS Anaïs, Mme MANUEL Francette, Mme DACALOR Fabienne, Mme RYON Sophie.

REPRÉSENTÉS : (4)

Mme CIVIS Marguerite a donné pouvoir à M. DI RUGGIERO Patrick,
M. CARLE Johan a donné pouvoir à Mme BARGAS Marie-Lucie,
M. RAMASSAMY Robert a donné pouvoir à Mme ERDAN DESCOTEAUX Nicole,
M. ADEMAR Luc a donné pouvoir à M. EDOUARD Claude.

SECRÉTAIRE de SÉANCE : M. BASSETTE Rosan

DÉLIBÉRATION N°14 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION OMNISPORT DE GOURBEYRE DANS LE CADRE DU TOURNOI NATIONAL DE FOOTBALL A NÎMES

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-MC2024-S03-14-DE
Date de télétransmission : 10/04/2024
Date de réception préfecture : 10/04/2024

EXPOSE DES MOTIFS

A travers ses différentes disciplines (basket, athlétisme, football et tennis de table) l'Association Omnisport de Gourbeyre (AOG) œuvre depuis plus de 18 ans dans la commune de Gourbeyre. Elle a pour but de promouvoir, de former, d'éduquer toute personne à la pratique et au développement de tous les sports individuels et collectifs, tant au niveau national qu'international tout en privilégiant un accompagnement juridique et social.

Les jeunes souhaitent participer au tournoi de football « National Gallia Cup » qui aura lieu à Nîmes en **2024**, ce qui leur permettra de côtoyer de grand club et de rencontrer d'autres footballeurs de leur âge mais de culture et de langues différentes.

De ce fait, l'association sollicite la ville pour une subvention de 5 000€ dans le but de couvrir les frais de déplacement de ces jeunes.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération en date du 30 novembre 2022 portant mise en œuvre du contrat d'engagement républicain (CER),

Vu la délibération n°D/LL/MC24-S03-06 du 05 avril 2024 portant examen et vote du Budget Primitif du budget principal de l'exercice 2024,

Considérant le rôle essentiel du tissu associatif de la Ville dans le maintien du lien social et l'animation du territoire,

Considérant qu'il est nécessaire, pour leur fonctionnement et la mise en œuvre de leur programme d'activités, de garantir à l'Association Omnisport de Gourbeyre (AOG) le soutien de la collectivité ;

Entendu le rapporteur en ses explications,

Après échanges de vue,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-MC2024-S03-14-DE
Date de télétransmission : 10/04/2024
Date de réception préfecture : 10/04/2024

Article 1 : De voter l'attribution de la subvention de 5000€ (cinq mille euros) à l'AOG dans le cadre du tournoi « National Gallia Cap » à Nîmes au titre de l'exercice 2024 qui sera imputée au Chapitre 65, article 6574, sous réserve de la présentation des documents relatifs à son activité et de la souscription du contrat d'engagement républicain.

Article 2 : Le Maire, La Directrice des Services et le Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la délibération, qui sera transmise au Préfet de Région au titre du contrôle de légalité.

Article 3 : Toute contestation de cette délibération devra être effectuée devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour expédition conforme

Le Secrétaire de séance

Rosan BASSETTE

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBEYRE * GUADELOUPE

Claude EDMOND

Délibération transmise en Préfecture le

10 AVR. 2024

Accusé de réception en préfecture
971-219711090-20240405-D-MC2024-S03-14-DE
Date de télétransmission : 10/04/2024
Date de réception préfecture : 10/04/2024